



Le Monde

15, rue Falguère, 75011 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 18008 - 7 F

- DIMANCHE 25 - LUNDI 26 AVRIL 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

Les Danols face à Maastricht II

Il ne reste que trois semaines aux partisans du traité de Maastricht, emmenés par le premier ministre social-démocrate, Poul Nyrup Rasmussen, pour convaincre les Danais de ne pas révoquer le vote du 2 juin dernier, qui avait vu la « non » l'emporter de justesse avec 50,7 % des suffrages. Echaudés par les sondages de la première campagne référendaire, qui donnaient régulièrement le « oui » gagnant, les pro-Maastricht se sont mis en campagne sans trop afficher de satisfaction à la lecture des derniers sondages, qui indiquent une remontée du « oui ».

Le nombre des indécis, aux premiers rangs desquels figurent les femmes et les jeunes, et celui des abstentionnistes déclarés (en tout le quart des électeurs) invitent en effet à la plus grande prudence. Le gouvernement, soutenu à nouveau par tous les grands partis, le patronat et les syndicats, espère qu'une majorité de Danais sera cette fois sensible aux chantages d'un traité vicié, ou moins en apparence, d'une bonne partie de sa substance lors du sommet d'Edimbourg (défense, citoyenneté européenne, asile et police).

En tenant récemment à l'annonce des propos résolument favorables à l'Union politique, Jacques Delors a galvanisé les adversaires de la construction européenne, regroupés au sein du Mouvement de juin. En invitant ironiquement le président de la Commission de Bruxelles à s'exprimer davantage, les anti-Maastricht savent qu'ils peuvent compter sur la peur de leurs compatriotes de voir leur identité nationale engloutie dans un vaste ensemble européen dominé par l'Allemagne voisine. Dans ce contexte, chaque parole de M. Delors en faveur d'une union politique plus solide serait perçue comme un grand tour d'abstraction.

Une nouvelle fois, le référendum risque donc de se jouer moins sur le contenu même du traité, revu et corrigé à la baisse à Edimbourg, que sur la peur d'une majorité de Danais d'être marginalisés au sein de l'Europe ou, au contraire, d'être absorbés dans un grand tour d'abstraction.

Si le « non » à Maastricht II s'avérait à l'emporter, il plongerait l'Europe communautaire dans une crise grave et susciterait un réflexe de rejet dans les pays candidats à l'adhésion, à commencer par les pays nordiques. Le processus de ratification parlementaire engagé difficilement en Grande-Bretagne depuis plusieurs mois s'en trouverait sérieusement compromis. Les parlementaires « eurosceptiques » de la Chambre des communes décrèteraient alors la mort de facto du traité ou relanceraient leur tentative avortée de cette semaine en faveur d'un référendum britannique.

En France, cette situation ne menacerait pas de soumettre le gouvernement de M. Balladur à des pressions qui raviveraient les plaies de la campagne référendaire française entre UDF et RPR. C'est dire que ce petit royaume du Danemark de cinq millions d'habitants, qui avait créé la surprise en bloquant brutalement le convoi européen lancé à Maastricht, tient aujourd'hui dans ses mains le sort d'un traité qui doit, en l'état, être ratifié à Douze.

M0146 - 0425 0 - 7.00 F



Pour les amener à accepter le plan de paix

Lord Owen a proposé aux Serbes un « corridor terrestre » en Bosnie

A la veille de l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions de l'ONU contre la Yougoslavie (Serbie et Monténégro), lord Owen poursuivait, samedi 24 avril, à Belgrade, ses négociations avec le président Milosevic et le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. Pour amener ce dernier à accepter le plan de paix, le médiateur a proposé la création d'un « corridor terrestre », contrôlé par les Nations unies, qui relierait les provinces serbes de l'est et de l'ouest de la Bosnie. Les représentants des Douze devaient examiner la situation dans l'ex-Yougoslavie, samedi et dimanche, au Danemark. Le président américain Bill Clinton a évoqué la possibilité de « bombardements aériens », en concertation avec les Européens.

Du Koweït à la Yougoslavie

par Jacques Lesourne

Deux poids, deux mesures : à l'annexion du Koweït, l'Occident répond par une action vigoureuse ; à la « purification ethnique » en Yougoslavie, par des mesures pusillanimes.

Ce contraste révoltait notre réflexion.

Une remarque préalable : les coalitions de démocrates sont le plus souvent doublement impuissantes face à des opérations menées par des dictatures. Au niveau national, les opinions publiques, foncièrement pacifistes, plaident pour des réponses graduées et des compromis négociés, contraignant les gouvernements à avoir recours qu'à des menaces verbales. Au niveau

international, l'accord implique de longues négociations et se fait sur la position du gouvernement le plus frileux. Ce modèle se connaît que trois exceptions : lorsque les opinions publiques, poussées à bout par la répétition des provocations, se persuadent que l'avenir de leur pays est en jeu ; lorsqu'un État décide d'aller de l'avant coûte que coûte sans se préoccuper de ses alliés ; lorsque l'écart de puissance entre les démocrates et la dictature est tel que l'opération s'annonce comme une promenade militaire.

Aussi faut-il considérer que le traitement des affaires yougoslaves est plutôt la règle et celui de l'agression irakienne, l'exception. Il apparaît d'emblée que les

similitudes entre les deux crises sont à la fois réelles et limitées.

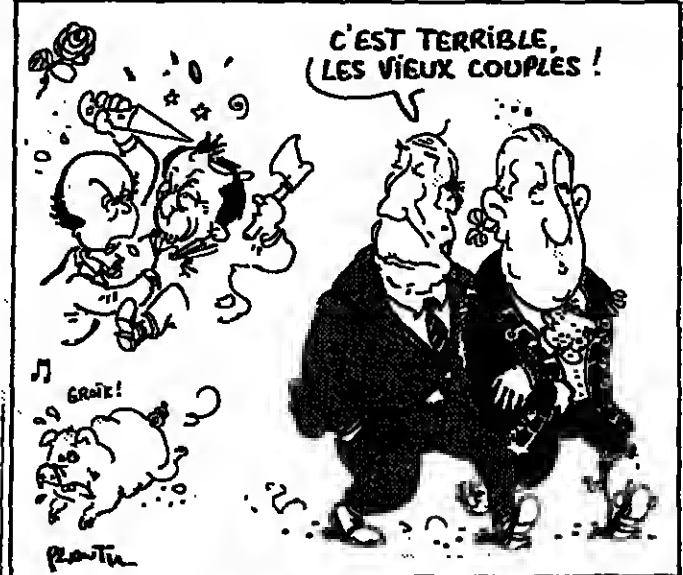
Dans la première, un dictateur, Saddam Hussein, cherche, pour améliorer ses finances et poursuivre sa politique de puissance, à prendre le contrôle d'une ville-Etat reconnue par l'ONU et à en faire, puisqu'elle appartient à la même zone culturelle, la dix-neuvième province de l'Irak. Il massacre les opposants, mais, par définition, il ne peut y avoir de « nettoyage » ethnico-religieux, le Koweït étant annéxié à une large majorité.

Lire la suite page 3
lire aussi les articles
d'ALAIN BASSIN, POUR
et d'ALAIN FRACHON
et de FLORENCE HARTMANN

N'ayant pas trouvé d'accord avec Michel Rocard

Laurent Fabius boycotte la direction du PS

Laurent Fabius et ses partisans ont décidé de ne pas participer, samedi 24 avril, à la réunion du comité directeur du PS au cours de laquelle la direction provisoire, présidée par Michel Rocard, devait présenter ses propositions pour l'organisation des « états généraux » socialistes. Selon Paul Quilès, M. Rocard « a fait le choix d'un passage en force » en refusant un accord préalable. Pierre Mauroy a choisi, en revanche, d'être présent à la réunion.



Lire nos informations page 7

Jours tranquilles à Pereslavl

La campagne pour le référendum du 25 avril n'a pas bouleversé la vie de cette petite ville de Russie

PERESLAVL

de notre envoyé spécial

« Ici, des manifestations ? Oh, non ! ». A seulement 150 km de Moscou, comme Pereslavl semble loin de la capitale et de ses réjouissements de comptes ! Cette ville de 40 000 habitants, au bord d'un lac encore gelé, où, selon la légende, Pierre le Grand fit construire le premier bateau de la flotte russe moderne, vit aujourd'hui avec une apparente noncha-

lance les soubresauts de la campagne de référendum.

Si cette femme, souriant de toutes ses dents en or, n'hésite pas à dire qu'elle votera pour Boris Nikolaevitch, parce qu'il faut lui laisser le temps de travailler, si ce jeune couple, avec la belle unanimité des amoureux débutants, dit aussi son intention de voter pour le président russe, les autres passants rencontrés sur la « grand-place », entre l'arrêt du bus et les marchands

ambulants, accélèrent le pas lorsqu'on les interroge sur le scrutin de dimanche. Sans agressivité, mais en donnant la nette impression d'avoir des choses beaucoup plus importantes à faire. Excepté pour cet adolescent en jogging, dont le geste obscur au sein énuagé du mot référendum montre sans équivoque tout le bien qu'il pense des dirigeants politiques de son pays.

Marina, Dacha et Anna sont plus polies mais tout aussi expli-

cites : « D'abord, nous n'avons pas encore l'âge de voter, et puis nous nous intéressons plus aux garçons qu'à la politique », disent-elles en pouffant. Veudeuses de glaces à la saoutte, elles estiment, malgré tout, que « ce ne serait pas bien si les communistes revenaient au pouvoir ».

JOSÉ-ALAIN FRALON

Lire la suite et l'article de JEAN KRAUZE, page 4

Mort d'Oliver Tambo

Un dirigeant historique de l'ANC sud-africain.

Lire page 6 l'article de MICHEL BOLE-RICHARD

« Témoin n° 1 »

une émission controversée de TF 1

La télévision doit-elle se faire l'auxiliaire de la justice ? Les magistrats sont partagés sur la récente initiative de la Une.

Lire page 8 l'article d'ANNE CHEMIN

Lois des capitales

Chez les « Marrons » de la Jamaïque.

Lire page 6 le reportage de JEAN-MICHEL CAROIT

DATES

Il y a quatre-vingts ans : la fin de la bande à Bonnot.

Lire page 2 l'article d'ALAIN ABELLARD

Jacques Barrot

au « Grand Jury RTL-le Monde »

Jacques Barrot, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, député UDF de la Haute-Loire, invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL-le Monde », dimanche 25 avril à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 16

Le Monde ÉDITIONS

Social : Par ici la sortie !

Alain Lebaube

Le camp des campagnes et de la non-acceptation de la loi sur les supports sociaux. Face à l'indifférence des organisations sociales, les syndicats et parades de l'État monétaire et de l'État des dépenses sociales. Les dépenses sociales et les dépenses sociales. Les dépenses sociales et les dépenses sociales.

Un livre de 100 pages, sans illustrations, sur les vices de la loi sur les supports sociaux.

100 pages, 120 F.

La relance du dialogue social

M. Balladur a reçu syndicats et patronat le 23 avril. Au programme : l'emploi, la Sécurité sociale, les retraites... Ses interlocuteurs se sont déclarés satisfaits de cette relance du dialogue social malgré les sacrifices annoncés pour le début du mois prochain. Dans le même tonalité, le ministre de l'Agriculture a obtenu un satisfait provisoire de la part de la FNSEA réunie en congrès. En revanche, les pêcheurs bretons appellent à bloquer les ports de plaisance au cours du week-end.

Lire page 13 les articles de FRANÇOIS GROSCHARD et d'ALAIN LEBEAUBE

HEURES LOCALES

L'accueil à Nancy

Recevoir le public n'est plus une corvée pour les agents de la mairie.

Lire aussi

Evreux trébuche sur le délinquance : la déception de Roland Pleinence illustre le désarroi des maires face à la violence des quartiers difficiles.

Carcassonne : la Citadelle, et les touristes qu'elle attire, à la rescousse de la ville basse.

Avec les pages « Régions » et « Ile-de-France », les informations pratiques, le dossier, le débat. pages 17 à 24

CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or » Marché monétaire et obligataire « Matières premières » Marché international des capitaux page 15

Le Monde

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FAUGUËRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-99
Tél. : 208.806 F

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311 F

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944.
Capital social :
620 000 F

Principaux associés de la société :
Société civile
« Les Rédacteurs de Monde »
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs de Monde
Le Monde Éditions
M. Jacques Lescaze, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lescaze
Directeur général : Michel Cros
Membres du comité de direction :
Jacques Guin, Philippe Dupuis,
Isabelle Tardieu
15-17, rue de Colbert-Pierre-Arta
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDIPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-72-72 - Société filiale
de la SARL Le Monde et Société à capitaux
français

Imprimerie
du « Monde »
12, r. M. Groussin
94852 IVRY CEDEX
Commission paritaire des journaux
et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-3377
PRINTED IN FRANCE
Renseignements sur les microfilms et
index du Monde au (1) 40-65-29-33

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration

TÉLÉMATIQUE

Composées 36-15 - Tapez LEMONDE
ou 36-15 - Tapez LM

TARIF	FRANCE	SUISSE	AUTRES PAYS
		BALEARS	non
		LUXEMBOURG	annuel
		PAYS-BAS	CEX
3 mois	535 F	575 F	790 F
6 mois	1 080 F	1 125 F	1 580 F
1 an	1 890 F	2 065 F	2 940 F

ÉTANGER :
par voie aérienne, tarif sur demande.
pour vos abonnements, nous vous recommandons de nous adresser votre règlement à l'adresse ci-dessous ou par MINTEL 36-15 LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$300 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. and additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes to LE MONDE, Box 1218, Champlain, N.Y. 12919-1218.

For the subscription service in the USA, INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc., 338 Pacific Avenue, Suite 404, Virginia Beach, VA 23461-2963 USA.

Changements d'adresse déclinés ou prolongés : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT
DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____

Prénom : _____

Adresse : _____

Code postal : _____

Localité : _____

Pays : _____

Veuillez nous l'obligation d'indiquer tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

301 MON 21

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Comité de direction :
Jacques Lescaze : gérant
directeur de la publication
Bruno Pignatelli
directeur de la rédaction
Jacques Guin
directeur de la gestion
Marcel Luchet
secrétaire général

Rédacteurs en chef :
Jean-Marie Colombani
Robert Solé
Indicateur au directeur
de la rédaction

Yves Aubry
Thierry Frenaud
Philippe Harrois
Jean-Pierre Lévêque
Daniel Vernet
Éditeur
des relations internationales

André directeurs
Hubert Beuve-Méry (1944-1989)
Jacques Faure (1989-1992)
André Laurens (1992-1993)
André Fontaine (1993-1994)

DATES

Il y a quatre-vingts ans

La fin de la bande à Bonnot

par Alain Abellard

Le 21 avril 1913 : à Brest, le ministre de la marine assistera au lancement du cuirassé Bretagne, et le président du conseil recevra, à l'Élysée, les grands-ducs Cyrille et Boris de Russie. Alors qu'il a plu toute la nuit, les spécialistes de la météorologie du quotidien *Le Matin* annoncent une journée douce et brève. Il pleuvra à fines gouttelettes ; entre les ondées perceront de rares éclaircies.

Quatre heures dix : trois hommes, rescapés de la bande à Bonnot et condamnés à la peine capitale le 27 février 1913, sont réveillés dans leurs cellules de la prison de la Santé à Paris, protégée par des détachements de gardes. Viingt-cinq minutes plus tard, ils sont au pied de la guillotine dressée boulevard Arago. « Comme il fait froid », lance le premier. « C'est beau, n'est-ce pas, l'agonie d'un homme », murmure le deuxième. « Adieu à vous tous, messieurs, et à la société aussi », s'écrit le troisième. Les trois exécutions n'ont pas duré trois minutes et achèvent la stoïque épopée des « bandits tragiques ».

Le lendemain, *Le Matin* titre à la une : « La fin des bandits tragiques. Soudy, Callemain et Manier ont payé leur dette », avec en sous-titre : « Jusque sur l'échafaud, ils ont montré de la fermeté sans fanfaronnerie ».

Le premier crime commis par la bande à Bonnot remonte au 21 décembre 1911, où quatre hommes attaquent et blessent grièvement un garçon de recettes de la Société générale, rue Ordener à Paris. Plus que l'importance du butin (320 000 francs de titres difficilement négociables et 5 000 francs en espèces, autant dire une mine), c'est la manière qui frappe de stupeur les autorités et la population.

Le crime en automobile

L'attaque a eu lieu au grand jour, à neuf heures du matin, au beau milieu de la rue, avec une voiture dont les occupants, browsing à la main, tiraient à vue sur ceux qui tentaient de les empêcher de fuir. L'émotion est énorme. Le sang-froid et l'audace marquent le début d'une série et d'un nouveau genre : le crime en automobile.

Deux jours après, ils cambriolent un magasin d'armes et, deux semaines plus tard, ils braquent la Manufacture d'armes américaine, boulevard Haussmann. En trois mois, la bande à Bonnot multiplie les vols de voitures et les attentats. De Nîmes à Alais, de la place du Havre à Pontoise, de Montgeron à Chantilly, les meurtres se succèdent : on dénombre une dizaine de victimes, pour la plupart des pauvres gens. Le 24 mars 1912, l'assassinat du sous-chef de la sûreté, M. Jouin, par Bonnot, qui parvient à s'enfuir, déclenche un vent de panique.

Le Matin du 26 mars 1912 consacre les deux tiers de la « une » à l'événement, sous le titre : « La page la plus effrayante de l'histoire du crime », et publie les photos des victimes avec une carte qui, de la forêt de Sénart à celle de Chantilly, retrace l'itinéraire des « criminels en automobile ».

An-nord, dans le midi, à l'est, à l'ouest, la population voit partout les « bêtes féroces ». Toutes les routes de France sont en état de siège, alors que le ministre de l'Intérieur se fait interpellé par un député à la Chambre.

En urgence, le gouvernement prépare un collectif budgétaire pour doter la police de moyens supplémentaires, notamment par l'achat de huit voitures. Les attentats révèlent que le service de la sûreté ne dispose d'un peu près aucun moyen de transport rapide pour ses inspecteurs, à l'exception de quatre véhicules aux performances modestes. Ils ne disposent pas non plus de moyens d'information rapide. C'est à cette époque qu'il fut décidé en haut lieu de relier entre eux, par le téléphone, les différents commissariats de police de Paris.

Après les arrestations de Soudy, Carouy, Callemain et Manier, la pression de l'opinion culmine avec le siège, le 28 avril, d'un garage à Choisy-le-Roi, dans la banlieue de



21 avril 1913 : l'exécution de Soudy
(Planche extraite de l'album *La Bande à Bonnot, de Clavé et Godard, éditions Glénat, 1982*)

Paris, où Bonnot s'est réfugié. Plus de quatre heures de tirs incessants ne viennent pas à bout des assaillants, et c'est avec des charges d'explosifs que la bâtisse sera réduite en cendres. La police aura toutes les peines du monde à soustraire Bonnot, mortellement blessé, à la fureur de la foule, qui veut étripier son cadavre.

Vingt ans après les « dynamiteurs »

Selon *Le Matin* du 29 avril, qui consacre sa « uoc » et le tiers de son édition (sur un total de huit pages) « à la fin d'un bandit moderne », deux dizaines de milliers de Parisiens convergent vers Châteaufort, afin de contempler les décombrés. Ils s'ajoutent aux quelques milliers qui ont assisté, en direct, à la mise à mort. La même agonie se rejoue le 15 mai à Nogent-sur-Marne, où deux autres membres de la bande, Garnier et Valet, terrés dans un pavillon qui explosera sous les charges de dynamite et de mélinite, périront après un siège de neuf heures.

Ainsi, près de vingt ans après les attentats commis par les « dynamiteurs » - Ravachol, Henry, Vaillant, Caserio, etc. - un groupe d'une vingtaine de jeunes gens âgés de vingt à trente ans a basculé, lui aussi, dans l'illégalisme. Ce n'est pas l'immeuble d'un magistrat qu'ils font sauter, ce ne sont pas des bombes qu'ils lancent sur les députés, que les « dynamiteurs » appelaient les « bouffe-galette de l'Aquarium », mais des balles qu'ils tirent sur

ceux qui résistent à leurs appétits. Ce qui voudrait ressembler à la légende de Robin des bois ou aux « reprises » gâtées de Maries Jacob, l'anarchiste du début du siècle qui inspira le personnage d'Arstoe Lapin à Maurice Leblanc, se cantonne au crime crapuleux.

La bande à Bonnot verse dans un « illégalisme » qui n'est ni politique ni théorique, comme celui qui s'écrit dans les pages du journal *l'Anarchie*. La « reprise individuelle », formule savante du vol justicier prôné par les théoriciens « illégalistes », devient une appropriation meurtrière dont les moyens, et la seule issue, sont le carnage pour les victimes et les agresseurs.

Selon Callemain, dit « Raymond la science » en raison de son appétit de lecture et de sa passion pour les théories les plus diverses, la bande s'est formée au soir de décembre 1911 dans un petit appartement à Montmartre, au cours d'une discussion entre quelques réfractaires. « N'avez-vous pas assez, s'exclame Bonnot, de cette existence misérable que vous prenez de maigres cambriolages, des ventes de bicyclettes volées le long des trottoirs, l'écoulement de quelques fausses pièces ou même le salaire dérisoire de l'usine, si péniblement gagné sous l'œil du contremaître, garde-chiourme du patron ? » Bonnot, qui s'est imposé comme le chef, connaît à peine les jeunes hommes à qui il vient de s'adresser. Seul point commun : ils viennent, comme lui, de la misère et de la pauvreté.

Il est étranger au milieu qui gravite autour de la publication *l'Anarchie*, créée en 1905 par un propagandiste de l'individualisme anarchiste, Albert, dit Libertad. Le journal, installé à Romainville et dirigé par Rirette Maîtrejean, est le lieu où se retrouvent, pour des causeries ou pour le simple plaisir d'être ensemble, tout ce que le mouvement compte d'« échoués ».

Théories platoniques

Bonnot, lui, recherché par la police pour divers trafics et escroqueries, trouve déjà à l'ouvrage. Il les a rencontrés par l'intermédiaire d'un ami, un riche de 40 000 francs, dont la mort accidentelle, selon la version qu'on donnera Bonnot, demeure suspecte. A trente-cinq ans, après une existence à demi légale à Lyon, ponctuée par les vols et les maquillages de voitures, il choisit sans hésiter « l'anarchie dans l'anarchie ». Entre les vingt chevaux et les 6 cylindres d'une Delaunay-Belleville et les théories platoniques des fonctionnaires de la révolution, symbolisée par Jean Grave, pape inamovible de l'anarchie académique, il n'hésite pas : il fonce.

Ce profil de boulingueur fascine « Raymond la science » et les autres, qui laissent tomber, sans regrets, le terrifiant problème « de l'harmonie idéale entre les hommes » au profit de travaux pratiques. Dans leur aventure, ils n'imaginent même pas qu'ils puis-

sent être considérés comme de vulgaires brigands qui assassinent pour voler, parce qu'ils sont des théoriciens qui ont le courage de mettre en pratique leurs idées sur les « capitalistes bourgeois ». Ils tuent, sans états d'âme, parce qu'ils sont persuadés que la lutte pour l'existence est la loi de tout organisme vivant.

Quelle est la part de responsabilité, directe ou indirecte, des théoriciens au contact et à la lecture desquels leur appétit de vie et de jouissance s'est épuisé en une frustration de tous les jours ? « Les dénégations », écrit l'historien Jean Maitron, « sont faibles dans ce milieu qui professe le mépris le plus complet pour l'ouvrier, que l'on présente comme l'ennemi au moment que l'on va tuer ».

De leurs lectures multiples et mal digérées, ils ont retenu que des mots et des expressions qui étaient agréables à leur amour-propre, ou des théories qu'ils ont simplifiées à leur convenance pour flatter les évidences qu'ils possédaient du monde, avance Emile Michon, qui les a rencontrés longuement pendant les huit mois où ils sont restés en prison et qui leur a consacré un livre.

« Seul contre tous »

« La vie est un acte absolument égoïste, et l'être vivant est en lutte contre l'univers entier, dans lequel il ne conserve sa place qu'au prix de triomphes incessants. Il faut donc prendre le parti, sous peine de restreindre artificiellement le langage, de considérer, du moins en commençant, que l'être vivant est seul contre tous, qu'il est l'ennemi de tout ce qui n'est pas à lui », a écrit le biologiste Félix Le Dantec, écrivain favori de « Raymond la science » et des « illégalistes ». Prise au premier degré et dans toute sa sécheresse, cette explication biologique de l'existence permet de comprendre pourquoi Jules Bunnant, parti de rien et arrivé à rien, a fini troué par les balles de la police. En revanche, elle ne permet pas de comprendre pourquoi lui et les autres ont été accusés à ce suicide délibéré né de l'association de la misère et de l'individualisme forcé.

Les textes de leurs confessions et le récit des entretiens qu'Emile Michon a eus avec eux montrent que les « bandits tragiques » méritaient un autre destin, sauf à penser qu'ils pressentaient les horreurs à venir de la guerre et qu'ils savaient qu'ils seraient, comme beaucoup d'autres, ce première ligne dans les tranchées.

» Bibliographie : *Le Mouvement anarchiste en France*, de Jean Maitron, éd. Gallimard, 1975 ; *Ravachol et les anarchistes*, présentée par Jean Maitron, coll. « Archives », éd. Julliard, 1984 ; *Les Bandits tragiques*, Victor Mério, Paris, S. Kra, 1928 ; *Étude de psychologie criminelle : un peu de l'âme des bandits*, Emile Michon, Paris, Darbon éd.

هكذا من الأصل

ÉTRANGER

En accord avec les Européens

Les Etats-Unis sont disposés à « aller plus loin » en Bosnie

Les Etats-Unis n'agissent pas seuls mais sont disposés à « aller plus loin » en Bosnie, et ils feront savoir comment dans quelques jours. Tel est, au moins, ce que Bill Clinton, l'air sombre et réfléchi, a confié, vendredi 23 avril, à la presse. Au moment où le Congrès, la plupart des éditeurs de journaux et des voix de plus en plus nombreuses dans l'administration l'exhortent à intervenir militairement, le président a laissé entendre qu'il fallait « sérieusement prendre en considération la possibilité de bombardements aériens ».

WASHINGTON et NEW-YORK (Nations unies)

de nos correspondants

Bill Clinton estime que les Etats-Unis et leurs alliés européens pourraient rapidement se mettre d'accord pour accoster ensemble la pression sur les Serbes et à promettre d'annoncer « dans les tout prochains jours » les mesures que son administration était prête à prendre à cet effet. Si le président a été avare de précisions concrètes, il a

été assez clair quant à sa volonté politique : « Je pense que nous devons agir, les Etats-Unis doivent jouer leur rôle de leader (...), nous finissons l'étude de nos options ». Point n'est besoin d'envisager une action américaine unilatérale, a-t-il poursuivi, puisque les alliés des Etats-Unis ont évolué et partagent le sentiment de Washington sur la nécessité d'intervenir et les Serbes devaient poursuivre leur offensive contre les populations civiles musulmanes.

« Je peux vous dire que les autres pays (comme la Grande-Bretagne et la France) sont vraiment en train de revoir leurs positions et je n'exclus pas que nous puissions arriver à un accord pour une action concertée qui aille au-delà de ce que nous avons déjà fait », a déclaré M. Clinton, consacrant à la Bosnie plus de la moitié de la deuxième conférence de presse de sa présidence. « Je ne pense pas que nous devions agir seuls, unilatéralement, a-t-il ajouté, et je ne crois pas que nous aurons à le faire ».

Alors que son administration, ces derniers temps, donnait l'impression d'être divisée sur les mesures à prendre, M. Clinton a repris la formule stéréotypée qu'il affectionne : il ne rejette « aucune possibilité d'action », bormis l'envoi de troupes terrestres américaines sur

le terrain. A Washington et à l'ONU, l'impression est que les Occidentaux pourront difficilement rester inactifs si les Serbes poursuivent leur offensive.

M. Clinton a souligné que la presse ignorait encore que l'un des médiateurs de la communauté internationale, lord Owen, avait offert de modifier son plan de paix ; l'ancien secrétaire au Foreign Office propose l'établissement d'un « corridor serbe démilitarisé » dans l'est de la Bosnie (voir ci-dessous, l'article de Florence Hartmann).

Pressions sur la Maison Blanche

M. Clinton a souligné que les Etats-Unis n'entendaient ni redessiner la carte de l'ex-Yugoslavie ni se transformer en « belligérants » mais que leur objectif devait être de mettre un terme à une pratique « d'expansion ethnique » - rappelant certains des crimes des nazis : « Nous devons dire non (à cette pratique), nous devons l'arrêter », a-t-il lancé.

Depuis quelques jours, les interventions sur la Maison Blanche se sont faites de plus en plus pressantes. Elles visaient à pousser le président à rejeter « toute action militaire » et à privilégier une frappe aérienne ponctuelle : « Si les Etats-Unis passent à l'action, a dit le président, nous devons avoir un objectif clairement défini et limité ».

Deux tendances sont apparues dans l'administration : d'un côté, le secrétaire d'Etat, Warren Christopher, le général Powell et nombre de bureaucrates du Pentagone (tout comme le commandant en chef de l'OTAN, le général John Shalikashvili) représenteraient la tendance non interventionniste ; de l'autre, le secrétaire à la Défense, Les Aspin, le chef du Conseil national de sécurité, Anthony Lake, les spécialistes du département d'Etat ainsi que Madeleine Albright, membre du cabinet et représentante des Etats-Unis à l'ONU, seraient partisans de bombardements aériens.

A l'ONU, le secrétaire général, Boutros Boutros-Ghali, aurait mis en garde : la FORPRONU devra être retirée en cas de levée de l'embargo au de bombardements aériens. La décision appartient au Conseil de sécurité qui, selon les Européens, devra patronner, avec une nouvelle résolution, toute mesure militaire en Bosnie (même si la résolution 770 donne aux pays membres toute latitude d'intervention pour assurer le passage des convois humanitaires).

Depuis le renforcement des sanctions économiques, il ne reste plus guère d'autres moyens d'action que militaires. Les Allemands proposent une étape intermédiaire : rupture des communications postales et des relations diplomatiques avec la République de Serbie. Aucune décision n'est attendue avant mardi - et avant la réponse serbe aux dernières propositions Owen. « Les Serbes doivent savoir que la machine [menant à des actions militaires] est en route », assurait, vendredi soir, un diplomate occidental à l'ONU.

AFSANÉ BASSIR POUR et ALAIN FRACHON

Pour amener Radovan Karadzic à signer le plan de paix

Lord Owen propose aux Serbes un corridor reliant les provinces qu'ils contrôlent

BELGRADE

de notre correspondante

Le coprésident de la conférence internationale sur l'ex-Yugoslavie, lord Owen, a donné une dernière chance aux Serbes de Bosnie de signer le plan de paix. « Ils ont jusqu'à dimanche matin, je résume, ici jusqu'à bout » dit-il le fait pour négocier », a déclaré le médiateur international à son arrivée, vendredi soir 23 avril, à Belgrade, où il devait entamer de nouvelles discussions avec le dirigeant des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic. David Owen propose un compromis : l'ouverture d'un corridor terrestre, sous contrôle des Nations unies, reliant les régions serbes de l'ouest de la Bosnie à la Serbie. Ce couloir démilitarisé de 10 kilomètres de large traverserait la province attribuée aux Croates dans le nord de la Bosnie et servirait de voie de communication entre les différentes régions serbes de Bosnie et de « cordon ombilical » avec la Serbie. Cet aménagement des cartes de découpage de la Bosnie, élaborées par lord Owen et Cyrus Vance, va, certes, dans le sens des revendications de la partie serbe, mais est, toutefois, loin de satisfaire leurs exigences. En effet, la formule du « couloir bleu » présentée, vendredi, par lord Owen avait été antérieurement écartée par les Serbes de Bosnie qui réclamaient, avant tout, la continuité territoriale et, par conséquent, le plein contrôle de ce corridor qu'ils ont conquis par la force en un an de guerre.

Belgrade pour le compromis

En principe, les Serbes de Bosnie devraient donc rejeter la proposition de David Owen et refuser de signer le plan de paix. Mais le durcissement de la position de la communauté internationale et les menaces d'intervention, qui se font de plus en plus pressantes, pourraient finir par faire fléchir les Serbes. Après avoir « parié » que les Occidentaux ne se lanceraient jamais dans une campagne militaire contre les Serbes, les dirigeants de Belgrade ont commencé, ces derniers jours, à s'inquiéter des dangers de l'intransigence « suicidaire » de Radovan Karadzic et des Serbes de Bosnie. Ce revirement de Belgrade est, bien évidemment, lié à l'accroissement de la pression internationale et à la perspective d'actions plus musclées contre les Serbes, mais elle tient aussi à la situation en Russie où les « forces patriotes » ont désormais peu de chances d'écarter Boris Eltsine et de voler au secours des Serbes.

Pour éviter le pire, Belgrade semble donc avoir choisi de coopérer et de convaincre ses alliés de



Bosnie de ne pas jouer à « quitter ou double ». Peu après la première visite, mercredi, de lord Owen à Belgrade, le Conseil suprême yougoslave - composé du président de la fédération, Dobrica Cosic, et des présidents de Serbie et du Monténégro, MM. Milosevic et Bulatovic, ainsi que des représentants de l'armée fédérale - s'était réuni dans le plus grand secret, en présence de Radovan Karadzic. L'instance suprême approuvait un compromis et à la signature du plan Vance-Owen.

Le premier ministre yougoslave, Radjko Kotic, déclarait alors que « les Serbes de Bosnie sont prêts à des compromis ». Et de son côté, Radovan Karadzic demandait à ses députés, réunis vendredi à Bosan-

ski-Nov, dans le nord-ouest de la Bosnie, pour se prononcer sur le retrait des pompes et la rupture de toute coopération avec l'ONU, de donner un accord de principe au plan de paix et à la poursuite des négociations avec M. Owen.

D'ici au lundi 26 avril, date d'entrée en vigueur des nouvelles sanctions de l'ONU contre la Serbie et le Monténégro, Radovan Karadzic devra, par conséquent, choisir entre le compromis que réclame Belgrade et les médiateurs et les revendications maximalistes de ses députés de la « République serbe » (autoproclamée) de Bosnie.

FLORENCE HARTMANN

« Un camion du HCR dévalisé par des Serbes de Bosnie. - Le contenu d'un camion du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), faisant partie d'un convoi qui avait quitté, vendredi 23 avril, Belgrade à destination de l'enclave musulmane de Srebrenica, a été confisqué par les autorités serbes bosniaques de Zvornik. Les autorités locales de Zvornik ont confisqué 96 tentes munies de chauffage et sous prétexte qu'elles seraient employées à des fins militaires », a déclaré Lyndall Sachs, porte-parole du HCR. - (AFP)

« Trois jours de vivres à Tuzla. - L'UNICEF a annoncé, vendredi 23 avril, que la situation des enfants dans la ville de Tuzla (Bosnie orientale) était quasi désespérée. Selon le psychologue Rine Stavljan, un exemple, parmi les 250 000 personnes réfugiées dans

cette ville musulmane, 70 000 enfants âgés de moins de quatorze ans, épuisés et affamés. D'autres réfugiés sont attendus chaque jour, et il ne reste à Tuzla que trois jours de vivres. - (Corresp.)

« Hommage de l'état-major de l'armée de terre au général Morillon. - Dans le dernier numéro de son mensuel Terre Magazine, l'état-major de l'armée de terre rend hommage, pour la première fois, à l'action en Bosnie du général Philippe Morillon. « L'armée de terre peut, à juste titre, être fière », dit le général Morillon, devenu « un héros » par son combat en faveur de Srebrenica, souligne l'éditorial du magazine. Sous un portrait de l'officier, l'état-major ajoute que « la solitude apparente de ce grand chef est aussi celle de tous les soldats qui s'engagent ». « C'est à

eux, à travers lui, que ces louanges s'adressent » et « les mots : volonté et courage les caractérisent tout autant », estime Terre Magazine.

« Laurent Fabius (PS) : « La honte de notre génération ». - Laurent Fabius, député (PS) de Seine-Maritime, a déclaré, vendredi 23 avril, sur France Inter, que la situation en Bosnie-Herzégovine « sera la honte de notre génération ». « On parle ces jours-ci du souvenir du terrible ghetto de Varsovie. En ce qu'il faudra attendre cinquante ans pour parler de ce qui se passe là-bas ? », s'est-il interrogé. « Il faut que le blocus soit effectif », a-t-il ajouté. Il a rappelé qu'en août dernier, déjà, il estimait que « des conférences, des discussions, cela ne donne strictement rien », et qu'il s'était prononcé pour « une frappe aérienne sur un certain nombre d'objectifs ponctuels ».

Du Koweït à la Yougoslavie

Suite de la première page

Ce genre de « traitement » sera réservé, après la fin des hostilités, aux citoyens irakiens qui se révolteront contre le régime de Bagdad : les Kurdes au nord et les chiites au sud.

En Yougoslavie, le régime communiste de Serbie, incarné par Slobodan Milosevic, tente de constituer par la force un Etat géographiquement cohérent et y incorpore tous les Serbes des autres Républiques et en contraignant au silence les minorités vivant dans cet espace par élimination physique, déplacements forcés ou terreur.

Pourquoi l'Occident va-t-il intervenir dans le premier cas et se borner, dans le second, à un mélange de sanctions et d'aide humanitaire ? Pour plusieurs raisons, me semble-t-il.

L'annexion du Koweït par l'Irak porte en germe une rupture complète de l'équilibre fragile du Proche-Orient. Si, dans une étape ultérieure, Saddam Hussein met la main sur l'Arabie saoudite, il contrôlerait l'essentiel des réserves mondiales de pétrole. S'il annexait la Syrie ou la Jordanie, il menacerait Israël, qui se défendrait, le cas échéant, avec l'arme nucléaire.

Aussi, aux yeux des démocraties occidentales comme de plusieurs gouvernements arabes, l'opération sur le Koweït peut-elle déboucher à terme sur un conflit international de grande ampleur. Rien de tel en Yougoslavie : en dépit de leurs propos, les chancelleries ne croient pas véritablement que le conflit puisse déborder les frontières de l'ancien Etat de Tito et sont persuadées que, s'il en est ainsi, il sera

des opinions publiques ébranlée par les atrocités commises. Milosevic se moquera des redoutables d'une communauté internationale impuissante et poursuivra son œuvre de « regroupement des populations », suivant le terme qui se substitue, depuis quelques jours à celui plus exact de « purification ethnique ».

Des regroupements au seul bénéfice des Serbes, naturellement.

Les futurs possibles ? Pour le moment, il n'y en a qu'un : les Serbes s'entretient lorsqu'ils auront constitué une Grande Serbie d'un seul tenant, incluant tous les Serbes, et « libérés » des Musulmans et des Croates. Alors ils accepteront un cessez-le-feu, comme les Turcs à Chypre, et l'on négociera pendant vingt ans une solution de jure. Le seul effet d'une intervention africaine américaine ou alliée pourrait être un cessez-le-feu sur des positions un peu moins favorables aux Serbes avec maintien éventuel de quelques « villes libres » musulmanes au sein du territoire serbe.

Mais, une fois achevée la guerre actuelle, le futur redécouvrira multiple, les scénarios envisageables résultant de l'interaction de trois évolutions :

- Une évolution économique, la Serbie s'enfonçant probablement dans le sous-développement, comme le lambeau restant de Bosnie-Herzégovine, tandis que la Slovaquie et, dans une moindre mesure, la Croatie connaîtront une croissance économique entraînée par l'Autriche et la Communauté européenne.

- Une évolution internationale marquée par deux incertitudes : le retour éventuel de la Russie à un régime autoritaire faisant de Belgrade son avant-poste au cœur de l'Europe balkanique ou une démocratisation réelle à Moscou isolant la Grande Serbie ; une radicalisation possible des Musulmans de Bosnie et le resserrement de leurs liens avec d'autres pays islamiques.

- Une évolution interne à la Serbie avec, à un extrême, un Etat autoritaire maintenant l'ordre par la peur au Kosovo, au Sandjak, en Voïvodine, à l'autre extrême (qui semble peu probable), une lente dérive vers la démocratie et, entre les deux, un pays secoué par la répression et le terrorisme, foyer de troubles pour la région.

Dans quelques années, il est probable que les Serbes comprendront qu'eux aussi ont perdu la guerre.

Quant aux Européens, ils découvriront des images non publiées et s'écarteront un peu plus fort, comme devant les films des horreurs nazies : « Plus jamais ça ! »

JACQUES LESOURNE

Les martyrs calcinés de Santici

Au cours de son journal de 20 heures, France 2 a diffusé, vendredi 23 avril, les images montrant les cadavres calcinés d'une famille musulmane dans le village de Santici, près de Vitez, en Bosnie centrale. Ces images vues et revues, grâce au câble, sur le BFC, qui avait un envoyé spécial sur place, étaient accompagnées d'une explication entendue sur la chaîne française : les soldats de l'ONU venaient de constater dans ce village des atrocités dont la responsabilité incombait, selon les témoignages recueillis sur place, à des Croates (le Monde du 24 avril). Ces cadavres étaient, en effet, ceux d'une famille musulmane dont les sept membres avaient été enfermés dans leur maison par leurs agresseurs avant d'être brûlés vifs.

Le représentant de la FORPRONU, qui donnait ces indications, précisait que le père de cette famille à son fils avaient été abattus alors qu'ils tentaient d'empêcher les Croates d'envoyer au bres les autres membres de leur famille.

Une partie de ces images ont été diffusées, à la même heure, pendant la journal de TF 1, mais amputées de ces explications. Claire Chazal, la présentatrice du journal, s'est bornée à indiquer que les soldats de l'ONU avaient découvert dans ce village « des scènes spectaculaires ». La contraste entre les deux « informations » était aussi.

A. R.

EUROPE

RUSSIE : le référendum du 25 avril

M. Eltsine a mené campagne tambour battant

MOSCOU

de notre correspondant

A quarante-huit heures du référendum, le président de la commission électorale centrale ne savait encore pas où lui-même était censé voter : l'intendance, en particulier à Moscou, a en un peu de mal à suivre le rythme de la campagne. Mais, sur l'essentiel, Boris Eltsine, qui a poursuivi jusqu'au dernier jour une campagne menée tambour battant, avait toutes raisons d'arborer un sourire épanoui.

Faisant la victoire à la question essentielle du scrutin, celle qui porte sur la confiance à sa propre personne, M. Eltsine a immédiatement cherché à pousser son avantage. En rendant publics, à deux jours du scrutin, des «extraits» d'une nouvelle Constitution instituant un régime présidentiel (le Monde du 24 avril), il a même opéré un joli tour de passe-passe. Il s'agit, a expliqué le président, de permettre aux électeurs de savoir pour quoi ils vont voter... Mais pour révéler son projet (que les *Levitas* présentent déjà comme «la» nouvelle Constitution), le président a attendu que le Tribunal constitutionnel décide que le résultat du vote devait être déterminé à la majorité des voix, alors même que toute modification constitutionnelle exige en principe une majorité des inscrits.

Juridiquement, le procédé est pour le moins curieux, d'autant que seuls quelques articles du projet ont été publiés, et que la grande majorité du public russe n'en aura qu'une vague connaissance au moment du vote. Les fragments connus insistent sur le droit des citoyens et en particulier le droit à la propriété privée de la terre. Ils énumèrent aussi les nombreuses prérogatives du président (qui vont jusqu'à la désignation des juges au Tribunal constitutionnel et à la Cour



suprême), mais ne précisent même pas la durée de son mandat.

Bien entendu, les membres de l'actuel Congrès des députés ne se laisseront pas manger à cette sauce sans résistance. Mais, dans l'immédiat, les adversaires de M. Eltsine semblent se préparer à gérer la défaite. Dans *Rossiiskaia Gazeta*, le journal du Parlement, Rousslan Khaboulatov expose longuement son amertume à la veille du scrutin, tout en dénonçant la «proliferation de la personnalité» qui s'échafaude, selon lui, autour de M. Eltsine. Le vice-président Routsikoï, qui avait promis d'apporter ven-

dredi soir des «preuves» de la corruption de l'entourage présidentiel, a dû garder ses documents pour lui : la télévision lui a refusé le temps d'annoncer qu'il réclamait, prêtant ainsi un étonnant «débât», résumant, en fait, la quasi-totalité de l'entourage présidentiel.

Le cas Routsikoï avait, d'ailleurs, été préventivement traité par la presse populaire pro-présidentielle qui, renouant avec de vieilles traditions, avait entrepris ces derniers jours de «démanteler» la vraie nature de l'ancien pilote de bombardier.

De son côté, et comme pour contrer le général Routsikoï sur son propre terrain, M. Eltsine avait décidé de participer à une réunion de «vétérans» d'Afghanistan, après avoir déclaré que les soldats et officiers en poste en dehors de la Russie, dont il venait de tripler la solde, pourraient participer au référendum. M. Eltsine a même trouvé le temps de signer un décret stipulant qu'il ne sera pas autorisé de dépasser un certain seuil de chômage, différenciant selon les régions.

En face, seuls les communistes et les monarchistes, qui fournissent les bataillons traditionnels des manifestations de l'opposition, ont réussi à mobiliser une bonne dizaine de milliers de personnes dans la capitale, dans une atmosphère assez nerveuse. Mais, en particulier à Moscou, la campagne a clairement été gagnée par les élitistes, qui disposent de moyens très supérieurs à leurs adversaires, et auxquels le nouveau «business» russe a largement apporté sa contribution. Samedi matin, les haut-parleurs des stations de métro diffusaient en permanence les consignes officielles de vote *ad referendum*. Le quotidien populaire *Moskovskii Komsomol* avait remplacé sa «une» par une affiche à la gloire du président et le principal hebdomadaire, *Argumenty i Fakty*, opposait en couverture un Boris Eltsine en chemise traditionnelle russe à un Rousslan Khaboulatov déguisé en Staline. Seuls deux journaux permettaient aux lecteurs de respirer un peu, au terme d'une campagne souvent nauséabonde : la *Nezavisimaja Gazeta*, en ignorant délibérément le référendum, et la *Komsomolskaïa Pravda*, en titrant plaisamment qu'après le 25 avril il y aurait... le 26.

JAN KRAUZE

Belgrade souhaite l'échec du « traître »

BELGRADE

de notre correspondant

«Nous pouvons attendre de la Russie qu'elle ne participe pas aux mesures de génocide contre le peuple serbe, mais nous ne pouvons pas comprendre qu'elle participe aux sévères sanctions décrétées contre la Serbie et le Monténégro. C'est une honte pour la Russie» : dans un entretien publié en mars dernier par la *Pravda*, le président serbe, Slobodan Milosevic, ne cachait pas son mécontentement à l'égard de la politique de son homologue russe, Boris Eltsine. Mise au ban des nations, la Serbie et ses alliés de Bosnie et de Croatie ont l'air de attendre l'effacement de l'Union soviétique, au nom de l'orthodoxie et du panslavisme. Elle mise pour cela sur la victoire de l'opposition à M. Eltsine, qu'elle présente comme majoritaire.

Alors que le chef des Serbes de Bosnie, Radovan Karadzic, défie l'ONU en misant sur la passivité de la communauté internationale, les médias officiels s'efforcent de convaincre l'opinion publique que les Russes sont prêts à se battre contre le monde entier pour sauver leurs frères serbes. Paradoxe que les «amis serbes» renverseraient prochainement «l'homme qui s'est mis à la botte de Washington», les députés serbes de Bosnie étaient convaincus que la Russie mettrait son veto à un renforce-

ment des sanctions contre la Yougoslavie. Erreur d'estimation, comme celles des généraux serbo-yougoslaves, ou de l'idéologue du Parti socialiste (ex-communiste) au pouvoir en Serbie, Mihailo Markovic, qui avaient salué le putsch manqué de Moscou en août 1991.

L'arrivée des cosaques

Un en plus tard, les délégations de parlementaires et d'autres nationalistes russes occupent la Serbie et les territoires soumis par les forces serbes en Bosnie et en Croatie. Leurs poignées de main avec le président Milosevic ou leurs escapades sur les premières lignes du front occupent la «une» des journaux télévisés. Les médias officiels entretiennent l'illusion d'une victoire facile des «forces patriotiques» en ne montrant que les manifestations contre M. Eltsine ou en suivant dans les détails la grave de la faim d'un obscur peintre russe indigné par l'«injustice» de la communauté internationale à l'égard du peuple serbe. «La Russie est avec nous», pensait-on à Belgrade lorsque les premiers cosaques, quelques centaines, sont arrivés cet hiver pour se battre dans l'est de la Bosnie. Aujourd'hui, les «forces patriotiques» serbes attendent avec impatience le 25 avril, en espérant que le «traître» Eltsine quitte le pouvoir...

F. H.

Jours tranquilles à Pereslavl

Suite de la première page

Elles n'ont qu'une seule envie : quitter ce «village» pour aller à Moscou «là où on peut gagner de l'argent». Ce qui a changé ici depuis la fin du totalitarisme ? «Moi, j'ai changé quinze fois de boulot», dit l'une d'entre elles, coiffeuse de son état, qui aimerait bien, un jour, si elle a «des sous», ouvrir son propre salon. Et puis, qu'il faut parler politique, elles finissent par évoquer qu'elles aiment bien «tous les dirigeants actuels», sauf Egor Gaidar, l'ancien premier ministre, et Rousslan Khaboulatov, le président du Soviet suprême.

Il ne faudrait pourtant pas croire que Pereslavl se tient totalement à l'écart du jeu politique. Ici, comme à Moscou, la lutte est intense entre l'«exécutif», le maire en l'occurrence, et le «législatif», le soviét local. Mais une lutte sans emphase, où l'on se dispute d'avantage sur le droit de privatiser tel ou tel lopin de terre que sur l'avenir de la Russie démocratique.

Le maire, c'est Vladimir Chesternev, quarante-sept ans, «élu» en 1990 après avoir été «président du comité exécutif» de l'administration communale pendant plusieurs années. Ses quelques voyages à l'étranger, dont l'un en France (dans le Doubs, à l'invitation du Comité laïque pour l'action et la jeunesse), lui donnent un net avantage sur les autres membres du soviét. «Eux», dit-il avec un rien de condescendance, ne comprennent pas très bien ce que signifient «démocratie et partage du pouvoir».

«Bien sûr, ajoute-t-il, nous ne sommes pas vraiment des ennemis, mais ils essaient toujours de se mêler de ce qui ne les regarde pas.» Distribuer la terre, par exemple. S'il ne cache pas qu'il votera «oui» à Boris Eltsine dimanche, Vladimir Chesternev admet, bien entendu, la nécessaire collaboration des deux pouvoirs. Il estime pourtant utile la réduction du nombre des députés «pour se débarrasser de tous les amateurs qui, portés par la vague démocratique, se sont mis à faire de la politique». Tout en prenant soin de s'excuser auprès de ses interlocuteurs français : «Votre pays a tellement de grands philosophes !», le maire de Pereslavl pense néanmoins qu'il ne faut pas «faire de la philosophie pour la philosophie et que la politique, c'est, quand même, autre chose...» Rien à voir, mais le maire trouve «anormal» que son salaire soit le même que celui du président du soviét : «26 000 roubles soit, dit-il en plaisantant, sa calculatrice, 32 dollars, si vous voulez, 162 francs français.»

Arrivé il y a seulement cinq ans

de l'Extrême-Orient russe, le président du soviét local, M. Ivan Melnik, trente-huit ans, n'est pas à proprement parler un philosophe. Lieutenant-colonel dans la police, il avait toujours travaillé «dans les organes du ministère de l'intérieur» avant d'être «élu» à la tête du Parlement de la ville. Né à Vladivostok, cet homme courtois, mais dont le regard trahit parfois son ancien métier, se vent avant tout consensuel : «Nous devons travailler avec le maire pour le développement de la ville.» Et de citer les nombreux chantiers en cours.

Un «message» à Bill Clinton

M. Melnik est, en revanche, plus discret sur la composition poétique de son soviét : «Nous nous distinguons rarement sur des questions politiques, mais sur des problèmes locaux.» Pour lui, le changement le plus important intervenu ces dernières années est le rapprochement entre les structures centrales et le reste du pays. «Les responsables sont beaucoup plus accessibles qu'avant. Nous pouvons résoudre directement avec eux certains de nos problèmes. Ainsi, nous nous sommes rencontrés Gaidar, et Eltsine est venu ici.» Le référendum ? «Nous n'avons pas donné de consignes de vote, chacun a son avis.» Il avouera pourtant que «le Parti communiste local a décidé de voter pour le Soviet suprême».

Communiste, Nikolaï Netchkine l'est et le restera. «Nous sommes soixante militants, ici, et nous nous reconstruisons le parti. Maintenant que tous ceux qui étaient communistes par carriérisme sont

partis, nous allons vraiment travailler pour le peuple», dit cet homme de soixante ans, long comme un jour sans pain, dont la vie est une succession de malheurs : travaillant sur une plate-forme pétrolière à Sakhaline, il est gravement intoxiqué par des fuites de gaz et est obligé de s'installer dans la Russie du centre. Il construit sa maison à Brissk mais, victime de la catastrophe de Tchernobyl, il doit, encore, émigrer.

Elu au soviét local, contre un «fonctionnaire» du parti, son credo est simple : «Tout ce qui a été fait depuis qu'Eltsine est au pouvoir a été fait contre le peuple.» Si le président russe gagne le référendum, Nikolaï Netchkine dit qu'il acceptera «cette victoire légitime, car le pays a trop souffert des guerres civiles» mais qu'il continuera «la lutte». Pour le moment, il veut «grâce à l'indépendance du Monde» envoyer un «message» à MM. Clinton, Major et «à tous les autres» : «Je veux leur dire un grand merci car, maintenant, on sait qui paye Boris Eltsine !» Message envoyé.

Alexei Radov, un enseignant de quarante ans, reconnaît que, «surtout dans une petite ville», introduire la démocratie «c'est pas facile». Il est toutefois optimiste : «D'accord, les gens ne cessent de se plaindre, de dire qu'avant c'était mieux, mais si on leur demandait de vraiment revenir en arrière, ils ne voudraient pas.» Et de citer le «syndrome du sauveur» : «Ils disent qu'aujourd'hui le sauveur est hors de prix. Bien sûr, mais avant, des sauveurs, il n'y en avait pas ici. Il fallait aller les chercher à Moscou !»

Ce soir, au cinéma de la ville, un vrai comme avant, avec son orchestre, ses balcons et ses sièges en feutrine rouge, le maire présente son bilan devant une cinquantaine de ses administrés, qui ne semblent pas manifester un intérêt débordant pour «ce que nous avons fait, ce que nous allons faire et ce que nous aurons pu faire». Et pourtant, dans les chiffres donnés et les commentaires apportés, c'est toute la vie de la ville qui défle.

Pour le maire, le point le plus positif c'est d'avoir évité, au chômage massif : 1 200 personnes sont actuellement sans emploi (6 000 en juillet prochain, selon le président du soviét) ; 73 «petites entreprises», employant 300 personnes, ont été créées, ainsi que 20 kiosques et 30 magasins privés ; 3 000 habitants supplémentaires sont devenus propriétaires de leur tarte ; 11 bus ont été achetés et 10 000 mètres carrés ont été construits. Point négatif : la production des entreprises a chuté de 25 % et 1 000 débris ont été commis en 1993 contre 700 l'année précédente.

Principaux projets à réaliser, si la région accorde des subventions : faire parvenir le gaz dans toutes les maisons, installer un nouveau central téléphonique, construire un autre hôpital et un gymnase, élargir le marché et mettre en place un service de consultation juridique.

Le grand problème reste l'usine chimique de la ville, qui emploie plus de 5 000 personnes. «Privatisée», elle appartient maintenant au collectif des travailleurs et tente une conversion difficile. Après avoir été spécialisée dans la fabrication de pellicules pour les casques vidéo - mais comment lutter contre la concurrence japonaise ? - elle s'essaye maintenant à la production... de spaghetti. Après tout, au bar de l'hôtel «chico» de Pereslavl, où les élégantes de la ville viennent boire quelques solides cognacs, en écoutant langoureusement Linda de Suza chantonner ses fados de Seine-Saint-Denis, le serveur, devant nos vides étonnés face à la scène bleue ornant les gâteaux maison, n'hésite pas à préciser : «C'est de la peinture qui se mange.»

JOSE-ALAIN FRALON

Cent six millions d'électeurs et quatre questions

Quelque 106 millions d'électeurs sont appelés à se prononcer dans 97 000 bureaux de vote, dimanche 25 avril, par référendum, sur quatre questions :

- Faisiez-vous confiance au président de la Fédération de Russie Boris Eltsine ?

- Approuvez-vous la politique sociale et économique menée par le président et le gouvernement russe depuis 1992 ?

- Souhaitiez-vous la tenue d'une élection présidentielle anticipée ?

- Souhaitiez-vous la tenue d'élections législatives anticipées ?

Le résultat des deux premières questions sera calculé par rapport au nombre de votants, celui des deux dernières questions par rapport au nombre d'électeurs inscrits.

La Russie couvrant onze fuseaux horaires, la consultation durera en tout vingt-six heures. Les résultats définitifs ne seront pas connus avant le 3 mai, mais des estimations sont annoncées pour lundi. (AFP.)

ITALIE

La Ligue lombarde devient «fédérale»

Près de dix ans après sa création, la Ligue lombarde, le mouvement fédéraliste dirigé par le sénateur Umberto Bossi, va prendre le nom de Ligue fédérale d'Italie, afin d'étendre sa base électorale du nord au sud du pays, et-t-on après vendredi 23 avril. Le nouveau nom du mouvement, crédité de près de 30 % des voix en moyenne, selon les estimations, sera officialisé le 8 mai, lors d'une

assemblée générale à Venise. Cette nouvelle appellation a été décidée dans le cadre d'un changement de stratégie de la Ligue, afin de faciliter son implantation dans le Mezzogiorno et dans le centre de l'Italie.

Sur le fond, le mouvement demeure attaché à son idée de fédéralisme, qui reviendrait à accorder une autonomie socio-économique à chacune des régions italiennes (Nord, Centre, Sud). Sous cette nouvelle bannière, la Ligue présentera des listes aux élections municipales du 6 juin dans plusieurs villes du pays dont deux des plus importantes, Milan et Turin (nord), où elle est en passe de s'assurer des scores confortables. Depuis les élections locales de décembre dernier, elle participe à plusieurs conseils municipaux, comme à Varese et à Monza, dans le Nord. (AFP.)

Mort de l'ancien ministre du Trésor Guido Carli

L'ancien ministre du Trésor et gouverneur de la Banque d'Italie de 1960 à 1975, Guido Carli, éminent représentant de son pays dans les instances économiques internationales de l'après-guerre, est mort, jeudi, à l'âge de soixante-dix-neuf ans, a-t-on appris vendredi 23 avril. Proche de la démocratie chrétienne, Guido Carli avait été président de la Confindustria, le patronat italien, de 1976 à 1980 et avait dirigé, jusqu'en 1984, l'UNICE, un organisme regroupant des associations d'entreprises européennes. De nature réservée et austère, il avait imprimé sa marque à la Banque d'Italie. Guido Carli était l'un des plus fermes partisans des privatisations dans le secteur public, où il avait pourtant commencé, en 1937, à l'Institut de la reconstruction industrielle (IRI), une carrière de plus de cinquante ans, qui devait être partagée entre le public et le privé.

A la fin des années 40 et au début des années 50, il avait représenté l'Italie à la conférence de Bretton-Woods, et avait participé à la fondation de l'Union européenne des paiements. En sénateur, en 1983, à Milan, puis réélu à Brescia, sa ville natale, il était entré, en 1989, dans le gouvernement Andreotti avec le portefeuille du Trésor. Il s'y était attelé avec dévouement à l'assainissement des finances publiques et avait obtenu l'entrée de la lire dans la bande étroite du SME, dont elle est sortie en 1992. (AFP.)

POLOGNE : visite de Felipe Gonzalez. - Le président du gouvernement espagnol, Felipe Gonzalez, en visite officielle à Varsovie, a été reçu, vendredi 23 avril, par le président Walesa et s'est entretenu avec le premier ministre Hanna Suchocka, à laquelle il a suggéré que Varsovie ne «demande pas de choses impossibles» à la CEE. (AFP.)

ALLEMAGNE : condamnation, de deux nazis pour l'incendie d'un centre de réfugiés. - Deux extrémistes de droite ont été condamnés, vendredi 23 avril, à des peines de prison ferme de cinq ans et trois mois et deux ans et neuf mois pour l'incendie de centres d'accueil de réfugiés près de Lüneburg (à 60 kilomètres au sud-est de Hambourg) en novembre dernier. Ces incendies criminels n'avaient pas fait de victime. Le juge a expliqué la sévérité du jugement par le fait qu'il voulait combattre l'idée - parfois retenue par la justice - selon laquelle des actes commis en état d'ivresse pouvaient conduire à atténuer la responsabilité de leurs auteurs. (AP.)

BELGIQUE : vote de la réforme constitutionnelle. - La Chambre des députés belge a approuvé, vendredi 23 avril, les deux derniers amendements d'une réforme constitutionnelle (le Monde du 9 février) qui va transformer le pays en une fédération de trois entités. Ces trois composantes, les Flandres néerlandophones, la Wallonie francophone et la région de Bruxelles, seront dotées d'une autonomie nouvelle dans des secteurs comme l'environnement, le commerce extérieur, l'agriculture, la recherche scientifique ou les programmes sociaux. Le Parlement doit, cependant, voter d'abord des lois régissant le financement des compétences régionales, les relations internationales, les règles électorales, la protection des minorités et les nouveaux impôts en faveur de l'environnement. (AFP.)

مركز الأمل

Formule 1 Grand Prix de San-Marin

**Sachant qu'une voiture part avec
220 litres d'essence et qu'elle consomme
80 litres aux 100, comment faire les 300 km
de cette course sans finir à pied ?**

En travaillant pour obtenir la combustion la plus efficace, ce qui permet de conserver toute la puissance du moteur en injectant un minimum d'essence. C'est ainsi qu'on arrive à économiser les 20 litres qui manqueraient pour être à l'arrivée.



AFRIQUE

NIGER

Evasion massive
de la prison de Niamey

La quasi-totalité des quelque 900 prisonniers détenus depuis le 2 avril à la maison d'arrêt de Niamey se sont évadés vendredi 23 avril et ont relâché les Touaregs qu'ils détenaient en otage.

Ces otages se trouvaient au nombre de vingt, et sont «sains et saufs», a-t-on ajouté de même source. Les quelque trente gardes en faction à la prison au moment de l'évasion n'ont pas fait usage de leurs armes et n'ont pas paru opposer de résistance aux fuyards, qui sont sortis «comme une marée humaine» par le portail principal, ont rapporté des témoins. Une vaste chasse à l'homme a immédiatement été organisée.

Par ailleurs, trois personnes ont été tuées dimanche dernier lors d'une attaque contre la localité de Salak, à 650 km au nord de Niamey, a-t-on annoncé vendredi. C'est le premier incident de ce genre signalé depuis la conclusion d'une trêve, le 19 mars, entre l'armée et les rebelles Touaregs. (AFP, Reuters)

■ MADAGASCAR : report des élections législatives. - Les élections législatives, qui devaient se tenir le 5 mai prochain, ont été reportées au 16 juin, a-t-on appris vendredi 23 avril, de source officielle à Tananarive. Ce scrutin fait suite à l'élection en février dernier du nouveau président de la République malgache, le professeur Albert Zafy. Selon la Constitution du 19 août 1992, adoptée par référendum, le futur premier ministre malgache doit être désigné par le nouveau Parlement. (AFP)

■ TCHAD : un appel de la France au respect des droits de l'homme. - La France a invité vendredi 23 avril les autorités tchadiennes à «tout faire pour assurer le respect des droits de l'homme» à la suite d'informations faisant état de violences commises par l'armée dans le sud du pays. «Certains éléments des forces armées tchadiennes se seraient récemment livrés à des violences inacceptables contre des populations civiles dans le sud du pays, dans la province du Logone oriental», a déclaré un porte-parole du Quai d'Orsay. «La France, a-t-il ajouté, ne peut que déplorer profondément ces actions.»

AFRIQUE DU SUD : dirigeant historique de l'ANC

Oliver Tambo est mort

Oliver Tambo, dirigeant historique du Congrès national africain (ANC) et président national de ce mouvement depuis juillet 1991, est mort samedi 24 avril à Johannesburg d'une crise cardiaque à l'âge de soixante-quatre ans.

Rentré au pays, en décembre 1990, après trente ans d'exil, Oliver Tambo put réaliser l'un de ses vœux les plus chers : revoir son ami Nelson Mandela libéré de prison dix mois plus tôt. Les deux hommes, originaires d'une région devenue aujourd'hui le homeland du Transkei, s'étaient rencontrés sur les bancs de l'université de Fort-Hare, d'où ils furent expulsés tous les deux en raison de leurs activités politiques. Unis dans la lutte, ils ne se quittèrent pratiquement plus jusqu'à l'interdiction, en 1960, de l'ANC, dont ils avaient fait le fer de lance de la contestation.

A cette époque, leurs routes se séparèrent. Oliver Tambo choisit l'exil, et Nelson Mandela la clandestinité. Pour le premier, le combat continuait de l'extérieur. Pour le second, la résistance se poursuivait derrière les barreaux d'une cellule.

Jumeaux
de la lutte

Cootrairement à Nelson Mandela, issu d'une famille royale xhosa, Oliver Reginald Tambo est né, le 27 octobre 1917, dans un milieu paysan. C'est ensemble qu'en 1944 ils fondent avec d'autres, et notamment Walter Sisulu, la ligue des jeunes de l'ANC, afin d'étendre la sphère d'influence de l'organisation.

Ensemble, encore, ils gravissent les échelons du mouvement nationaliste et participent côte à côte aux campagnes de protestations, notamment celle dite de «défiance» au début des années 50. En 1952, ils ont même constitué un cabinet d'avocats à Johannesburg. Leur opposition au régime blanc leur valut, avec 154 autres activistes, d'être accusés de trahi-

son. Leur long procès s'achève par un acquittement général en 1957.

Deux ans plus tard, Mandela, comme Tambo, est assigné à résidence avec interdiction d'assister à des réunions politiques. Face à la montée du mécontentement, le pouvoir durcit de plus en plus son attitude. Ce raidissement aboutit à la ténacité de Sharpeville, en mars 1960, à la déclaration de l'état d'urgence et à la mise hors la loi de l'ANC. Une année charnière qui fait diverger les chemins de ces jumeaux de la lutte.

L'unité
préservée

Secrétaire général de l'ANC, puis vice-président en 1960, Oliver Tambo prend la direction de l'organisation en exil, à la mort en 1967 d'Albert Lutuli, le premier prix Nobel de la paix sud-africain. C'est une tâche difficile pour cet homme modéré, d'autant que, depuis 1961, l'ANC a opté pour la lutte armée contre le régime blanc de Pretoria. Tambo n'a rien d'un va-t-en guerre.

Chrétien fervent, il a même failli devenir prêtre. Ne disposant ni de la fougue ni du charisme d'un Mandela, il va néanmoins réussir à préserver l'unité du mouvement en maintenant un juste milieu entre les jusqu'au-boulistes et les conservateurs, entre les communistes et les non-marxistes.

Ce rôle de catalyseur permit à cet homme pondéré et austère de faire de l'ANC un mouvement populaire en Afrique du Sud et reconnu sur la scène internationale comme un interlocuteur de premier plan. L'évolution politique en cours, Oliver Tambo l'avait bien sûr désirée toute sa vie. Après la maladie qui le frappa en août 1989, la présidence du mouvement est assurée de facto par son secrétaire général, Alfred Nzo.

Puis Nelson Mandela devint lui-même président le 5 juillet 1991, l'ANC étant pour son autre vœux serviteur le poste honorifique de président national.

MICHEL BOLE-RICHARD

ASIE

CAMBODGE : à l'approche des élections

Le Vietnam s'inquiète
du rôle joué par la Chine

Les pays signataires des accords de Paris sur la paix au Cambodge ont condamné, vendredi 23 avril, les violences dans ce pays et affirmé leur soutien au processus électoral qui doit, du 23 au 28 mai, sous les auspices des Nations unies, permettre aux Khmers de décider de leur avenir (le Monde du 24 avril). Partie aux accords, le Vietnam s'inquiète du rôle joué par la Chine au Cambodge.

HO-CH-MINH-VILLE

de notre envoyé spécial

Les autorités vietnamiennes sont «très préoccupées» par la confusion croissante au Cambodge à l'approche des élections organisées par l'ONU, indique-t-on ici de source bien informée. Elles estiment que les développements les plus récents font le jeu de Pékin, dont l'objectif est d'affaiblir au maximum le régime de Chea Sim et Hun Sen, installé à Phnom-Penh par l'armée vietnamienne pendant son occupation du pays, de 1979 à 1989.

Tout en soutenant l'application du plan de paix et la tenue d'élections en mai, la Chine, avance-t-on ici, a toujours souhaité une coalition des quatre factions cambodgiennes sous la houlette du prince Sihanouk. Mais, même quand ils dénoncent «le recours à la violence», d'où qu'elle vienne, les Chinois n'ont jamais cédé à l'explicitement des Khmers rouges (le Monde du 24 avril). Que les élections aient lieu ou non, Pékin devrait donc appuyer, au lendemain du scrutin, toute initiative en faveur d'une «réconciliation nationale», donc la formation d'un gouvernement d'unité nationale sous la présidence de Sihanouk. Ce qui, le cas échéant, permettrait aux Khmers rouges d'avoir un pied au sein du gouvernement en dépit de leurs violations répétées du plan de paix.

Hanoi avait misé en 1991 sur une entente entre le prince Sihanouk et Hun Sen. Cette alliance ne

s'est jamais réalisée, et le gouvernement de Hun Sen, au lieu de marquer des points, a dû faire le dos rond face à la campagne de ses adversaires, qui l'accusent d'être le «vrai» des Vietnamiens.

Dans la meilleure des hypothèses, ce gouvernement devrait remporter des élections qui ne se déroulent que sur une partie du territoire, qui sont dénoncées par les Khmers rouges et dont le prince Sihanouk n'approuve la tenue que du bout des lèvres. La légitimité du vainqueur étant ainsi fort diminuée, un éventuel appel de Sihanouk à l'unité nationale n'en serait que plus de poids.

Hanoi estime que la Chine s'est donnée trois axes de pénétration en Asie du Sud et du Sud-Est : le Pakistan, la Birmanie (armée par Pékin) et la péninsule indochinoise. La normalisation des relations entre Pékin et Hanoi ne fait guère de progrès. En mer de Chine méridionale, les Chinois refusent de discuter leur souveraineté sur les archipels des Pratales et les Spratleys. Au Cambodge, ils maintiennent, selon les Vietnamiens, pour que leurs partenaires locaux occupent une place prédominante.

Après avoir axé ses efforts, ces dernières années, sur les réformes économiques et la rupture de son isolement diplomatique, Hanoi a donc décidé de renforcer son dispositif de sécurité sur la frontière cambodgienne, que vingt ou trente mille Vietnamiens ont déjà franchie à la suite de la répression dont ils ont été l'objet au Cambodge. «L'économie n'est plus la seule priorité : il faut également compter avec les problèmes de sécurité», résume une source bien informée.

La perspective d'un Cambodge «prochinois» et les prétentions de Pékin sur la mer de Chine méridionale inquiètent d'autant plus le Vietnam que rien ne suggère un assouplissement des positions chinoises. A tort ou à raison, Hanoi redoute également qu'un éventuel fiasco de l'ONU au Cambodge ne révèle une diplomatie vietnamite qui, à ce jour, a gardé ses distances à l'égard du conflit cambodgien.

JEAN-CLAUDE POMONTI

SRI-LANKA : un des chefs
de l'oppositionLalith Athulathmudali,
a été assassiné

Dirigeant du Front national démocratique uni (DUNF) d'opposition, Lalith Athulathmudali a été assassiné, vendredi 23 avril, lors d'une réunion électorale à Colombo. Un tueur s'est approché de lui, lui a tiré à bout portant plusieurs balles en pleine poitrine. Juste après l'attentat, les lumières se sont éteintes, ce qui a permis à l'assassin de s'enfuir. M. Athulathmudali, qui était âgé de cinquante ans, est mort à l'hôpital. Il participait à la campagne pour les élections provinciales du 17 mai prochain, dans lesquelles il brigait la présidence du conseil provincial de l'Ouest face au Parti national uni (UNP) gouvernemental.

Le chef de l'Etat, Ranasinghe Premadasa, a dénoncé samedi cet «acte courageux et horrible» et affirmé que «le gouvernement fera tout pour retrouver les agresseurs». Toutefois, l'autre dirigeant du DUNF et proche de la victime, Gamini Dissanayake, ancien ministre, a mis en cause des équipes de tueurs au service de M. Premadasa : il a indiqué que «toute une série de nos meetings ont été attaqués au cours des dernières semaines» et affirmé qu'il poursuivait le combat politique.

M. Athulathmudali était l'un des politiciens les plus marquants du Sri-Lanka. Forte personnalité, cet avocat formé à Oxford et Harvard avait été ministre du commerce, puis chargé de la sécurité par l'ancien président Jayewardene. Il s'était illustré dans la lutte contre l'insurrection séparatiste tamoule dans le nord de l'île, et contre celle des extrémistes chinois du JVP dans le Sud, qu'il avait combattus avec une détermination non dépourvue de brutalité.

Mis sur la touche par M. Premadasa, qui l'avait mis à l'agriculture après son arrivée à la présidence, il avait pris la tête, avec M. Dissanayake, d'une dissidence au sein de l'UNP en 1991. Il avait mené une tentative infructueuse en faveur d'un «impeachment» du chef de l'Etat pour «corruption», «incompétence», «trahison», «abus de pouvoir», etc. «Infirmité mentale», il avait ensuite fondé le DUNF et était devenu l'un des adversaires les plus déterminés de M. Premadasa.

AMÉRIQUES

LOIN DES CAPITALES

Chez les «Marrons»
de la Jamaïque

MOORE-TOWN (Jamaïque)

de notre envoyé spécial

La route, de plus en plus défoncée, s'élève à l'assaut des Blue Mountains, imposants sommets perdus dans les nuages et recouverts d'une épaisse végétation tropicale. Cela fait plus d'une demi-heure que nous avançons lentement sur la route qui nous mène à Moore-Town, un village de quelques centaines d'habitants, dans le territoire des Marrons, les descendants des esclaves fuyés redoutés par les colons anglais.

Sur la route qui serpente au milieu d'une bananeraie, des familles de Marrons endimanchés reviennent de l'église. Des cohortes de petites filles vêtues de robes blanches ou roses à volants, des femmes coiffées de larges chapeaux, des hommes engoncés dans des costumes trop serrés. Un défilé paisible, à cent lieues de l'image des combattants invincibles qui se couvraient de feuillages pour mieux surprendre et décapiter les fantassins britanniques lancés à leurs trousses.

Moore-Town, au cœur du territoire marron, est un village assailli de cabanes de planches recouvertes de tôles rouillées qui s'élève dans une cuvette à l'abri de la chaîne des John Crow Mountains. Le «colonel» Colin L. G. Harris, le chef des Marrons, vit dans une maison de ciment de plain-pied, face à l'école de Moore-Town. Ce robuste vieillard, au visage d'ébène orné d'une barbe blanche, préside aux destinées des Windward Marrons, les Marrons au vent depuis le 4 mars 1964. A soixante-seize ans, il ne songe pas à la retraite.

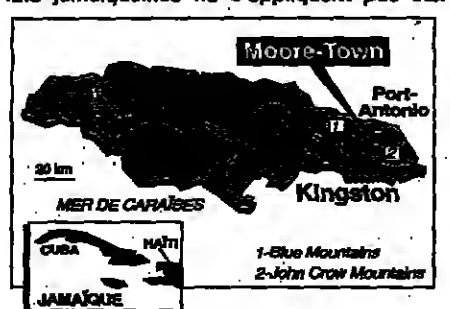
En 1655, lorsque l'armée anglaise William Penn s'empare de la Jamaïque, alors colonie espagnole, pour le compte de Cromwell, de nombreux esclaves en profitent pour fuir les plantations. Ils se réfugient dans les Blue Mountains et dans Cockpit Country, un plateau d'accès difficile dans l'ouest de l'île. Au XVIII^e siècle, deux guerres opposent les Marrons au corps expéditionnaire britannique qui recrute des boucaniers et des Indiens

Makitos, originaires de la côte atlantique du Nicaragua, et importe des féroces liniers de Cuba pour tenter de soumettre les esclaves en fuite. En vain. Les Anglais sont contraints de négocier un traité de paix avec les Marrons, leur reconnaissant la liberté perpétuelle et la juridiction sur leurs terres.

Le souvenir
de la prêtresse Nanny

Le «colonel» Harris consacre une bonne part de son temps au souvenir de Nanny, «the Right Excellent Nanny», une prêtresse au courage légendaire qui prit la tête de la résistance des Marrons au XVIII^e siècle. «Lorsque le Smithsonian Institute m'a invité l'an dernier à une rencontre continentale des Marrons à Washington, ma grande fierté a été de rappeler que notre plus grand leader a été une femme. Aujourd'hui encore, les femmes sont les esprits positifs qui font bouger les choses à Moore-Town», explique le «colonel» Harris en désignant la Bump Grave, un monument de pierre qui se dresse à quelques mètres de sa maison en l'honneur de Nanny, la Jeanne d'Arc des Marrons, seule femme élevée à la dignité de «héros national de Jamaïque».

Lors de l'indépendance, en 1962, les nouvelles autorités jamaïcaines maintiennent le statut d'autonomie que les Marrons ont conquis deux siècles plus tôt. «Nous avons résisté avec succès aux tentatives du gouvernement d'annexer nos droits», affirme le «colonel» Harris. Sauf en cas de mort, les lois jamaïcaines ne s'appliquent pas aux



Marrons, qui sont exemptés d'impôts. Les terres appartenant à la communauté et ne peuvent être cédées à un étranger.

Un conseil de gouvernement, formé de trente-deux membres élus à vie et présidé par le «colonel» Harris, régit les choses. «Nous avons maintenu la paix à Moore-Town car nous avons maintenu les parts politiques à l'écart», explique le «colonel». Les affrontements armés et sanglants entre gangs rivaux portant les couleurs des deux formations qui se disputent le pouvoir sont inconnus chez les Marrons.

A Moore-Town et dans les environs, les vieux parlent encore le coromantee, une langue d'origine africaine. «Nous n'avons jamais coupé les liens avec la mère Afrique. Il y a quelques années, un visiteur du Ghana m'avait proposé une bourse à l'université d'Accra pour étudier notre langue. J'étais malheureusement trop occupé pour répondre à son invitation», se souvient le «colonel». Chaque année en octobre, les habitants de Moore-Town célèbrent les traditions d'origine africaine. Le village se rassemble au son des auberges, les cornes de taureau qu'utilisaient les guerriers au XVIII^e siècle, et des tambours coromantee. Tous les ans les Marrons émigrés en Angleterre ou aux États-Unis reviennent pour la fête.

«C'est vrai, nos traditions risquent de se perdre, notre langue n'est pas écrite et nous n'avons pas fait l'effort de la transcrire», reconnaît le «colonel» qui projette d'ouvrir un cours de coromantee pour les jeunes classes. En dépit de la radio et de la télévision, il ne craint pas les influences extérieures. «C'est qui vient ici doit respecter nos règles et nous appliquons à nos enfants les dangers du monde extérieur.» Là-haut dans la montagne, le sommet où Nanny avait établi son campement est toujours perdu dans la brume. Le «colonel» Harris jette un coup d'œil à sa montre et prend congé avec une politesse toute britannique : «Excusez-moi, mais je suis attendu au match de cricket que doivent disputer les jeunes de Moore-Town.»

JEAN-MICHEL CAROIT

ÉTATS-UNIS : organisateur de la lutte des ouvriers agricoles californiens

Cesar Chavez est décédé

Le dirigeant syndical américain Cesar Chavez a été trouvé mort, vendredi 23 avril, dans sa maison, à Yuma, dans l'Arizona, à l'âge de soixante-six ans. «Il semble qu'il était un magazine et qu'il soit mort dans son sommeil», a indiqué un porte-parole de la police.

Il avait fondé, au début des années 60, le syndicat des United Farm Workers, le premier groupe de défense des ouvriers agricoles saisonniers, d'origine mexicaine pour la plupart. Les Chicanos, exploités sans vergogne parce qu'ils étaient illettrés, misérables et sans droits. «Il y a du sang sur les grappes» était le slogan de ce militant, que le sénateur Robert Kennedy avait qualifié en 1968 de «l'une des figures héroïques de notre temps».

Manifestation
spectaculaire

«Je n'ai pas de vie en dehors du syndicat», avait dit Chavez, lui-même chicanos, qui, sous la bannière rouge frappée de l'aigle noir de son mouvement, avait organisé

en 1965 la première marche contre les propriétaires terriens. Cette campagne avait duré jusqu'en 1970 et s'était achevée sur un succès, les producteurs ayant accepté de conclure un accord avec le syndicat. En 1988, il avait observé une grève de la faim de trente-six jours pour dénoncer l'utilisation d'insecticides sur les raisins en Californie. Il avait déjà refusé de s'aligner pendant vingt-cinq jours en 1968, pour soutenir le mouvement de boycottage du raisin, et en 1972 pour dénoncer les conditions de travail dans les grandes exploitations de l'Arizona.

Ses critiques lui reprochaient de préférer les manifestations spectaculaires à une bonne organisation de son syndicat. «Je pense qu'il restera dans l'histoire comme l'un des grands dirigeants syndicaux de ce siècle», a déclaré vendredi Mgr George Higgins, auteur des *Travailleurs syndiqués et l'Eglise*. Chavez, a-t-il ajouté, prenait conscience à l'Amérique du sort des travailleurs agricoles, a estimé pour sa part le maire de San Francisco.

«Tailhook» ne se reproduit plus. (Reuters)

■ Le président Clinton exclut une normalisation rapide avec Hanoi. - Le président américain Clinton a exclu, vendredi 23 avril, une normalisation des relations entre les États-Unis et le Vietnam tant que la question des prisonniers de guerre américains ne sera pas résolue. Ce dossier, a-t-il indiqué, requiert l'entière coopération de Hanoi et «nous n'y sommes pas encore». M. Clinton n'est «pas entièrement satisfait» des informations fournies récemment par le Vietnam sur ce sujet, mais il s'est néanmoins déclaré «encouragé par le dernier voyage» à Hanoi de son émissaire personnel, le général John Vessey. (Reuters, AFP)

مكتبة الأصل

POLITIQUE

La solidarité nordiste et ses limites

Face au chômage et à ses effets, les élus de l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing épuisent les ressources de l'entraide traditionnelle

Faute d'accord préalable

Laurent Fabius et ses amis refusent de participer au comité directeur du PS

Laurent Fabius et ses partisans, réunis vendredi 23 avril à l'Assemblée nationale, ont décidé de ne pas participer à la réunion du comité directeur du PS, convoquée samedi par la direction provisoire du parti, que préside Michel Rocard. « Pour éviter le renouvellement des affrontements nuisibles au PS qui ont eu lieu à la dernière réunion du comité directeur, le 3 avril, nous avons fait des propositions susceptibles de rassembler tous les socialistes. Malheureusement, la direction provisoire n'a pas accepté cette démarche. Dans ces conditions, pour ne pas aggraver les divisions, il nous apparaît que le mieux est de ne pas participer à ce comité directeur », a expliqué Marcel Debarge, ancien ministre délégué à la coopération.

Les fabusiens avaient formulé dans l'après-midi, sous la plume de Paul Quilès, député du Tarn, leurs propositions pour l'organisation des « états généraux » du PS. Dans une lettre adressée à Michel Rocard, l'ancien ministre de l'Intérieur indiquait que ces états généraux devaient être préparés par un comité représentatif de l'ensemble du parti et présidé par une personnalité extérieure à la direction actuelle comme à la direction précédente. Il demandait que les sympathisants, appelés à participer aux états généraux, ne soient pas habilités à voter sur les questions engageant l'avenir du PS et qu'un congrès statutaire de celui-ci tire les conclusions des états généraux en termes d'organisation, d'orientation et de répartition des responsabilités.

Michel Rocard a répondu à Paul Quilès par une lettre dans laquelle il estime que la question des sympathisants relève du « mandat », les positions lui paraissant s'être, en fait, rapprochées. Sur les deux autres points, le président de la direction provisoire indique que le comité directeur est souverain et qu'il ne doit pas être considéré comme « une chambre d'enregistrement d'avis préparés à l'avance ». A la suite de cet échange, Paul Quilès a déclaré que « Michel Rocard a fait le choix d'un

passage en force, alors que nos propositions étaient raisonnables ». Il y aura beaucoup d'absents », a déclaré Laurent Fabius lui-même, sur France-Inter, au milieu de la journée, en évoquant l'hypothèse où les propositions faites à Michel Rocard ne seraient pas acceptées par lui.

Les fabusiens estimaient nécessaire d'arriver au comité directeur avec une proposition commune aux principaux courants, tandis que les rocardiens adoptaient une démarche consistant à prendre acte des positions des uns et des autres et à tenter ensuite, dans une commission des résolutions, de parvenir à une synthèse. Pour Laurent Fabius et ses amis, qui notent la connaissance d'une note détaillée de sept pages de Manuel Valls, rocardien, membre de la direction provisoire, sur la préparation des états généraux, cette procédure signifiait qu'en réalité, la majorité du comité directeur était décidée à imposer ses vues et à renouveler le vote du 3 avril.

Plutôt que d'être de nouveau battus et mis en position de choisir entre la soumission ou la scission, les fabusiens préfèrent rester à l'écart et engager, dans les fédérations et sections où ils sont majoritaires, des états généraux « à la base ». Ainsi dotés d'une légitimité militante, ils pourront se présenter en position plus forte aux états généraux nationaux.

Toutefois que Pierre Manroy confirmait son intention de participer à la réunion du comité directeur, qui devait décider notamment, comme le maire de Lille l'avait demandé, de remettre en place un bureau exécutif (les rocardiens refusent, néanmoins, de rétablir un secrétariat national et un premier secrétaire), d'autres responsables socialistes admettent, au contraire, la même position que les fabusiens.

Jean Popere, qui a adressé aux membres du comité directeur, le 22 avril, une lettre d'engagement, dénonce le « 18-Brumaire de l'UNEF » opérant, selon lui, le 3 avril par les rocardiens et leurs alliés, envisageant de « ne pas venir en comité directeur. Jean Mermaz a exclu d'y assister. Cependant, dans sa fédération de Lille, la position de l'ancien ministre des Relations avec le Parlement n'a pas prévalu. Le 21 avril, lors d'une assemblée générale des militants qui s'est tenue à huis clos. En présence de plus de quatre cents personnes, nous indiquons notre correspondance à Grenoble, Claude Francillon, la direction de la fédération a finalement accepté la tenue des états généraux et elle n'a pas remis en cause la direction provisoire du Parti socialiste.

P. J.

Eloigné de sa ville par des problèmes de santé

M. Chaban-Delmas confie la gestion de Bordeaux à un « triumvirat »

BORDEAUX

de notre correspondant

Jacques Chaban-Delmas a donné une conférence de presse, vendredi 23 avril, dans sa résidence secondaire d'Arcachon (Pyrénées-Atlantiques), où il est actuellement en convalescence en attendant une nouvelle opération de la hanche et du genou, qui devrait intervenir début mai. Le maire de Bordeaux a annoncé qu'il confiait l'administration de sa ville à un « triumvirat » formé du premier adjoint actuel, Simone Noailles, du deuxième adjoint, Hugues Martin, et de Jacques Valade, sénateur (RPR) et président du conseil régional d'Aquitaine depuis mars 1992, date à laquelle il avait abandonné son siège de premier adjoint au maire pour se mettre en conformité avec la loi sur le cumul des mandats.

Ce triumvirat devra fonctionner jusqu'à ce que le maire de Bordeaux ait retrouvé ses « capacités physiques », a-t-il indiqué, échéance qu'il fixe à quelques semaines. C'est la première fois que Jacques Chaban-Delmas, âgé de soixante-dix-huit ans, tient compte d'un problème de santé, qui l'éloigne de Bordeaux depuis le début de l'année. Il a procédé, aussi, à de profonds remaniements dans son cabinet, son actuel directeur, André Burgos, étant remplacé par Jean Lavigne, ancien secrétaire général de la ville.

P. C.

Les élus de Lille et de son agglomération - les communes principales étant dirigées par deux socialistes et un centriste - ont su mettre à contribution l'entraide traditionnelle dans les populations ouvrières du Nord pour faire face à la montée du chômage et à la dégradation des conditions de vie. Cela, pourtant, ne peut suffire, et les difficultés qu'ils rencontrent démontrent l'urgence d'un plus grand engagement de l'Etat, que les députés ne manqueront pas de réclamer lors du débat sur la politique de la ville, les 27 et 28 avril, à l'Assemblée nationale.

LILLE

de notre envoyée spéciale

Après le mort d'un lycéen de dix-sept ans, Rachid Ardjouni, blessé mortellement en cours d'une ronde de police par un gardien de la paix en état d'ébriété, le 7 avril, et les trois oncles d'agitation qui s'en étaient suivies, l'agglomération a retrouvé son calme. Cependant, les clameurs de la révolte des jeunes des cités se sont à peine tues que les associations donnent de la voix. Après avoir passé des années à tisser un réseau, dont les élus ne sont pas peu fiers, les animateurs ont un énorme sentiment de gâchis. L'heure des bilans semble avoir sonné.

Renovés il y a peu, les murs des grands ensembles de la Bourgogne ou des maisons individuelles du Pont-Rouge, à Tourcoing, ne présentent aucune lézarde. La misère se cache derrière, sans espoir, mais avec dignité. Dans cette région de mono-industrie, où le textile représente encore 47 % de l'emploi industriel, la restructuration a été particulièrement douloureuse. Une première vague de licenciements en 1989, puis une deuxième en 1991, ont causé des milliers d'ouvriers et de manœuvres sur le carreau. La Bourgogne et Pont-Rouge, lieux d'accueil des ouvriers d'origine maghrébine, que les entreprises étaient allées chercher pendant les années 60 pour remplacer les ouvriers belges, ont sombré dans la misère. Les taux de chômage de ces deux quartiers n'ont cessé d'augmenter, aujourd'hui, les 30 %. Ceux qui avaient les moyens ont fui vers les petites communes pavillonnaires limitrophes.

Depuis son arrivée à la mairie en mars 1989, Jean-Pierre Baldoyek, alors député socialiste, a tout mis sur la politique sociale. A peine installé, il a lancé la procédure de développement social des quartiers (DSQ) dans les quartiers

nord. Les Thurnquois s'accrochent pour reconnaître sa capacité à être présent sur le terrain. En retour, Jean-Pierre Baldoyek a beaucoup misé sur le maillage social. « Les associations ont joué un rôle considérable », soutient-il. Pendant les trois nuits de manifestations, j'ai vu les travailleurs sociaux et les militants sillonner les rues pour expliquer que la violence ne servirait à rien. Ce sont eux qui ont ramené le calme ».

La méthode a, semble-t-il, mieux réussi à Roubaix. Pendant que Tourcoing s'embrasait, la cité lilloise est restée sereine. « Si ça ne s'est pas à Roubaix, c'est parce que nous avons refait une vie de quartier, avec un tissu associatif très présent », assure André Diligent, maire (CDS), qui régit sur la ville depuis 1983. C'est ici que s'est développé l'esprit d'entraide et de solidarité qui caractérise le Nord. « Il y a une culture profonde de solidarité de voisinage, issue de la tradition ouvrière des coopératives et des courées », souligne Siman Tir, conseiller municipal écologiste récemment nommé au Conseil national pour l'intégration des populations immigrées.

« Inventer une gestion plus proche des gens »

« Nous avons tenté de responsabiliser les jeunes en les impliquant comme des partenaires, et c'est spontané », dans les quartiers, qui naissent les initiatives dans lesquelles ils sont impliqués », explique M. Diligent. Une kyrielle d'associations agissent, en effet, sur le terrain, comme les comités de quartier. Critiqué dans sa majorité municipale pour ses initiatives sur le terrain, le maire n'est pas non plus à l'abri des reproches des jeunes qu'il pousse à s'engager. « La concertation, c'est toujours la cinquième roue du chariot. Il faut que les élus comprennent qu'on ne peut plus gérer comme avant, à coups de joueurs personnels, mais inventer une gestion plus proche des gens, grâce à laquelle les habitants soient convaincus qu'ils pesent dans les décisions », souligne Siman Tir. Le dialogue n'est pas toujours facile, mais le courant passe.

Roubaix, « un cas social unique en France », selon les mots de Pierre Mauroy, qui aime à citer André Diligent, obtient le triste record national du nombre de RMistes (trois mille huit cents) et de chômeurs (25,5 %). Cette misère, les élus essayent de l'enrayer à coups de subventions. Les trois quarts de la ville sont classés DSQ. Conscients de l'enjeu, à Roubaix comme à Tourcoing, les élus réclament à cor et à cri des moyens

supplémentaires pour faire face. Cette demande a été exprimée solennellement, de concert, au lendemain des événements, par les deux maires et par la présidente de la région, Marie-Christine Blandin (Verts). « Le plus dur est fait, des gens sont sur place. Il leur faut, maintenant, des moyens », a-t-elle déclaré au lendemain des émeutes, mais la lassitude commence à se faire sentir chez les associations.

Recréer des services publics

Depuis douze ans, la politique de la ville a freiné la dégradation sociale et l'isolement, mais n'a pas su stopper le phénomène. Institutionnalisés dès 1990, l'intervention de l'Etat et abouti à une confusion des compétences. « Je n'ai jamais vu de gâchis bureaucratique pareil », s'insurge André Diligent. « Pour une opération de réhabilitation de l'habitat insalubre, le dossier fait onze voyages avant d'aboutir. Résultat : on met trois ans et demi pour démolir quelques maisons de courtoisie ». Dans son premier rapport, remis le 14 janvier dernier, Jean-Michel Belorgey, alors président du comité d'évaluation de la politique de la ville, ne disait rien d'autre quand il dénonçait la multiplication infinie des procédures, la prolifération des démarches ministérielles et la complexité des dispositifs.

L'exclusion gagnait des pans entiers de leur territoire, les élus municipaux ont dû prendre en charge des domaines dans lesquels ils n'avaient pas, a priori, de compétence, à commencer par le chômage. Confrontés à une population jeune, exclue du système scolaire et sous-qualifiée, les élus ont expérimenté des formes nouvelles d'accès au monde du travail. Avec des taux de chômage qui peuvent atteindre 60 % pour les jeunes « beurs », y compris pour les diplômés, les chances paraissent bien minces.

Les élus tentent donc d'impliquer les entreprises dans une démarche d'insertion par l'économie. Un plan local d'insertion des jeunes en grande difficulté a été engagé, ainsi, dans les quartiers sensibles de Lille-Sud. L'objectif est d'amener ces jeunes, qui cumulent tous les handicaps, à retrouver un emploi au bout de cinq ans, en les remettant en contact avec le monde du travail.

Les élus se démontent, mais réclament, aussi, un soutien des pouvoirs publics. Le débat sur la politique de la ville vient à point nommé pour exiger un réengagement de l'Etat. Délocalisations de services publics pour recréer une

vie de quartier (poste, commissariat, protection maternelle et infantile...), retour du petit commerce et des activités artisanales, développement des transports reliant les cités à la ville, la politique de DSQ doit être relayée par tous les secteurs économiques, « sinon, aucune perspective de redressement n'est possible », observe Pierre de Saintignon, adjoint au maire de Lille, Pierre Mauroy. « Il est nécessaire d'intervenir massivement sur les quartiers populaires, et pas seulement de repeindre les cages d'escaliers », insiste Siman Tir. Il faut que cela devienne de vrais morceaux de villes ».

Conscients qu'isolés dans leur action, elles ne s'en sortent pas, les municipalités commencent à mettre en œuvre une politique intercommunale, longtemps rendue impossible par les querelles de clocher. Elles s'y attèlent dans le contrat d'agglomération en cours d'élaboration. « C'est le début d'une politique sociale intercommunale. La prochaine étape doit être la réflexion sur une vraie politique de peuplement », souligne Olivier Henno, conseiller municipal (CDS) de Tourcoing, conseiller régional.

Cette réflexion est difficile, car elle touche au cœur des territoires électoraux des maires. Là se trouve, pourtant, le clé du désenclavement de certains quartiers. Simman Vell, ministre d'Etat, ministre des affaires sociales, de la santé et de la ville, attendue ces prochains jours, saura-t-elle cooïner de son urgence ? Comme le résume Siman Tir, il s'agit, ni plus ni moins, de « ne pas désespérer les quartiers populaires ».

SYLVIA ZAPPI

Les représentants de l'Assemblée nationale au Conseil de l'Europe. - Douze députés ont été désignés, lundi 19 avril, à l'Assemblée nationale, pour représenter la France à l'Assemblée consultative du Conseil de l'Europe à Strasbourg pendant toute la durée de la législature. Il s'agit de Jacques Baumel (RPR), Claude Brixiaux (UDF), Georges Colombari (UDF), René Couvignes (RPR), Jacques Floch (PS), Robert Galley (RPR), Aloys Geoffroy (UDF), Denis Jacquet (UDF), Gabriel Kasperer (RPR), Bernard Schreiner (RPR), Jean Seitzinger (UDF) et Jean Valérie (RPR). Douze suppléants ont été également désignés : René André (RPR), Augustin Boncompagni (PS), Jean-Guy Branger (UDF), Jean Briane (UDF), Christian Daniel (RPR), Xavier Deolain (RPR), Charles Erdmann (UDF), Jean de Gaulle (RPR), Joseph Klif (UDF), Jean de Lipkowski (RPR), Jean-Louis Masson (RPR) et Jean Proiot (UDF).

ANDRÉ LAURENS

LIVRES POLITIQUES

BALLADUR de Claire Chazal, Flammarion, 199 p., 95 F.

TROIS HOMMES QUI COMPTENT de Véronique Auger, Pluriel, 185 p., 85 F.

COMME la plupart des vedettes de l'actualité, les hommes politiques restent, pour le public, des inconnus familiers. Certains le sont plus que d'autres, dans la mesure où ils étendent à leur vie privée, à leurs sentiments personnels le devoir de réserve que leur ont inculqué leur éducation et, éventuellement, le service de l'Etat. A l'évidence, Edouard Balladur est de ceux-là. Dans un livre qu'elle lui consacre, Claire Chazal rappelle que, bien qu'originaire du Midi, sa famille n'est pas d'une nature expansive, tant il est vrai qu'il y a « des Provencaux austères ». Lui-même maintient, par inclination personnelle, une certaine distance avec ses semblables et éprouve, précieuse la journaliste, « une vraie affection pour ce monde aristocratique qu'il trouve plus esthétique que les autres ». Elle le voit aussi « plus bourgeois et conformiste dans son mode de vie que sur le plan des idées, où il ne déteste pas manier le paradoxe ».

On n'entrera pas beaucoup plus dans l'intimité du personnage : Claire Chazal retrace son itinéraire plus qu'elle ne trace son portrait psychologique, ou propose une biographie exhaustive. Sans doute

Itinéraires à suivre

est-il fallu beaucoup de temps et un lourd travail de recherche et d'enquête pour percer la cuirasse d'un homme public si peu enclin à se livrer. Aussi ceux qui s'étaient déjà intéressés à sa carrière resteront-ils sur leur faim. Les autres trouveront dans le Balladur de Claire Chazal ce qu'il convient de savoir du nouveau chef du gouvernement. Cela peut paraître suffisant dans l'état actuel des choses : Edouard Balladur est encore un homme neuf en politique, même s'il n'est plus un néophyte ; on l'attend davantage pour ce qu'il fera que pour ce qu'il a fait, alors qu'il n'était pas en première ligne. Son cursus, ce que l'on peut savoir de son comportement dans ses précédentes fonctions, les responsabilités qu'il a exercées, les épreuves qu'il a affrontées, ce qu'il a dit ou écrit qui le définit et l'engage, tout cela fournit déjà un matériel utile à l'observateur, mais la curiosité s'oriente désormais vers l'aval.

Certes, on aimerait toujours en savoir plus, croyant par là mieux déchiffrer l'avenir, bien qu'en définitive, dans un régime qui sélectionne démocratiquement ses dirigeants, le meilleur critère de jugement de l'action politique, en dehors des controverses idéologiques, reste l'appréciation de l'accord entre les mots et les actes.

entre ce qui est dit et ce qui est fait. Le contrat passé avec l'opinion repose d'abord sur cette cohérence qui, si elle fait défaut, laisse vite la place à une impression de faiblesse ou de tromperie.

De ce point de vue, la formation d'un personnage public et le manière dont il a exercé jusqu'à ses responsabilités parlent pour lui, parfois mieux que lui. Tout au long de l'itinéraire que retrace Claire Chazal, il apparaît que Edouard Balladur n'a pas encore eu l'occasion de révéler la véritable mesure de son personnage, sauf que celui-ci est d'abord fait de mesure, tant il s'est employé à servir discrètement d'autres destins. On voit bien aussi que la politique est allée le chercher plus qu'il ne s'est précipité vers elle. Partagé entre le souci de préserver son indépendance personnelle et le goût de servir l'Etat au sommet, il n'est affirmé comme un conseiller estimé de Georges Pompidou et de Jacques Chirac, il n'a pas hésité à prendre de la distance quand cette forme d'engagement ne lui semblait plus opportune ou désirable. Et il est revenu à son heure. Ce sont là des traits qui dessinent un politique atypique, toujours un peu à côté de ce que l'on attendrait de lui.

Fermé de la manière la plus classique dans la giron de l'Etat, il se propose, rappelle Claire Chazal,

« de enlever les elles de la technocratie, de briser le lien trop fort qui existe entre le monde des dirigeants de sociétés et celui des diplômés des grandes écoles, issus des grands corps » ; il entend, en outre, l'e lui-même écrit, changer une société « qui vit sur un modèle qui est le modèle de la guerre et de ses suites immédiates ». Proposer, au-delà des difficultés de la conjoncture, une telle entreprise de pacification, une gestion plus civile n'est pas une mince aventure, si, bien sûr, les actes suivent. Voilà qui obligera Edouard Balladur, et sa vocation est de rester en première ligne, à se découvrir davantage.

Une autre journaliste, Véronique Auger, s'est livrée à une étude comparée des conceptions économiques de Raymond Barre, Edouard Balladur et Pierre Bérégovoy. Le fait que l'économie française soit tributaire à la fois de ses structures, de son passé et de son environnement international, la prudence exercée du haut responsable dans ce domaine concourant à réduire les différences théoriques entre nos trois économistes. L'auteur rappelle ce que chacun d'eux a fait lorsqu'il était au pouvoir, qui n'a pas été toujours consacré par le succès politique puisqu'il y a eu besoin de changement : c'est bien la preuve que non seulement il n'y pas une seule recette économique mais que, à elle seule, l'économie ne suffit pas.

C. B.

SOCIÉTÉ

Un an après la catastrophe

Treize inculpés pour le drame de Furiani sont renvoyés en correctionnelle

A quelques jours du premier anniversaire de la catastrophe de Furiani, qui a fait quinze morts et plus de 2 177 blessés, la chambre d'accusation de la cour d'appel de Bastia a renvoyé vendredi 23 avril, treize des dix-huit personnes inculpées devant la chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Bastia. Les cinq autres prévenus bénéficient d'un non-lieu. Cet arrêt a provoqué la colère des victimes du drame du 5 mai 1992.

BASTIA

de notre correspondant

« Depuis le 5 mai 1992 nous avons accepté toutes les concertations, toutes les conciliations, dans l'espoir d'une justice équitable. Aujourd'hui nous sommes indignés : preuve est faite qu'il y a une

Le plus grand chapiteau d'Europe s'est effondré à Valence. Le plus grand chapiteau d'Europe, d'une capacité de 12 000 personnes, sous lequel Michel Sardou devait donner un concert vendredi 23 avril à Valence (Drôme), s'est effondré quatre heures avant le début du spectacle. L'incident s'est produit à 19 heures, à la suite d'une panne de courant. Les experts ont examiné les tubulures du stade de Furiani après la catastrophe du stade bastiais.

justice à deux vitesses. Les lampistes sont coupables, les responsables sont disculpés. Des sanglots dans la voix, Vanina Guidicelli, la présidente du collectif des victimes, commente l'arrêt de la chambre d'accusation, que Paul Vergès, l'avocat du Collectif, vient de lui transmettre sur les marches du palais de justice où les familles ont été reçues par les forces de l'ordre. Spontanément, les autres membres de l'association manifestent leur rancœur en barrant les rues du centre-ville. Deux heures plus tard, le calme revient à Bastia.

Les « lampistes », Michel André et Christian Fili, deux pompiers du service départemental incendie, avaient été mandatés pour assurer le secrétariat de la commission départementale de sécurité, qui avait conclu à un avis favorable à la rencontre du 5 mai 1992. Les deux pompiers avaient pourtant bénéficié, en février dernier, d'une réquisition de non-lieu de la part du parquet général. La chambre d'accusation a estimé qu'ils n'ont

pas rempli la mission confiée de leur supérieur hiérarchique, « qui consistait à vérifier la conformité des infrastructures ». Leur inaction est en relation directe avec la catastrophe.

« Les responsables protégés par des fusibles »

En revanche, le maire de Furiani, Eugène Bertucci, bénéficie d'un non-lieu. Le premier magistrat de la commune n'a s'est dévoué le drame faisait pourtant l'objet d'une réquisition de renvoi devant le tribunal correctionnel. Le parquet général estimait que le maire de Furiani portait une responsabilité en raison du fait qu'il n'avait pas transmis à la commission départementale de sécurité, le 18 février dernier, par le bureau de vérification des chapiteaux, tentes et structures (BVCTS) situé à Merville (Nord), Jacques Mervill, qui dirige ce bureau, est expert auprès des tribunaux et a figuré, à ce titre, parmi les experts qui avaient examiné les tubulures du stade de Furiani après la catastrophe du stade bastiais.

Les « têtes » que demandait le collectif ne sont pas tombées. Le président de la Fédération française de football, Jean-François Fayat, voit le non-lieu remis par le parquet général confirmé par la chambre d'accusation. L'ex-préfet de la Haute-Corse, Henri Hran, n'est nullement impliqué dans les responsabilités. Il en est de même pour le fonctionnaire de la préfecture de la Haute-Corse chargé de la

coordination interministérielle des questions de sécurité.

« Les responsables politiques, administratifs et sportifs de la catastrophe de Furiani sont protégés par des « fusibles », c'est-à-dire par des subalternes qui sont aujourd'hui inculpés et renvoyés devant le tribunal correctionnel. Pour contraindre ce stratiège, nous déposons immédiatement des pourvois en cassation, de sorte à traduire devant une cour d'assises les véritables responsables du drame », explique le Vergès qui, pourtant, sait que la qualification criminelle des actes administratifs à propos desquels il n'a demandé un supplément d'information à peu de chances d'être retenue par la Haute-Corse.

MICHEL CODACCIONI

Deux officiers de service incendie et secourus de Haute-Corse, Michel André et Christian Fili, ont été renvoyés en correctionnelle en compagnie de Jean-Marie Bolzon, directeur technique de la société Sui-Tréma, Bernard Rossi, directeur départemental de la Société de sécurité technique (SOSSEC), Michel Gagnier, directeur général de la Fédération française de football (FFF), Luc Piaré, président de la Commission d'organisation de la Coupe de France de football, Yvonne Galazzi, secrétaire générale de la Ligue corses de football et son directeur adjoint Ange Paulucci, Yves Barthelet, président de la Ligue, Jean-François Fayat, ancien président du Sporting-Club de Bastia (SCB), Michel Lavent, vice-président, Raymond Le Des, directeur de cabinet du préfet de Haute-Corse au moment des faits, et Didier Caville, ancien directeur départemental de l'équipement. Outre le non-lieu en faveur du maire de Furiani, la chambre d'accusation a abandonné les poursuites contre le président de la FFF, Jean-François Fayat, une fonctionnaire de la préfecture de Haute-Corse, Mirella Guidicelli, et deux employés de la société Montalbano Entreprises, Jean-Claude de l'Estelle et Claude Dange.

Le chèque-association d'Eric Raoult



A quelques jours du débat parlementaire sur la politique de la ville, dont le chargé gouvernemental n'a été confié à Simone Veil, ministre d'Etat réputée proche de l'UDF, plusieurs députés RPR ont effectué une tournée éclair dans des cités de Roubaix, Villeurbanne et Marseille.

Le but affiché était de rencontrer des dirigeants d'associations de quartiers difficiles pour les écouter, connaître leurs doléances et faire remonter, le cas échéant, les propositions de ces acteurs de terrain jusqu'au premier ministre.

Cette démarche traduisait, par avance, la volonté de la droite de réviser la politique de subvention des associations afin de privilégier les structures locales de quartier qui ont réellement des adhérents et ne sont pas, selon Eric Raoult, coordonnateur du prochain débat pour le RPR, « des coquilles vides » financées à fonds perdus.

La délégation conduite par M. Raoult, député de Seine-Saint-Denis et secrétaire national du RPR chargé des banlieues, a achevé cette tournée, en grand équipage destiné à « faire savoir », vendredi 23 avril, dans les cités de la Seine et des Flandres situées dans les quartiers nord de Marseille.

A cette occasion, M. Raoult a émis l'hypothèse, devant ses différents interlocuteurs associatifs qui ont manifesté une forte volonté d'intégration, de l'instauration d'un système de chèque-association. Comparable au chèque-restaurant, ce titre pourrait être fourni au consommateur associatif individuel qui choisirait l'association ayant sa préférence, à laquelle il rembourserait cet « avoir ».

La quantité de chèques-associations remis à chaque association permettrait de déterminer le montant des subventions octroyées localement.

Le meurtre du porte-parole de Recours-France

Marcel Navarro est accusé implicitement par l'un de ses complices d'avoir tiré sur Jacques Roseau

MONTPELLIER

de notre correspondant

Lors de son premier interrogatoire dans le bureau du juge Verhaeghe vendredi 23 avril, Jean-Claude Lozano, troisième meurtrier présumé de Jacques Roseau, s'est expliqué sur son rôle le soir de l'assassinat.

Il a reconnu être venu à Montpellier avec Gérard Huntz et Marcel Navarro dans le but d'attirer Jacques Roseau et de lui « infliger une correction ». Une fois sur place dans l'après-midi, a-t-il expliqué, il s'est posté à proximité de la maison des rapatriés pour surveiller la sortie du

porte-parole de Recours-France, alors que ses deux complices repartaient en voiture à Bessac pour chercher l'arme.

« Le plus proche de la voiture »

De retour à Montpellier, ceux-ci se sont postés à proximité de la voiture de Jacques Roseau afin de l'attendre. Jean-Claude Lozano faisait le guetteur et devant « donner un signal » en moment opportun. Mais ce voyant Roseau sortir avec Nicole Merelli, son attachée de presse, Jean-Claude Lozano explique avoir été surpris.

J. M.

Pour continuer à percevoir une allocation

Une famille a dissimulé le cadavre d'une handicapée pendant un an

LENS

de notre correspondant

La dépouille mortelle d'une handicapée mentale a été dissimulée pendant un an par une famille qui en avait la charge, dans une cité minière de Lens, afin de continuer à percevoir l'allocation.

Micheline Bouzian, quarante-neuf ans, avait été placée, par décision de justice en 1986, en domicile de son frère, René, soixante-cinq ans, un invalide qui avait perdu une jambe dans un accident de la mine à dix-sept ans. Devenue aveugle et incapable de se déplacer, elle serait morte de faim entre mars et juillet 1992. Son corps est resté sur son lit, au premier étage, dans une pièce aux rideaux tirés et aux fenêtres fermées. Une tierce personne, désignée comme tuteur en 1990, qui venait régulièrement

au domicile des Bouzian, ne se serait aperçue de rien. C'est un enfant de la famille, Pascal, qui a alerté la police.

La dissimulation du décès a permis à la famille de continuer à percevoir l'allocation destinée à l'handicapée (une somme de 3 000 F mensuels environ), celle-ci ayant même été renouvelée ce octobre dernier pour cinq ans. Après une garde à vue, René Bouzian a été mis en examen pour « non-assistance à personne en danger ». Son épouse, Marie-Madeleine, qui est accusée d'avoir laissé mourir de faim sa belle-sœur, a été mise en examen pour « délaissement ayant entraîné la mort d'un incapable par personne ayant autorité » et placée sous mandat de dépôt.

YVES JOUANNIC

Le RU 486 va être expérimenté aux Etats-Unis. Le RU 486, substance abortive commercialisée par la firme pharmaceutique française Roussel-Uclaf, va prochainement être expérimenté aux Etats-Unis. Selon les responsables américains de la FDA (Food and Drug Administration), cet essai va prochainement être mené, sous l'égide de l'organisation caritative Population Council, sur deux mille femmes souhaitant avorter à partir de cette technique médicamenteuse.

TENNIS : tournoi de Monte-Carlo. Pour avoir successivement battu le Tchèque Tomas Zdrizila (1-6, 6-4, 6-1), l'Américain Aaron Krickstein (6-2, 2-6, 6-4), le Tchèque Petr Korda (6-3, 6-0) et le Suédois Jonas Svensson (6-3, 6-4), le Français Cédric Pioline, classé à vingt-trois ans vingt-neuvième joueur mondial, s'est qualifié pour les demi-finales du tournoi sur terre battue de Monte-Carlo où il devait affronter samedi 24 avril l'ancien numéro un mondial, le suédois Stefan Edberg. L'autre demi-finale devait opposer l'Autrichien Thomas Muster, tenant du titre, et l'Espagnol Sergi Bruguera.

Un incendie détruit 150 hectares de forêt dans le parc du Pilat (Loire). L'incendie qui a éclaté vendredi 23 avril dans le parc naturel du Pilat (Loire), détruisant 150 hectares de résineux et de broussailles, semblait circonscrit samedi matin 24 avril. Quatre avions venant de Margnac - deux Canadair et deux Tracker - ont effectué une dizaine de largages au-dessus du foyer, dont le front s'étendait sur deux kilomètres.

DÉFENSE

La première femme officier commandant à la mer

Madame le « pacha »

TOULON

de notre correspondant

Dominique Magne a trente ans. Elle est originaire de Valenciennes. En juin, elle sera la première officier féminin de la marine nationale à recevoir un commandement à la mer, en devenant commandant de l'Athos, une vedette de surveillance basée à Bayonne et chargée de la sécurité du champ de tir des Landes d'où sont lancés des missiles.

Attait du grand large ? Vocation ? La jeune et charmante officier avoue qu'elle a été « poussée » spontanément vers la mer. Elle le dit en toute simplicité, avec ce verbe fruité évocant Bégynères-de-Bigorre dont elle est originaire. Elle se destinait plutôt à une carrière littéraire mais, en 1985, après des études classiques à Pau et à Toulouse, une maîtrise de langues étrangères appliquées en poche, elle opta pour la marine avec la ferme intention d'embrasser la plus tôt possible. Elle fait ses classes, devient officier, et après une période de formation à l'école navale, elle est promue chef de quart. Sa carrière va pouvoir démarrer. Cap ou large pour cette Pyrénéenne qui, bizarrement, confesse qu'elle aime plus la marine que le mer, que le respect comme la montagne, mais que je considère comme un vaste champ d'activité.

C'est sur le bâtiment de soutien de santé France qu'elle a sa première affectation. Elle sert ensuite sur le pétrolier-ravitailleur Somme, comme officier de transmission. Après un rapide passage sur la corvette Acourt, la torpille d'un remplacement, elle rejoint le transport de charbon de débarquement Foudre, à bord duquel elle a fait des missions en Sumatra et en Adriatique, comme officier de détection.

« Il y a souvent des a priori »

De ses premières années sous l'uniforme, Dominique Magne garde un souvenir à la fois exalté et amusé. « Au début, dans les années 80, c'était une première pour la Royale que de recruter des officiers féminins. Il m'a fallu me battre pour pouvoir embarquer, mais j'ai eu de grandes satisfactions car j'ai trouvé tout ce que je cherchais et même beaucoup plus. » Dominique Magne ne cache pas que cette désignation l'a étonnée, et car, après huit ans, j'étais heureuse de servir à bord, mais j'ai toujours précisé qu'un commandement ne m'intéressait pas.

Elle assume cette responsabilité de « pacha » - le surnom donné dans la marine à un commandant de bateau - sans mauvaise grâce. Le défi n'est pas fait pour déplaire à cette brette, fibre de ses origines mor-

tagne. Si aujourd'hui les embarquements de femmes sont moins exceptionnels que dans le passé, le commandement d'une unité par une femme n'est pas passé dans les mœurs. « Il y a souvent des a priori, explique-t-elle, mais les hommes changent d'attitude quand on donne la preuve de ses compétences et que l'on est rigoureuse dans le service. »

Etre officier de marine, dit-elle encore, c'est se consacrer entièrement à son service, c'est faire un métier qui ne supporte pas le tedium. Et qu'un ne lui demande pas si un carrière d'officier est compatible avec une vie de femme. Un court mariage suffit à marquer son étonnement face à une question que, d'évidence, personne ne poserait à un homme.

JOSÉ LENZINI

Il y a quelques jours, la marine a décidé de féminiser une partie de ses équipages embarqués sur des bâtiments de guerre. C'est ainsi que vingt et une femmes seront intégrées aux équipages des frégates anti-sous-marin *Montcalm*, à Toulon, et *Lacaze-Duval*, à Brest. A bord de chacun de ces deux navires, ce contingent féminin se répartira ainsi : un officier, deux officiers maritimes supérieurs, neuf officiers maritimes et neuf quartiers-maîtres et matelots, choisis en fonction des spécialités nécessaires à l'armement du bateau. En règle générale, l'équipage de ces frégates comprend au total quelque deux cent dix à deux cent trente hommes.

Avec un contingent de cent cinquante hommes

La France participe à un exercice allié à Porto-Rico

Environ 20 500 soldats américains participent depuis le 20 avril et jusqu'au 25 mai à un exercice militaire en commun, baptisé « Ocean Venture 93 », avec le Royaume-Uni, la France et les Pays-Bas. Cet exercice a lieu à Porto-Rico et il est destiné à démontrer la capacité des forces alliées à opérer conjointement sans ou avec peu de préparation. Il

comprend notamment un débarquement amphibie et des interventions aériennes, et il permettra d'étudier des opérations incluant un pré-positionnement de forces maritimes, la détection de mines, ainsi que le regroupement et l'évacuation de civils. La France a détaché cent cinquante hommes du 33^e régiment d'infanterie de marine à Fort-de-

France, qui participent à l'exercice « Ocean Venture 93 » du 9 au 14 mai. En outre, la marine nationale a prévu de déployer le bâtiment de transport léger *Jacques-Cartier*, un sous-marin d'attaque à propulsion classique (de la classe Agosta) et le commando Hubert, l'une de ses unités d'intervention à terre du type coup-de-poing.

(Publicité)
Vous rêvez de détente sous le soleil, de plages de sable blanc et de parfums exotiques.
Ne rêvez plus ! N'attendez plus !
Le DOMAINE CARABE vous invite sur son île : la GUADELOUPE.
10 JOURS EN PENSION COMPLÈTE (cuisine gastronomique créole et française, avec excursions et activités de loisir (sports nautiques, golf, solerium...)
A partir de 9 900 F seulement.
Renseignements et réservation au : DOMAINE CARABE
Tél. : 19-590-84-56-58 - Fax : 19-590-91-50-83.

MUSIQUES

Le couple fondamental

Dans un univers abstrait, une vision de l'opéra de Bartok ramenée à l'essentiel

LE CHATEAU
DE BARBE-BLEUE
au Théâtre du Châtelet à Paris

Le spectacle dure une heure : personne n'a le droit à l'erreur. Et c'est un sans-faute, ou à peu près, salué par des ovations, vendredi 23 avril, au Théâtre du Châtelet. Pour une fois, on n'a pas planté sur scène l'humaine traditionnelle, on n'a pas tenté d'illustrer le Château de Barbe-Bleue, conte philosophique de Bela Balazs pour le livret et de Bela Bartok pour la musique. Ni château, ni clefs, ni voûtes sombres, ni sang, ni accords d'aucune sorte. Il y a la lumière, et puis l'obscurité, sobre dialogue. Mais la clarté, lorsqu'elle surgit, est une conflagration atomique, un éblouissement de lumière magique. Le noir est noir : ensevelissement, non-être, ou peut-être tout imaginaire. Il n'y a pas de décor, en vérité, mais un jeu d'entités visuelles opposées, des vues de l'esprit, des idées. Et il y a l'homme, et la femme. Ils ont cessé de jouer au théâtre, ce ne sont plus des personnages dans un décor. Ce sont, complètement intégrés à l'horizon abstrait, à peine plus que des silhouettes, des êtres.

Le spectacle dure une heure et on en sort habité. Bernard Michel, un jeune peintre collaborateur de Klaus Michael Grüber à ses heures, a inventé pour Bartok un univers hors espace, hors temps, et n'a pas fait d'erreurs. Avec la complicité de Marion Hewlett aux lumières, il a substitué au plateau du Châtelet un système de boîtes, un jeu de formes géométriques qui déjouent les lois de la perspective, qui compressent l'espace ou le dilatent, qui donnent l'illusion - philosophique - de l'infiniment grand et de l'infiniment petit, du « tout est dans tout et réciproquement ». Les portes sont des rectangles rouges, bleus, inscrits sur le fond de scène par un cyclorama. Puis, quand s'ouvre la cinquième porte (censée évoquer l'impuissance des furies de Barbe-Bleue), le bien équilibré tout, le soi se craque, la lumière vient d'un dessous : l'histoire devient universelle. L'entrée de Judith se fait au début dans un rai de lumière, rideau fermé, puis le rideau se lève comme une



Cezara Airizar et Eva Marton

immense paupière. Et quand, à la fin, les trois femmes que Barbe-Bleue a gardées enfermées sortent de terre, ou les dirait englues comme des chrysalides dans un bloc de matière laiteuse et enfumée : apparition de petites fées préraphaélites, images de la femme préfabriquée après l'affrontement en sept actes du couple fondamental.

La volonté de vaincre

Aucune gratuité, aucune vaine sophistication dans ce dispositif scénique. Il dit, tout simplement, qu'il y a rien à montrer, rien à ajouter visuellement à la musique de Bartok. A peine peut-on oser quelques propositions. Stéphane Braunschweig n'a pas renouvelé les exacts esprits du Chevalier im-

pinnaire, création de Philippe Fénelon à l'Opéra de Paris. C'est une production lyrique. Il signe ici une mise en scène au cordeau, concentrée sur le parcours, l'entrecroisement, les rapides enlacements de deux corps dans l'espace magique dont nous parlions. A peine encore un peu trop de psychologie, peut-être, dans les gestes de Judith, face à un Barbe-Bleue lourd de cœur et de corps, impeccablement blématique.

Judith est Eva Marton, soprano hongroise, l'une des voix actuelles pour Wagner, et pour Strauss, héroïne de l'enregistrement récent, mais de référence, que dirige Adam Fischer avec Samuel Ramey (l'CD Sooy Classical). Marton est une grande dame, voix immense, volonté de vaincre formidable. Elle affronte sans brocher le vide

effrayant de ce plateau. Elle n'a rien d'un personnage sur qui s'appuyer : elle chante. Le vibrato est toujours un peu large en pleine puissance, mais quelles reprises, quelle force de persuasion, quelle transparence dans les pianissimos ! On la voudrait peut-être, dans ce rôle, plus démunie, moins solide. Mais c'est une diva, personne ne s'en plaindra. Cezara Airizar, basse néo-transylvain (et donc de langue hongroise) est venu des premières répétitions remplacer le plus célèbre Asge Hingland. La voix est superbe, d'une noblesse froide qui laisse percer la douleur, la compassion, le doute, la fragilité. L'acteur se transforme à vue, tantôt pauvre hère, tantôt divinité : c'est toute la dualité de Barbe-Bleue, à la fois trop humain et monstrueux.

Charles Dutoit à la tête de l'Orchestre national, enfin, dans une œuvre où l'orchestre dit tout, évoque chaque image, chaque émotion, chaque sensation du livret, fait office de moteur et d'action. Comparé aux fulgurances, aux phrases un peu râpeuses et hachées, à la violence et la sévérité des orchestres hongrois (direction Ferencsik ou Fischer), le National o'a jamais sonné aussi « français » et Bartok n'a jamais à ce point penché vers Debussy - qu'il admirait, il est vrai. Pendant un bon quart d'heure, on se croit dans Pelléas. Les vents auront de bout en bout des interventions finies. Les cuivres, un peu désemparés dans l'acte guerrier de la deuxième porte, seront capables d'agilité et joueront à pleine force dans les grandes orgues de la cinquième porte. Les violons chanteront, les basses confieront chaleureusement, les effets si particuliers de l'orchestration - sursauts, grincements, frissons, sanglots - seront rendus avec raffinement. Mais tout ce travail, cette attention, cette précision, cette élégance indolable du détail s'arrêtent curieusement au seuil de la tension, de la passion, de l'effroi. Bartok désamaisé, au somme.

Prochaines représentations : les 25, 28 et 30 avril, 19 h 30, de 70 F à 465 F. Tél. : 40-28-28-40.

ANNE REY

THÉÂTRE

L'Amérique à nu

Loin des lumières de Broadway les éclats de la danse et du théâtre indépendants

NEW-YORK

de notre envoyé spécial

Loin au nord de Manhattan, sur le campus du City College de New-York à Harlem, c'est-à-dire au carrefour de rues de longtempo fuies par les urbanistes, s'élève un bâtiment austère de briques mates, le Aaron Davis Hall, dont l'ombre poète sur des bars hispaniques et une école sans joie. Là, dans les trois théâtres et lieux d'expositions gérés par une association privée, sont présentés depuis 1979 des spectacles de qualité couvrant tout le spectre de la création, et se déroulent des actions à l'intention des habitants d'un quartier excessivement difficile.

Actions qui ne pouvaient laisser indifférent l'un des enfants les plus doués de la nouvelle danse américaine, Bill T. Jones, réchappé de la misère du sud des États-Unis et danseur-chorégraphe désormais reconnu, et diablement actif (le Monde du 9 avril 1992).

Depuis trois mois, dans la grande salle du Davis Hall, Bill T. Jones retrouve presque chaque jour ses danseurs pour préparer son prochain spectacle, qui devrait voir le jour à la fin de... 1994, dans le cadre du festival Next Wave de la Brooklyn Academy of Music. Un an et demi de travail pour un ballet, ce n'est pas du perfectionnisme, mais la recherche éternelle de la perfection. Le nom de cette nouvelle aventure ? *Still Here*, toujours là, malgré la violence, le racisme, et le sida, qui fauche les êtres les plus sages, les plus jeunes, des communautés les plus pauvres.

D'eux, il s'est fait le porte-parole, rédempteur de corps qui sans lui porteraient peut-être, déjà, les marques de la déchéance. Les 17 et 18 avril, il a présenté au public de Harlem, en avant-première, *no work in progress* de *Still Here*. Pourtant, Bill T. Jones ne veut pas qu'on parle si tôt d'un travail en cours. Mais le public pourra le rencontrer bientôt, aux États-Unis comme en France, et patioter alors jusqu'à la création d'une œuvre captivante qui coécrit l'histoire de la rue et savoirs de la scène (1).

Loin de Harlem, dans l'East Village, c'est à un parcours tout à fait inattendu que s'offre l'actualité théâtrale « off-off-Broadway ». Dans ce quartier agricole, convivial, de la ville, acteurs et metteurs en scène se réunissent dans les endroits les plus divers, mais rarement dans des théâtres, tant sont dures les contraintes de la production new-yorkaise : elle doit se passer, pour l'essentiel, de fonds publics.

Ainsi, un turbulent enfant de la scène américaine, le metteur en scène d'origine iranienne Reza Abdoh, a loué un loft au sixième étage d'un immeuble de Lafayette Street pour y donner son nouveau spectacle, *Tight Right White*. Titre qui défiera le génie du meilleur traducteur mais qui met en cause assez radicalement un Blanc de droite du genre colat.

Couvoquer toutes les disciplines

The Hip Hop Waltz, précédent spectacle de la compagnie Dar A Luz créé il y a trois ans à Los Angeles par Reza Abdoh, a surpris, dérangé, séduit les spectateurs du dernier Sigma de Bordeaux (le Monde du 17 novembre 1992). *Tight Right White* surprendra le public français en 1994 (coproduction du Théâtre du Manège de Mauberge, il sera présenté à Paris, puis à Créteil, Nantes et Lyon).

Le prochain Festival d'automne présentera deux autres spectacles de la compagnie au Théâtre des Amandiers de Nanterre, pour deux soirées à la fin du mois de novembre (2). Même énergie, même violence, même incroyable vertige dans *Tight Right White* et dans *The Hip Hop Waltz*. Le nouveau spectacle s'inspire d'un film des années 70, *Mandingo*, un *Blaxploitation film* (genre qui exploitait commercialement la mythologie de l'esclavage). La pièce lui superpose une histoire totalement contemporaine qui met aux prises un *junkie* noir et un juif réalisateur de télévision.

Reza Abdoh réussit là où tant d'autres échouent. Il convoque toutes les disciplines : le théâtre bien sûr, mais aussi la musique, le

chant, la danse, la vidéo, qu'il mixe avec une habileté et une inventivité constantes. Il y a bien des moments de confusion dans son spectacle, d'autant que le texte est dit d'abord dans un drôle d'américain du Sud puis dans un argot new-yorkais proféré de telle manière que les Américains eux-mêmes y perdent tout repère. Mais la virtuosité et la générosité des interprètes, la vivacité hallucinante de la mise en scène et les enchaînements - d'un plateau l'autre les spectateurs sont assis à même le sol, - effilient d'abord et séduisent hienbât.

Oo est là à mi-chemin du « théâtre d'intervention », spécificité surgie dans les années 60 de l'underground new-yorkais, avec ses provocations, ses prises à partie irascibles, ses affrontements physiques qui ne craignent pas le travestissement, la nudité, le sexe, la cruauté, et d'une « théâtre d'images » revisitée à coup d'aphorismes. Une œuvre forte, agaçante, excitante.

Sur un registre presque aussi provocant, et d'une même violence, le Via Theater, dirigé par Anne Bogart et Brian Jucha, propose dans la petite salle du St Mark's Theater, à l'aplomb de l'oeuf de l'église du même oom, trois performances très surprenantes : *Bring Me Your Love*, inspiré d'une nouvelle de Charles Bukowski, dans une mise en scène de Brian Jucha ; *Southern Cross*, écrit et mis en scène par John Jesurun ; *Behaviour in Public Places*, d'après Erving Goffman, dans une mise en scène d'Aaron Bogart (3).

Perte d'identité

Nous sommes là confrontés à quelques-uns des plus brillants et des plus passionnés animateurs de la scène théâtrale new-yorkaise. La première pièce voit s'affronter, sur un air déchirant d'Astor Piazzolla, en deux lieux - une chambre d'hôpital et une chambre d'hôtel, - un homme sain et sa femme folle, un docteur naïf et une prostituée. Peinture d'un monde que le meosage divise. La seconde oppose une célébrité et son staff à une présentatrice vedette de la télé et le sien ; préparation et réalisation de l'interview sont le prétexte d'un affrontement acide entre des personnalités en perte d'identité.

Perte d'identité que l'on retrouve dans la troisième pièce, *Behaviour in Public Places*, une chorégraphie plutôt, dans laquelle se rencontrent, s'échangent, s'épaulent, s'écrasent des êtres déboussolés. C'est simple, à portée immédiate de spectateurs installés là encore au plus près des interprètes, c'est beau, et bouleversant.

Dans un tout autre registre, sur l'étroite scène d'un petit théâtre de Lafayette Street, une troupe de trois acteurs connus sous le nom de Blue Mao Group, Matt Goldman, Phil Stanton et Chris Wild, avec des moyens quasi dérisoires mais une imagination sans bornes, dans le pion aux grosses productions de Broadway. Leur dernier spectacle, *Traces*, tues de plastique donc, accessoires omniprésents dans leur comédie musicale et plastique, a été créé en janvier 1991 à La Mama et affiche complet depuis lors sous son nouveau toit, réunissant un public qui va bien au-delà des salles d'avant-garde de l'East Village.

Critique unanime. Enfant du surréalisme, adepte méditerranéen du dadaïsme, le Blue Mao Group délire à plein... redonne tout pendant une grosse heure et demie et se moque de tous et de tout, des tics des plasticiens, et des musiciens surtout, qu'ils sont eux-mêmes pourtant, mais qu'ils relèvent avec distance, humour et fiabilité (4).

OLIVIER SCHMITT

(1) La Compagnie de Bill T. Jones sera en tournée aux États-Unis et en France, en 1994.

(2) *The Hip Hop Waltz* sera présenté du 23 au 28 novembre et *The Law of Remains*, un spectacle inédit, du 30 novembre au 5 décembre.

(3) St Mark's Theater, 2 Avenue et 10 Rue, jusqu'au 2 mai à 20 heures. Tél. : (212) 481-36-50. Prix des places : 12 dollars (1 dollar-4,35 F).

(4) Anton Pines Theater, 424, Lafayette Street. Tél. : (212) 254-43-70. A 20 heures du mardi au dimanche. Prix des places : 37,5 dollars ou 22,5 dollars.

Des enfers à la lumière

BRAHMS, PERLMAN
DUTOIT ET LE NATIONAL
au Théâtre du Châtelet à Paris

Les répétitions du *Château de Barbe-Bleue*, de Bela Bartok, ont-elles empêché l'Orchestre national et Charles Dutoit de consacrer tout le temps nécessaire à la préparation du Concerto de Brahms qu'ils interprètent avec Itzhak Perlman le 22 avril, veille de la première de l'opéra de Bartok ? Écoutez la disposition inhabituelle de l'orchestre sur le devant du plateau du Châtelet qui empêche les musiciens de bien l'entendre ? On ne sait trop, mais les nombreuses défectuosités de la formation étonnent. Ensemble flou, violons aux phrases raides, hachées, violoncelles anémiques, contrebasses inexistantes (sans doute l'acoustique est-elle en cause), vents à l'humour capricieux (à l'exception notable du hautbois et de la flûte), intonations approximatives (le second mouvement est un supplice) : voilà une prestation qui nous renvoie à la pire époque du National, celle des années 50 et 60.

Perlman n'est pas non plus dans un de ses meilleurs jours. De nombreuses scorées ente-

chent un jeu à la justesse parfois hasardeuse. Mais quel engagement physique et expressif ! Quel son ! Quelle présence ! On ne connaît pas d'autre violoniste aussi émouvant, de nos jours, dans cette œuvre.

C'est donc avec appréhension que l'on regagne son fauteuil pour la seconde partie du concert : la *Première Symphonie* de Brahms peut être assommante si elle n'est pas soutenue de terre. Surpris ! Les vents se tiennent à peu près. Les cordes sont plus solides, plus homogènes, plus souples. Charles Dutoit dirige avec un sens remarquable de l'articulation, il éclaire les lignes, sans focaliser l'attention sur tel ou tel groupe instrumental. Le Brahms de Charles Dutoit n'est pas « mystique », il est éclatant, joyeux, entre ciel et bête. Cette approche convient particulièrement bien à la robuste *Première Symphonie*. Les tempos sont affutés, si bien agencés que le finale, particulièrement bien mené, nous vaut des moments éblouissants. L'allégresse du chef et des musiciens se communique aux rangs du public.

ALAIN LOMPECH

EN BREF

Une cloche en hommage à Olivier Messiaen. - Une cloche coulée en hommage à Olivier Messiaen sera bénie, dimanche 25 avril, à l'issue d'un concert donné dans l'église Notre-Dame de Champcoell (Essonnes). Elle portera le nom de Cécile comme la mère de Messiaen, la poétesse Cécile Sauvage. Le pianiste Vincent Coq, le violoncelliste Raphaël Vidoux, le violoniste Guillaume Suter et le clarinetiste Romain Chuyot interpréteront le *Quatuor pour la fin du Temps*.

Renseignements : 64-99-74-23, 50 F, 20 F pour les enfants.

Mort du créateur André Olivier. - Plus de quarante ans aux côtés du couturier Pierre Cardin, André Olivier est mort le jeudi 22 avril à

Paris, à l'âge de soixante et un ans. Né à Toulouse en 1932, il avait suivi des études à l'École des beaux-arts de Paris, avant d'entrer chez Cardin en 1952. Il y avait d'abord créé la ligne de mode masculine, puis avait collaboré aux collections de haute couture. Sa spécialité était le flou et les superbes drapés fluides qui défilèrent deux fois par an étaient ses œuvres. Pierre Cardin ne manquait d'ailleurs jamais d'associer André Olivier à ses succès, notamment à la fin de chaque présentation de haute couture quand ils venaient ensemble sur le podium recueillir les applaudissements. Pendant plusieurs années, André Olivier avait également dessiné sous sa propre griffe une ligne masculine distribuée aux États-Unis.

POINT DE VUE

Un patrimoine symbolique menacé à Aix-en-Provence

par Michel Parent

DES historiens ont dit depuis longtemps tout l'intérêt de l'ancienne prison d'Aix-en-Provence qui, paradoxalement, constitue un lien de la longue histoire de l'élaboration des droits de l'homme et des conquêtes des Lumières. Primitivement conçu par Claude-Nicolas Ledoux, le bâtiment se situe au croisement de deux séries d'ouvrages éprouvés par de multiples destructions : l'œuvre de Ledoux lui-même ; et l'architecture carcérale française des dix-huitième et dix-neuvième siècles. Il s'agit là d'un des monuments subsistant d'une double histoire des formes et de la société, sa valeur symbolique est indéniable.

À la veille de la Révolution, la « morale naturelle » du philosophe anglais Bentham se fonde sur le modèle libéral du marché : recherchant le plus grand bonheur pour le plus grand nombre, il vise à accorder la somme des plaisirs et à réduire celle des douleurs par l'équité de l'échange, non sans affecter des plaisirs altruistes d'un coefficient favorable... Ce curieux calcul se transpose géométriquement dans l'agencement des prisons.

L'espace-temps de la solitude cellulaire et l'espace-temps communautaire s'équilibrent. La disposition panoptique permet de gérer l'espace à partir d'un point focal avec une surveillance minimale. Cette tradition a été adaptée pour la première fois à un plan de prison par Pierre-Gabriel Bureau, en 1795 (ainsi que le montre J.-M. Pérouse de Montclau), avant d'être appliquée par Bentham et ses années américaines et françaises au dix-neuvième. Mais Ledoux en a fait, dès 1775, la base structurelle de la Saline royale d'Ar-et-Senans, matrice de sa ville idéale.

C'est alors qu'il conçoit ensemble le palais de justice et la prison d'Aix comme modèles d'une sorte de cité judiciaire des Lumières. Le palais doit élever sa découpe pyramidale, sym-

bole de stabilité, jusqu'au temple, espace vertical ou sommet, où la lumière solaire et zénithale s'infuse. Quant à la prison, répondant à la loi du salon et la tour de la cathédrale-palais, elle substitue une sorte de froide neutralité à l'horreur débridée ; les prisonniers sont séparés selon les types de leurs délits, et sans être panoptique, la distribution en croix grecque des quartiers, comme dans les hôpitaux, invite les regards à converger vers la chapelle, ultime recours de l'espérance. Mais l'extérieur, lui, se veut « terrifiant » pour être dissuasif et par conséquent présent, avec ses façades aveugles, ses hautes masses couvertes, son effet sépulcral. L'ensemble de ce projet d'architecture parlante est ainsi d'un prestige comparable à celui de la ville idéale, fondée sur la conjonction des ressources terrestres et du modèle cosmique : une vision grandiose qui, comme la Saline, allait devenir réalité...

Ouvré en 1784, le chantier d'Aix fut interrompu par la Révolution et repris plus tard plus modestement par Michel Penchaud, qui eut le mérite d'en conserver l'essentiel projeté et le plan initial. Aujourd'hui, il est question de percer l'une des multiples ouvertures et de détruire l'autre, pour transformer l'ancienne prison en nouveau tribunal. Il se trouve que la plupart des anciennes prisons françaises ont déjà été détruites, comme une sorte de réflexe superstitiel à l'égard de leur fonction originelle. C'est en vain, qu'en 1974, j'ai plaidé la cause de la Petite Roquette de Paris, avec Michel Foucault. L'année suivante, Michel Guy a fait protéger la prison-rotonde panoptique d'Autun, seule rescapée. La défiguration totale projetée à Aix incite à élargir le débat à l'ensemble de la problématique de l'architecture judiciaire.

Michel Parent est président honoraire du Conseil international des monuments et des sites, vice-président de la Fondation Claude-Nicolas-Ledoux.

BILLET

La peseta en difficulté

Coincidence ! Au moment même où l'OCDE publie un rapport aussi sévère qu'alarmant sur l'Espagne (lire page 18), la peseta est vivement attaquée sur les marchés des changes. Des attaques si dures et si insistantes que la Banque de France et la Bundesbank doivent voler au secours de la Banque centrale d'Espagne dans la défense d'une monnaie rendue plus vulnérable par l'annonce d'élections législatives anticipées. Actuellement en visite officielle en Pologne, M. Gonzalez a déclaré que son gouvernement était fermement décidé à maintenir la parité de la peseta et que la spéculation était bientôt essor, ajoutant que les attaques des marchés étaient le résultat de questions politiques et non pas économiques.

Que la cote de confiance de M. Gonzalez et sa crédibilité soient sérieusement entamées, cela est certain et pose un problème politique que les élections du 6 juin vont peut-être résoudre. Mais les attaques contre la peseta s'expliquent aussi - quel qu'en dise le président du gouvernement - par une situation économique et financière sérieusement dégradée et problématique pour assez longtemps. Championne d'Europe de la croissance économique et du nombre de créations d'emplois, l'Espagne a connu entre 1985 et 1990 des années fastes. Mais le pays, largement aidé en cela par des investissements étrangers massifs, a maintenant parcouru la partie la plus facile de sa phase de développement. Pour avoir presque exclusivement privilégié la croissance, l'Espagne se retrouve maintenant confrontée aux problèmes classiques de l'inflation des prix et des coûts, aux déficits extérieurs, à la perte de compétitivité. Signe de ces déséquilibres : un déficit grandissant des finances publiques qui avoisine 4 % du PIB et qui risque de s'aggraver à cause du coût croissant des programmes sociaux et du service de la dette des entreprises publiques.

La volonté de M. Gonzalez d'arriver l'Espagne à l'Union économique et monétaire a poussé le gouvernement à durcir depuis l'année dernière sa stratégie économique. Mais l'acceptation d'une certaine austerité et de réformes dérangeantes (celles qui concernent les salaires notamment et la concurrence), dans un pays où le taux de chômage approche 20 % de la population active, e de quoi inquiéter beaucoup de monde, et pas seulement les cambistes. Résultat : alors que les taux d'intérêt baissent partout, ils montent en Espagne.

Le pays résistera-t-il ou empruntera-t-il comme la Grande-Bretagne et l'Italie d'autres voies de redressement, passant par la dévaluation ou même la sortie du SME ? C'est pour éviter de telles solutions que l'Allemagne et la France vont au secours d'une monnaie et d'un pays en réelle difficulté.

ALAIN VERNHOLLES

Grandly : « le commencement du début d'une ébauche de solution » pour l'usine de Creutzfeld. — Le ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur, Gérard Longuet, a affirmé, vendredi 23 avril à Metz, contrevenir « le commencement du début d'une ébauche de solution industrielle » pour l'usine de télévisions Grundig de Creutzfeld (Moselle) menacée de fermeture. Le ministre a envisagé l'appui de « nouvelles productions », des contacts « pas seulement asiatiques » — ayant déjà été établis. Il a cependant ajouté qu'« il y aura des compromis partout ». De son côté, le directeur général Johnny Komnits écrit, dans un communiqué, avoir été « mandaté par le directeur du groupe Grundig pour explorer toutes possibilités de maintien de l'activité industrielle sur le site ». Cette « recherche active » se poursuivra jusqu'au 21 mai.

Alors que Matignon s'apprête à annoncer des « économies »

M. Balladur a engagé le dialogue avec les partenaires sociaux

Entouré de sept ministres, le premier ministre a réuni les partenaires sociaux, le vendredi 23 avril, à Matignon. La rencontre a surtout permis d'entretenir un climat social, pour l'instant favorable, avant les décisions gouvernementales du mois prochain annoncées comme douloureuses.

Dans la bouche de M. Balladur, le propos ne saurait être un lapsus. Pour signifier l'importance de la rencontre convoquée à Matignon, vendredi 23 avril, avec tous les partenaires sociaux, il fit observer que « huit ministres » avaient « consacré leur journée à cette réunion ». Et, puisque la reprise du dialogue social vaut bien une messe, le premier ministre en fut le grand ordonnateur des plus civils. Alors qu'il était prévu que les discussions puissent se poursuivre le samedi matin, le cas échéant, celles-ci se terminèrent en fin d'après-midi, en avance sur l'horaire. Ainsi, les délégations syndicales et patronales prirent-elles congé avant que le chef de gouvernement s'exprime à son tour. Largement à temps pour les journaux télévisés de 20 heures. Comme le confiait à la sortie Marc Blondel, secrétaire général de Force ouvrière, impressionné par la technique et l'attitude du premier ministre : « Il nous a fait un numéro d'ENA. Après chaque sujet, il faisait la synthèse en trois minutes ».

Chacun ayant pu s'exprimer, tous déclarèrent avec une satisfaction non dissimulée que la séance, commencée le matin, avait été « fructueuse ». Seule la CGT manifestait sa réserve en affirmant qu'elle avait participé à « une information à sens unique », qualifiant la réunion « de non-débat qui n'a pas eu de résultat ».

Dans l'esprit d'Edouard Balladur, tel n'était pas l'objet de cette journée de travail, de toute façon. Il s'agissait certes de passer en revue la plupart des dossiers sociaux, en priorité ceux de l'emploi et de la situation financière des différents régimes (Sécurité sociale et UNEDIC), mais surtout « de s'informer mutuellement », toujours dans le souci d'apporter la preuve d'un « esprit de rassemblement, de tolérance et de respect mutuel ». Il était clair qu'aucune décision ne devait être prise, et le premier ministre a souligné que des avis divergents demeuraient au sein du gouvernement quant aux solutions à adopter. Une réunion entre les ministres, fixée au samedi après-midi, devrait rapprocher les points de vue.

« Avant d'attaquer la faiblesse »

Même s'ils n'ont « pas tout dit » au cours de ce débat commun, dont M. Blondel continuait à regretter qu'il n'ait pas été précédé de contacts bilatéraux, les partenaires sociaux, eux aussi divisés sur certains points, n'étaient pas mécontents de la formule. Pour résumer le sentiment de tous, le dirigeant de FO disait qu'il ne s'était « pas senti piégé » en raison, justement, de l'absence volontaire de choix clairement indiqués. Tout ou plus aura-t-on après que le premier ministre recevra individuellement les organisations syndicales et patronales d'ici le mois de juin et que chaque ministre concerné est chargé, pour son compte, de poursuivre le même dialogue afin d'élaborer les mesures qui, toutes, « ne figureront pas dans le collectif budgétaire ». Une seule exception à cette règle : M. Rossinat, ministre de la fonction publique, et M. Balladur, recevront ensemble les syndicats de fonctionnaires le 3 mai, jour de la publication attendue du premier rapport sur l'état des finances publiques demandé au procureur général de la Cour des comptes, Jean Raynaud.

Peut-être la poursuite de l'état de grâce est-elle à ce prix. Au travail depuis le début du mois, l'équipe de M. Balladur souhaite prolonger une période de sérénité propice à sa réflexion et — la méthode utilisée pour la rencontre avec les partenaires sociaux le prouve — favorable à l'instauration

d'un climat détendu, si ce n'est de confiance. Pas un chiffre, pas un diagnostic autre que général ne filtre, le premier ministre se contentant de rappeler « le caractère sérieux de la situation » ou se limitant à de simples injonctions. Par exemple, il a demandé à ses interlocuteurs de « prendre conscience de l'état des lieux et se préparer à en tirer les conséquences ».

Si tout cela ne s'apparente pas à un discours chuchoté qui promettrait « du sang et des larmes », il est cependant manifeste que cette manière encore onctueuse vit ses dernières heures. M. Balladur a fixé le premier rendez-vous au 5 mai, date retenue pour l'annonce du collectif budgétaire qui comprendra, a-t-il répété, des « économies » et des mesures « pour améliorer la situation ». Nanti alors des comptes exacts de M. Raynaud, il abordera alors l'épreuve de vérité ; n'a-t-il plus crûment, il attaquera enfin la faiblesse.

Pour l'instant séduits, les partenaires sociaux savaient, vendredi soir, en quittant Matignon, que les choses sérieuses débiteraient prochainement. Dans cette perspective, ils fournissent leurs armes, leurs arguments, et ne désespèrent pas, pour certains d'entre eux du moins, de faire accepter leurs vues. Ils font souvent montre de confiance. Improprement qualifiée de « Grenelle à froid », la réunion aura sans doute servi à cela. Elle décrie d'autant mieux les rapports que tous savent qu'une nouvelle rencontre est prévue pour la fin du mois de juin.

ALAIN LEBEAUE

Le ministre de l'agriculture s'est fait applaudir au congrès de la FNSEA

Les dirigeants agricoles pressent le gouvernement de demeurer « inébranlable » sur le GATT

C'est devant un parterre de délégués sages et peu vindicatifs que Jean Puelch, ministre de l'agriculture et de la pêche, a réussi son premier examen de passage en clôture, vendredi 23 avril à Versailles, le 47^e congrès de la FNSEA (Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles). Il a réaffirmé la « détermination » et la « fermeté » de la France dans la négociation du GATT et son discours a été applaudi.

Luc Guyau, président de la fédération, a déclaré, pour sa part, que son « non au GATT » était un « oui à l'Europe » et il a invité le ministre, qui retrouve ses collègues des Douze les 26, 27 et 28 avril à Bruxelles, à rester « inébranlable » car « les agriculteurs ne pardonneront aucune faiblesse sur ce dossier ».

C'est en fait Etienne Lapèze — grandier de la vieille garde de la FNSEA et secrétaire général, mais comme un renard du Quercy, artisan de tous les mouvements spectaculaires comme des mini-révolutions de palais de la Fédération — qui a résumé de la manière la plus courageuse les défis qu'il désormais à affronter un paysan désemparé. « Notre lutte peut revêtir un caractère prospectif exemplaire. Mais attention ! Etant de plus en plus minoritaires, nous ne serons capables de dialoguer au-delà de notre

propre milieu, ou bien nous nous verrons imposer des choix, bons ou mauvais, qui ne seront pas les nôtres. Ne restons pas cantonnés dans un combat purement revendicatif. Et pour tant la franchise n'aura pas payé puisqu'il n'a été reconduit par les agriculteurs du Sud-Ouest au conseil d'administration que d'extrême justice ».

Lui et d'autres, qui ont compris enfin que l'agriculture devait jouer la carte de l'économie compétitive, la qualité, l'exportation, la performance, devaient, comme celle des primes, compensations et pleuricheries en tout genre, ont constamment cherché à convaincre les 1 500 délégués qu'il ne servait à rien « de rester rîné au passé ». Sans doute existait-il toujours des riches et des jeunes dynamiques et optimistes et, à côté, d'autres paysans qui relèveront plutôt du traitement social. Mais il faut avoir l'intelligence de notre diversité plutôt que d'y voir des antagonismes », a encore martelé Etienne Lapèze. Ah ! cette nuit syndicale, véritable anguille que tous les présidents de la FNSEA croient tenir et qui s'échappe dès que surgissent des périls de nature à dresser les uns contre les autres, éleveurs ou laboureurs, créateurs ou modestes propriétaires de troupeaux de moutons.

Luc Guyau s'est employé pendant trois jours à démontrer qu'elle avait été restaurée, cette cohésion, après que, l'été dernier, la confiance dans la FNSEA avait vacillé. De fait, le soir même, le président de la fédération et Gérard Lapie, secrétaire général adjoint, a été adopté à l'unanimité. Luc Guyau a été lui-même ovationné par ses pairs et aucun des administrateurs qui se représentaient au conseil n'a été mis en minorité. « Voilà de quoi nous responsabiliser », a pu juger, satisfait, le Vendéen Luc Guyau, qui avait besoin de conforter sa crédibilité.

Outrances de mauvais aloi

Unité, responsabilité : voilà les deux mots-clés qui ont dominé un congrès calme, studieux, convenable, presque assé, voire las. Qu'elle était loin l'ambiance électroce de Bourg-en-Bresse en avril 1992, quand Raymond Lacombe fustigeait d'un ton de stator cette « Europe prête à succomber aux faux semblants de la paix américaine... » !

Bien sûr, le congrès n'aura pas failli à la règle et comptera son lot de tirades prononcées dans le seul but de susciter les hurrahs. « Que la France rappelle ses techniques de Bruxelles et les mette quelques jours au cul des vaches ou à bîner les betteraves », a lancé le président du CNJA, Christian Jacob. Le responsable de l'île-de-France s'est laissé aller à des outrances de mauvais aloi, comparant ses troupes aux « victimes d'un génocide voulu et organisé ». Luc Guyau lui-même aura enfoncé les trompettes de la démagogie facile en stigmatisant l'ampleur de « la subvention de l'Etat pour combler le déficit de la RATP, bien supérieure aux

dotations pour l'aménagement rural ». Derrière la forme, le fond heureusement a prévalu, et au moins cinq questions essentielles ont pu être débattues : comment réduire jusqu'à zéro l'impôt foncier non bâti sans assécher les budgets des communes rurales ? Comment donner aux conjoints des agriculteurs un véritable statut de chef d'entreprise ? Comment définir un revenu professionnel agricole distinguant le revenu disponible et les sommes réinvesties ? Comment maintenir une agriculture sur l'ensemble du territoire ? Comment résoudre les désordres monétaires en Europe qui provoquent des distorsions de concurrence de 30 % ?

Le même discours que M. Soisson

Les envolées contre la politique agricole commune (PAC) et le GATT constituaient évidemment les meilleurs boucs émissaires pour susciter et amplifier des colères unanimes. Luc Guyau ne s'est pas gêné pour les fusiller. « La réforme de la PAC est fondamentalement perverse et il faut la reconstruire morceau par morceau », a-t-il déclaré devant le ministre de l'agriculture et de la pêche Jean Puelch, qu'il avait qualifié quelques instants plus tôt de « novice ». Sans promettre le mat labou de ven, alors qu'il utilisait abondamment à l'époque du gouvernement Bérégovoy, il a lancé cette mise en garde : « Lors des dernières élections, les responsables politiques actuels se sont publiquement engagés à renégocier le pré-acord de Washington. M. Balladur n'a fait preuve de fermeté devant M. Kohl. Tout mouvement contraire serait incompréhensible et immédiatement sanctionné ».

Dans un long discours au fil duquel il n'a cité aucun chiffre budgétaire, mais fait appel à dix reprises à la nécessité d'une concertation approfondie, Jean Puelch a dit qu'il faudrait « définir des priorités dans l'ordre des choix difficiles ». Puisque la négociation du GATT a abouti à un total isolement de la France au sein de la CEE au terme d'un enchaînement désastreux d'événements, il faut que le gouvernement reprenne l'initiative. La négociation devra être globale, dans un cadre multilatéral, où chacun trouvera un intérêt en termes équilibrés. Pour le reste, notamment la longue litanie des requêtes auprès de la Commission et des Douze, Jean-Pierre Soisson avait déjà prononcé presque exactement le même discours que son successeur.

Jean Puelch aura formulé beaucoup de souhaits, mais annoncé aucune décision significative. Et pour cause : c'est Edouard Balladur qui, le 7 mai, les dévoilera lui-même aux organisations syndicales et professionnelles. N'empêche, le discours du nouveau ministre aura été applaudi et les habitudes qu'ilbats seront restés dans les gorges. De mémoire de congressiste de la FNSEA, on n'avait vu ni entendre cela depuis longtemps.

FRANÇOIS GROSCHARD

Renouvellement

Tous les trois ans, la FNSEA réunit un congrès électif et renouvelle donc entièrement ses instances dirigeantes. Sur les 67 membres du conseil d'administration 21, notamment en Rhône-Alpes, Normandie, Bourgogne-Franche-Comté, ne se représentaient pas un autre mandat. Les élections qui ont eu lieu le jeudi 22 avril ont provoqué un renouvellement des dirigeants, qu'ils soient désignés selon des critères géographiques, sur une liste nationale ou en fonction de catégories spécifiques (producteurs de viande ou de végétaux, agriculteurs, fermiers, jeunes ou anciens agriculteurs).

Mercredi 28 avril le nouveau conseil d'administration désignera le bureau de trente membres dont le président et les secrétaires généraux. Luc Guyau, désigné au titre de la Vendée et de l'Ouest au conseil d'administration, sera candidat à sa propre succession à la présidence.

lundi 19 avril à l'agression, avec une dizaine d'autres personnes, contre Jean-Michel Videm, expert immobilier mandaté par le Crédit agricole pour estimer les biens d'un agriculteur gervais (le Monde du 24 avril). Marc Serres est inculpé de vol simple, destruction d'objets mobiliers par incendie, voies de fait avec préméditation et port-armes. — (Corresp.)

OUVERTURE D'UNE ENQUÊTE D'UTILITÉ PUBLIQUE EN VUE DES TRAVAUX DE CONSTRUCTION DU TUNNEL DU SOMPORT ET DE SA VOIE D'ACCÈS SUR LES COMMUNES D'URDOS ET DE BORCE

Le public est informé qu'en application de l'arrêté préfectoral en date du mardi 20 avril 1993, il sera procédé du mardi 11 mai au vendredi 11 juin 1993 inclus, à une enquête sur l'utilité publique du projet de construction du tunnel du Somport et de sa voie d'accès sur le territoire des communes d'URDOS et de BORCE.

La commission d'enquête, désignée par le président du tribunal administratif de PAU, est ainsi composée : PRÉSIDENT : M. Pierre BLONDEL, conseiller-maire en service extraordinaire à la Cour des comptes. MEMBRES : M^{me} Françoise DISSARD, inspecteur général de la construction honoraire. M^{me} Solange BOURGADE, chef de service de préfecture honoraire.

Le siège principal de l'enquête est fixé à la mairie d'URDOS. Les pièces du dossier, qui comportent l'étude d'impact, ainsi qu'un registre d'enquête sont déposés aux mairies d'URDOS, de BORCE, d'ACCOS, chef-lieu de canton, à la préfecture de PAU et à la sous-préfecture d'OLORON SAINT-MARIE, du 11 mai au 11 juin 1993 inclus.

Le public pourra en prendre connaissance et consigner ses observations sur les registres ouverts à cet effet, aux heures d'ouverture des bureaux figurant dans le tableau ci-dessous, ou les adresser, par écrit, au Président de la commission d'enquête, à la mairie d'URDOS. Le Président ou un membre de la commission d'enquête se tiendra à la disposition du public, pour recevoir les observations, les jours et heures ci-après :

LIEX D'ENQUÊTE	JOURS ET HEURES D'OUVERTURE DES BUREAUX	JOURS ET HEURES DE PERMANENCE DU PRÉSIDENT OU D'UN MEMBRE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE
ACCOS	Mardi 11 mai 1993 de 9 h à 12 h Mercredi 12 mai 1993 de 9 h à 12 h Jeudi 13 mai 1993 de 9 h à 12 h	Mercredi 13 mai 1993 de 9 h à 12 h Jeudi 14 mai 1993 de 9 h à 12 h
BORCE	Mardi 11 mai 1993 de 9 h à 12 h Mercredi 12 mai 1993 de 9 h à 12 h Jeudi 13 mai 1993 de 9 h à 12 h	Mercredi 13 mai 1993 de 9 h à 12 h Jeudi 14 mai 1993 de 9 h à 12 h
URDOS	Mardi 11 mai 1993 de 9 h à 12 h Mercredi 12 mai 1993 de 9 h à 12 h Jeudi 13 mai 1993 de 9 h à 12 h	Mercredi 13 mai 1993 de 9 h à 12 h Jeudi 14 mai 1993 de 9 h à 12 h
SOUS-PRÉFECTURE D'OLORON-SAINTE-MARIE	Tous les jours, sauf le samedi, de 9 h à 12 h et de 13 h 30 à 17 h	Vendredi 14 mai 1993 de 13 h 30 à 16 h 30 Vendredi 14 mai 1993 de 13 h 30 à 16 h 30
PREFECTURE DE PAU	Tous les jours, sauf le samedi, de 9 h à 12 h et de 14 h à 16 h	Vendredi 14 mai 1993 de 13 h 30 à 16 h 30 Vendredi 14 mai 1993 de 13 h 30 à 16 h 30

Copie du rapport et des conclusions de la commission d'enquête sera adressée à la Mairie de chaque commune où s'est déroulée l'enquête et à la Sous-Préfecture d'OLORON SAINT-MARIE, pour y être sans délai tenue à la disposition du public pendant un an à compter de la date de la clôture de l'enquête. Ce même document sera également tenu à la disposition du public à la Préfecture de PAU, Direction des Collectivités locales et de l'Environnement — Affaires foncières. Par ailleurs, les personnes intéressées pourront obtenir communication du rapport et des conclusions de la commission d'enquête en s'adressant au Préfet des Pyrénées-Atlantiques.

LE PRÉFET,
Signé : Jacques ANDRIEU

Pour protester contre la chute des cours du poisson

Les pêcheurs bretons appellent au blocage des ports de plaisance

Après un mois d'ecclalmie, les pêcheurs bretons ont décidé de remonter au créneau pendant le week-end des 24 et 25 avril, en bloquant, à l'appel du comité de survie, les ports de plaisance en Manche et dans l'Atlantique. Ils veulent obtenir la libération d'un patron-pêcheur emprisonné après les violentes manifestations du 17 mars à Bayonne et protester contre la chute des cours du poisson.

On constate une baisse générale, depuis lundi 19 avril, des cours du poisson sur toutes les criées bretonnes, après une remontée des prix au cours des trois dernières semaines. Ce redressement passager était dû au mauvais temps, à des mouvements sociaux chez les pêcheurs danois et à la fixation par la CEE de prix minima sur certaines espèces. Mais vendredi, à Concarneau, 5 tonnes de poisson n'ont pas trouvé preneur et ont été détruites.

« Affaire de Tourdan : un autre responsable agricole écroué. — Un quatrième agriculteur gervais, Marc Serres, président du Groupement d'action et d'amitié en milieu rural (GAMMIR) a été mis en examen vendredi 23 avril et placé en détention à la maison d'arrêt de Tarbes par Guy Etienne, procureur de la République d'Auch. Il a reconnu avoir participé à Tourdan (Gers)

REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 19 AU 23 AVRIL 1993

PARIS

La fin de l'état de grâce

INDICE CAC 40
- 3,55 %

Décidément, le comportement des boursiers restera toujours ininterprétable pour les simples. Après avoir misé pendant des semaines et contre tout sur une baisse des taux d'intérêt, la Bourse de Paris chute lourdement... à partir du moment où la baisse du prix de l'argent s'accroît en France et en Allemagne. Depuis la forte hausse du mardi 13 avril - avec le retour à 10 % du taux des prises en pension de la Banque de France - rien ne va plus sur le marché français.

Prises de bénéfices parfaitement logiques pour les uns, dans une Bourse devenue très chère, baisse des taux largement anticipée pour les autres : les valeurs françaises ont en tout cédé 3,55 % d'un vendredi à l'autre et l'indice CAC 40 est revenu à 1 918,58 points. Du coup, la liquidation du mois boursier d'avril est perdante de 1,94 % et il faut remonter cinq mois en arrière, à la semaine du 16 au 20 novembre 1992, pour trouver un recul légèrement supérieur. Quatre séances sur cinq se sont ainsi conclues cette semaine sur un repli de l'ordre de 1 %. Le seul sauveur, celui de jeudi, venu mettre un terme à une série ininterrompue de six baisses consécutives est la conséquence d'une baisse inespérée des taux allemands.

La Bundesbank a ainsi ramené son taux d'escompte de 7,50 % à

7,25 %, et le taux lombard de 9 % à 8,50 %. Profitant de l'occasion, la Banque de France lui a emboîté le pas dès vendredi en ramenant le taux de ses prises en pension de 8,75 % à 9,50 %. Elle a indiqué qu'elle procéderait lundi 26 avril à un appel d'offres au taux de 8,50 % au lieu de 8,75 % précédemment. En l'espace de dix jours, la banque centrale française a ainsi assoupli par trois fois sa politique monétaire. Lundi 19 avril, elle avait réduit de 0,35 % son taux d'appel d'offres et de 0,25 % celui des prises en pension. Et tout cela, sans le moindre effet sur la Bourse de Paris.

La récession comme leitmotiv

La faute, d'abord, aux investisseurs étrangers et notamment anglo-saxons qui, aux dires des opérateurs, ont profité de la solidité du franc pour réaliser une bonne partie des bénéfices engrangés depuis le début de l'année. Ils reviendront peut-être au moment des privatisations, mais ils considèrent que les valeurs françaises sont devenues chères avec en moyenne un rapport cours/bénéfices (PER) nettement supérieur à 16. Pour eux, l'essentiel des gains possibles compte tenu des résultats médiocres des entreprises françaises a été réalisé.

Les analystes français et étrangers sont en outre de plus en plus préoccupés par l'extrême faiblesse de l'activité en France et par la

succession d'annonces par les entreprises françaises de contre-performances l'an dernier et de prévisions peu encourageantes pour 1993. La baisse des taux va dans le bon sens, mais elle est lente et ses effets sur la croissance seront très progressifs. Après avoir salué la formation du gouvernement Balladur, les boursiers ne se font plus trop d'illusions sur sa capacité à faire redémarrer l'activité avant la fin de l'année. Le petit choc psychologique espéré au lendemain des élections législatives qui aurait permis une petite relance de la consommation et plus encore de l'investissement a fait long feu. Le terme même de récession revient comme un leitmotiv dans les prévisions de croissance pour les mois à venir. Des anticipations qui se doublent en France de la perspective d'une augmentation prochaine de la fiscalité.

Enfin, les boursiers avaient mis beaucoup d'espoirs dans les privatisations et gardaient en mémoire l'euphorie des années 1986-1987, avant le krach d'octobre. L'annonce d'un nouveau programme de privatisations était en tout cas synonyme à leurs yeux de beaucoup d'attention des pouvoirs publics à leur égard. Un virage à 180 degrés par rapport au désastre, mais c'était la Bourse, rien à cirer d'Edith Cresson. Mais là aussi, il leur faut déchanter. Certes, un coup de pouce fiscal en faveur de l'épargne longue est toujours à l'ordre du jour, mais les projets de privatisations se font de plus en

plus modestes. Le ministre de l'économie, Edmond Alphandery, en attend cette année « de 20 à 30 milliards de francs » et leur rythme dépendra étroitement « des capacités d'absorption du marché ».

Finalement, les investisseurs trouveront peut-être des raisons d'espérer dans le fait que l'épargne des Français, préoccupée par l'évolution du chômage et de leur situation financière, a, selon l'INSEE, beaucoup augmenté en fin d'année dernière. La baisse des taux clairement engagée pourrait tout de même finir par déboucher sur des arbitrages en faveur des actions. Selon les comptes trimestriels de l'INSEE, le pouvoir d'achat du revenu disponible brut des ménages a progressé de 1,5 % au quatrième trimestre de 1992, après 0,3 % de hausse au troisième trimestre, tandis que le taux d'épargne est passé de 12,5 % à 13,4 %.

Du côté des valeurs et après deux mois d'intenses négociations, la Coopération pharmaceutique française, qui prépare une contre-OPA sur le répartiteur pharmaceutique OCP, « avance très sérieusement » et pourrait déposer une contre-offre « dans quelques jours ». Une première OPA avait été lancée en mars par le groupe allemand Gehe sur l'OCP, leader français de la réparation (grossiste) avec 33 milliards de francs de chiffre d'affaires. Elle est toujours en cours et se termine le 12 mai.

ERIC LESER

NEW-YORK

Pause

Après avoir battu la semaine dernière un nouveau record, Wall Street a eu besoin de reprendre ses esprits. L'indice Dow Jones a ainsi cédé 1,8 % sur la semaine et s'est inscrit vendredi en clôture à 3 413,77 points dans un marché affecté par une succession de nouvelles défavorables sur la conjoncture économique américaine.

Les boursiers américains ont appris successivement que l'indice de la production industrielle était stagnant en mars, que le déficit commercial était en légère hausse en février, que l'utilisation des capacités de production était en repli en mars, que l'indice de confiance des consommateurs était également en baisse et enfin que les commandes de biens durables avaient chuté de 3,7 % en mars alors que les experts tablèrent sur un recul limité à 1 %. Dans ce contexte, les plans de bénéfices se sont multipliés même si les volumes de transactions sont restés dans l'ensemble plutôt réduits.

Du côté des valeurs, Philip Morris a annoncé une progression de

11 % de ses résultats trimestriels, mais la décision de la société de baisser le prix de certaines de ses cigarettes rend les pronostics pour l'ensemble de l'exercice très incertains. Autre résultat trimestriel attendu, celui d'IBM qui continue à se débattre dans les difficultés. La société enregistre une perte de 50 cents par action, à comparer à un gain de 4,45 dollars par titre réalisé sur les trois premiers mois de 1992.

Indice Dow Jones du 23 avril : 3 413,77 (c. 3 478,61).

	Cours 18 avril	Cours 23 avril
Alcoa	63 3/4	63 7/8
AT&T	60	59
Bell	17 3/4	17 1/2
Boeing	36 7/8	37 1/8
Chase Nat. Bank	53 3/8	51 7/8
Du Pont de Nemours	55 1/8	54 1/8
Eastman Kodak	88	84 1/4
GenCorp	65	64 1/4
General Electric	56 1/4	55 1/8
General Motors	40 1/2	40 1/2
Goodyear	78 1/2	73 7/8
IBM	49	47 3/4
ITT	44 1/4	43 1/4
Johnson & Johnson	61 1/4	61 1/4
Merck	60 1/2	60 1/4
Schering-Plough	66	63 1/4
Texas Instruments	54 5/8	52 3/4
Union Carbide	145 3/4	144 1/4
United Tech.	119 1/2	117 7/8
Windsor	48 1/2	48 5/8
Xerox Corp.	60 1/8	59

TOKYO

Hausse du yen, baisse des cours

La Bourse de Tokyo est repassée sous la barre des 20 000 points cette semaine en raison des craintes des investisseurs de voir l'appréciation du yen ralentir la reprise économique au Japon. L'indice Nikkei a terminé la semaine à 19 704,15 points, en baisse de 593,71 points ou 2,9 % sur la semaine précédente au cours de laquelle l'indice avait atteint son plus haut niveau en trois mois à 20 874,71. Les Acheteurs ont été faibles, atteignant en moyenne quotidienne 382 millions de titres contre 630 millions la semaine précédente.

La baisse du Nikkei est due à la rapide appréciation du yen qui a suivi les déclarations du président américain Bill Clinton selon lesquelles une hausse du yen favoriserait la réduction de l'excédent commercial japonais.

«Tôt ou tard, la hausse du yen va cesser, provoquant une reprise de la Bourse pendant que le marché examinera la réalité de la reprise à

travers les résultats des sociétés», a estimé le responsable titres de Toyo Securities Co., Kunita Kunitake.

La hausse de la Bourse de Tokyo de la semaine précédente était due à l'attente des investisseurs d'une reprise économique rapide à la suite de l'annonce d'un plan de relance. Le Nikkei a reculé durant cinq séances consécutives depuis la fin de la semaine précédente, avant de se reprendre vendredi en raison d'un réajustement des portefeuilles des investisseurs à la veille du week-end.

Indice Nikkei du 23 avril : 19 704,15 (c. 20 297,86); Toyo, 1 532,69 (c. 1 565,10).

	Cours 18 avril	Cours 23 avril
Aluminium	1 370	1 330
Aluminium	1 330	1 320
Carbone	1 500	1 440
Carbone	1 390	1 340
Carbone	1 470	1 400
Carbone	1 380	1 330
Carbone	1 400	1 350
Carbone	1 400	1 350
Carbone	1 400	1 350
Carbone	1 400	1 350

LONDRES

Rebond + 0,7 %

La Bourse de Londres a pu profiter, cette semaine, de la multiplication des signes de reprise de l'économie britannique et de la tendance à la baisse des taux d'intérêt en Europe pour repartir à la hausse. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a ainsi gagné 19,4 points (0,7 %) d'un vendredi à l'autre pour s'inscrire à 2 843,8 points.

Le Stock Exchange a progressé pendant les quatre premiers jours de la semaine avant de chuter de 1,3 % vendredi en raison de prises de bénéfices et de la faiblesse de Wall Street. Le marché s'était auparavant persuadé que la reprise tant attendue en Grande-Bretagne était bien au rendez-vous. Il s'est pour cela appuyé sur les bons indicateurs économiques publiés dans la semaine. A commencer par le recul un peu inattendu du chômage en mars pour le deuxième mois consécutif. Les ventes de détail ont augmenté pendant trois mois de suite et les crédits hypothécaires pour l'achat de logements se sont fortement accrues le mois dernier.

Les valeurs britanniques ont également été dopées par les baisses des taux d'intérêt allemands puis européens, et par l'annonce d'une importante OPA de Pearson sur Thames Television.

Indice « FT » du 23 avril : 2 843,80 (c. 2 824,40); 30 valeurs 2 240,50 (c. 2 202,50); fonds d'Etat 121,4 (c. 96,30); mines d'or 95,72 (c. 112).

	Cours 16 avril	Cours 23 avril
Alfred Lyons	5,50	5,75
BP	3,04	2,90
BT	0,06	0,13
Cadbury	4,79	4,79
De Beers	10,28	10,18
Glaxo	5,54	5,77
Glaxo	28,66	28,66
ICI	11,68	12,58
Imperial	12,78	12,84
RTZ	6,47	6,48
Shell	4,24	4,24
Unilever	11,20	11,18

FRANCFORT

Déception - 1,3 %

La semaine boursière à Francfort a été décevante et la baisse surprise de ses taux directeurs par la Bundesbank jeudi n'a pas provoqué une véritable reprise des cours. L'indice DAX s'est inscrit en fin de semaine en clôture à 1 657,10 points, en recul de 1,3 % d'un vendredi à l'autre.

Après une légère hausse lundi, le marché a ensuite cédé du terrain avant la réunion du conseil central de la Bundesbank jeudi. La publication, mercredi, d'un taux de croissance élevé de la masse monétaire allemande M3 avait éteint les espoirs d'une nouvelle baisse des taux. Il faut dire que M3 était en progression de 3,2 % en mars (rythme annuel), soit une forte hausse par rapport à février (croissance négative de 0,3 %) et janvier (-2,4 %).

La Bundesbank a pourtant pris, comme à son habitude, les marchés à contre-pied en annonçant jeudi une diminution d'un quart de point du taux d'escompte à 7,25 % et d'un demi-point du taux Lombard à 8,5 %. La Bourse allemande a salué dans un premier temps le geste de la banque centrale allemande mais les prises de bénéfices se sont multipliées vendredi. Les incertitudes concernant l'ampleur de la récession en Allemagne, l'aggravation du déficit public allemand et le référendum en Russie ont pesé sur la cote.

Indice DAX du 23 avril : 1 657,10 (c. 1 678,85).

	Cours 16 avril	Cours 23 avril
AGF	198	191,20
BASF	228,20	228,20
Boehringer	278,80	274,70
Chemiebank	300,70	300,80
Continental	712,70	703
Henkel	248,70	244,60
Karlshaus	328	323
Mannesmann	280,80	282,70
Siemens	644	628,40
Volkswagen	317,20	328,80

Agroalimentaire

	23-4-93	DIF.
Bouygues	2818	- 60
BSN	918	- 32
Citilab	711	- 17
Compagnie Ind.	3330	+ 90
LYS	3463	- 37
Perrier	406,20	- 6,10
Reny-Coleman	153,80	- 4,20
Saint-Louis	1151	- 24

Assurances

	23-4-93	DIF.
AGF	620	- 11
AXA	1288	- 71
GAN	411	- 15,10
Group Vireo	872	- 75
SCOR SA	541	- 104
UAP	838	- 38

Bâtiment et matériaux

	23-4-93	DIF.
Bouygues	687	- 30
Ciments français	339	- 11
Colson	988	- 60
Carrelage	35,30	- 2,76
Forçage	950	- 18
GTI Entreprises	430	- 16
Immo. Pénin.	132,30	- 6,70
Jean Lefebvre	1116	- 123
Lafarge-Capelle	332,60	- 32,80
Pellerin	291,80	- 11,20
Saint-Gobain	495,40	- 10,70
SGE	227	- 11
Solo-Bâtiments	395	- 18,90

Chimie

	23-4-93	DIF.
Air Liquide (L)	748	- 21
ELF Saur	900	- 23
Geacques	330	- 2
Institut Minéral	9 800	- 220
Michelin	161,20	- 6,80
Plastic Omnium	781	+ 93
Rhône-Poulenc A.	394	- 24
Rhône-Poulenc CI	623	- 32
Rhône-Poulenc	648	+ 19
Synthos	128	+ 34

Consommation non alimentaire

	23-4-93	DIF.
BIC	1088	- 12
Carrefour	1188	- 27
Cheminier	285,30	- 1,80
Chicco	818	- 18
DMC	278	- 13
ELF	638	- 98
Elle et Lui	638	- 3
Groupo Anel	729	- 1
L'Oréal	1083	- 61
Moncler	58,90	- 6,70
Reinert	1488	- 14
SEB	425,80	- 14,80
Sida Textiles	1086	- 3
Sommer-Hilbert	1377	- 44
Yves Saint Laurent	1350	- 104
Zadig	1828	- 144

Crédit et banques

	23-4-93	DIF.
Comp. bancaire	438,80	- 18,60
BNP CI	807	- 11
Crédit	1237	- 43
Crédit	327,80	- 5
Crédit	219	- 104
Crédit	248	- 7,10
Crédit	1108	- 80
Crédit	419	- 19
Crédit	817	- 18
Crédit	1277	- 19
Crédit	812	- 17
Crédit	1286	- 32
Crédit	248	- 3
Crédit	528	- 27
Crédit	335	- 12

Electricité et électronique

	23-4-93	DIF.
Alcatel-Alsthom	644	- 38
Alcatel-Cable	522	- 28
CESE	888	+ 28
Infotouch	480	- 41
Labinal	818	- 84
Legrand	4418	- 288
Matra-Hachette	284	- 14
Renault-Industrie	728	- 24
Sagem	3 400	- 24
Schneider	888	- 12
Socotec	188,50	- 4,80
Thomson CTF	180,20	- 6,10

Distribution

	23-4-93	DIF.
Alcatel-Sap	2 038	- 48
Benetton	882	- 21
Carrefour	2 080	- 17
Casino	140	- 8
Carrefour	600	- 2
Carrefour	486	- 14
Carrefour	1 300	- 48
Carrefour	3 575	+ 85
Carrefour	482	- 25
Carrefour	1 780	+ 110
Carrefour	1 410	- 20
Carrefour	1 540	- 60
Carrefour	738	+ 3
Carrefour	909	- 8
Carrefour	726	- 10
SCOA	18,10	+ 0,20

VALEURS LE PLUS ACTIVEMENT TRAITÉES AU RM

	Nombre de titres	Valeur en cap. (RM)
Alcatel-Alsthom	1 687 986	988 048
Alcatel-Cable	819 180	493 343
CESE	212 048	881 878
Infotouch	1 087 130	818 084
Labinal	1 896 400	498 188
LYS	131 330	490 386
Matra-Hachette	182 380	428 878
Renault-Industrie	1 212 788	428 878
SGE	491 280	428 878
Socotec	10 831 000	387 478
Schneider	908 948	381 482
Socotec	280 888	381 482
Alcatel-Alsthom	236 410	381 482
Lyons	708 220	321 123

LES PLUS FORTES VARIATIONS DE COURS HEBDOMADAIRES (RM)

	Valeurs	Hausses %	Valeurs	Baisse %
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4
Volvo	+ 5,7	13,4	- 13,4	- 13,4

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	16-4-93	19-4-93	20-4-93	21-4-93	22-4-93
RM	2 247 889	2 294 611	2 063 685	3 338 272	3 815 483
Comptant	22 862 282	21 788 378	18 417 059	23 388 131	28 786 934
R. et obl.	193 908	137 583	180 435	212 587	190 983
Total	25 304 069	24 201 472	19 231 189	28 919 000	30 793 390

INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	19-4-93	20-4-93	21-4-93	22-4-93	23-4-93
Indice gén.	1 988,91	1 948,33	1 931,89	1 944	

CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

Le compartiment de l'eurofranc en vedette

L'accueil fait outre-Manche aux derniers emprunts internationaux libellés en francs est révélateur d'un changement de sentiments à l'égard de cette monnaie. Très réservés des derniers mois, les investisseurs britanniques s'intéressent à nouveau aux titres français. Ils remanient en conséquence leurs portefeuilles, ce qui favorise les conduits à se défaire d'obligations en marks qui rapportent moins.

Globalement, le compartiment de l'eurofranc était très en vue la semaine passée car il a rouvert ses portes aux emprunteurs étrangers. Certains, comme la Banque européenne d'investissement, ont dû à présent ou auront bientôt à l'apaiser de ressources en francs. Pour d'autres, solliciter le marché français n'est qu'un moyen détourné de se procurer des fonds en une autre devise. La Norvège a ainsi émis, vendredi 23 avril, un euro-emprunt de 3 milliards de francs dont elle obtiendra le produit en yens et qu'il lui faudra rembourser en fonction de l'évolution du taux de l'argent à Tokyo. Le Trésor publie d'Orléans à conclure à cet effet un contrat d'échange avec une banque japonaise, IBI.

Le yen, est une monnaie à laquelle sont assortis des taux d'intérêt très bas, ce qui explique l'importance qu'il a prise dans la pondération de la dette extérieure de plusieurs pays. Ce taux est d'environ 15 % pour la Norvège.

Telle qu'elle est apparue aux yeux des investisseurs, l'affaire a suscité un vif intérêt. La Norvège est un emprunteur de choix. Elle n'avait plus sollicité le marché français depuis une quinzaine d'années. Sur le marché allemand, ses apparitions sont plus fréquentes. Sa plus récente opération en marks a été émise immédiatement après Pâques et pour alimenter les investisseurs, lui a suffi de proposer un revenu supérieur de 12 points de base seulement à celui que procurait alors les bons du Trésor de Bonn. Sa transaction française se différencie bien davantage des bons d'Etat. Elle offrait au départ une prime de 25 points de base par

rapport aux obligations gouvernementales émises à Paris. L'affaire était placée sous la conduite de Paribas. C'est un des succès de la semaine.

L'euro-émission de 1,5 milliards de francs lancée jeudi pour le compte de la Banque européenne d'investissement a également retenu l'attention de tous les spécialistes. Sa durée est la même, cinq ans, mais ses conditions sont beaucoup plus sévères. Le rendement auquel les investisseurs pouvaient s'attendre au départ se situait à 7,02 % contre 7,14 % pour la Norvège. La différence s'explique en partie par le crédit dont jouit la Banque européenne, dont la signature est une des plus respectées de tous les marchés internationaux et qui, en Italie, est tout particulièrement appréciée. On estime que l'opération se placera à plus de 20 % dans des portefeuilles transalpins.

Un élément technique non négligeable

En outre, un élément de nature technique a joué un rôle non négligeable. L'emprunteur n'a pas immédiatement besoin des fonds. Il entend les obtenir en plusieurs étapes dans les six mois qui viennent. Mais il s'est dit à présent assuré du coût de ses tirages et ce coût sera de 16 points de base plus élevés que celui des bons du Trésor français qui servent de référence. La Banque européenne a conclu à cet effet un contrat avec le Crédit commercial de France qui s'occupe de son emprunt. Il est probable qu'en raison de ce contrat seule une partie de son montant a été offerte en souscription.

Les quatre autres débiteurs qui cherchaient à lever des fonds la semaine passée sur le marché de l'eurofranc n'ont eu aucune difficulté à mener à bien leur entreprise. Il y a eu deux opérations pour le compte de sociétés privées américaines, McDonald et une autre, qui fait partie du groupe Toyota. Elles ont chacune bénéficié de la notoriété des emprunteurs, attirant en foule les investisseurs

privés suisses. Deux des meilleures signatures européennes, celle d'un établissement public allemand, Creditanstalt für Wiederaufbau, et celle du Crédit local de France, ont retenu l'attention d'un cercle plus large d'investisseurs internationaux. Le prochain candidat devrait être la Communauté européenne du charbon et de l'acier, dont on attend pour le début de semaine une émission de 1,5 milliard de francs pour une durée dix ans. Les fonds seront utilisés tels quels, en francs.

Par ailleurs, parmi les événements récents du marché international, il convient de mentionner la confirmation d'une des rares transactions en deutschemarks pour le compte d'une collectivité locale française. L'affaire qui porte sur environ 43 millions de DM a été conclue au Luxembourg à la fin de l'année dernière dans la plus grande discrétion. Elle n'a été révélée que ces tout derniers jours. Son débiteur est l'île de France, qui est vraisemblablement la première région française à se procurer des fonds en recourant à la finance allemande des prêts bancaires transférables. L'opération a été réalisée par le Deutsche Girozentrale international.

Sur le marché des euro-obligations en marks, on assiste à une sorte de repli. Le placement des nouvelles émissions est limité à des zones géographiques bien précises. Une émission a remporté un succès immédiat : celle d'un milliard de DM émise par une entreprise du groupe Volkswagen pour une durée de dix ans. C'est le plus grand emprunt de type classique jamais lancé en marks, pour le compte d'une société industrielle d'Allemagne. Les investisseurs allemands se sont précipités sur ces titres qui ont été gérés en l'occurrence, de trouver un acheteur à l'étranger. Une autre opération, dont le débiteur est la Controbank autrichienne, a été presque entièrement souscrite par des investisseurs suisses.

CHRISTOPHE VETTER

DEVISES ET OR

Le franc dopé et le dollar plombé

Les deux diminutions successives des taux directeurs de la Banque de France n'ont nullement compromis la remontée des cours du franc français bien au contraire, celui du mark à Paris revenait de 3,385 à 3,377 francs après 3,355 francs. Bien plus, ces diminutions, effectuées à la faveur d'un nouvel assouplissement de la politique de la Bundesbank (voir en rubrique *Marché monétaire et obligataire*), ont fortement contribué à décourager encore davantage la spéculation étrangère contre le franc, dans la mesure où l'attitude plus conciliante des autorités monétaires allemandes permet à la France d'amortir, enfin, une désestimation de ses taux devenue vitale pour son économie.

L'abaissement des taux directeurs de la Banque fédérale d'Allemagne le jour même du voyage de M. Badalard à Bonn ne pouvait mieux tomber. Si on ajoute le fait que les deux grands héritiers d'une « mise en liberté du franc » pour conquérir une liberté en matière de taux d'intérêt, dont les propres conciliateurs avaient contribué à nourrir la spéculation, sont désormais neutralisés, l'un au sein de l'Assemblée nationale, l'autre au sein de l'intérieur (MM. Séguin et Pasqua), on résume tout les ingrédients d'un retour du franc à une santé bien méritée, et aussi bien chèrement acquise.

C'est bien ce qu'on pense à l'extérieur de nos frontières, là où les positions à la vente sur notre monnaie se dénouent très douloureusement, ce qui se traduit par des rachats de francs et contribue à la lente reconstitution des avoirs nets en devises de la Banque de France, qui ont augmenté d'un peu plus de 11 milliards de francs pendant la semaine se terminant le 15 avril, avoisinant les 90 milliards de francs. Apparemment, l'institut d'émission a achevé de rembourser les avances de marks faites pendant la seconde crise du franc, à la fin de

l'an dernier, comme en témoigne la situation du compte 25 du passif au bilan de l'établissement, «comptes des banques, institutions et personnes étrangères», dont le solde est revenu pratiquement à zéro.

La monnaie espagnole ne va pas bien du tout. Fortement attaquée en fin de semaine, elle a dû être soutenue vigoureusement à ce moment-là par la Banque d'Espagne, assistée de la Bundesbank et de la Banque de France. Cette dernière se souvient de l'époque pas bien lointaine (premier semestre 1991) où une peseta triomphante, dopée par des taux d'intérêt meurtriers et des apports de capitaux étrangers énormes, menaçait de crever son plafond par rapport au franc, que les Banques centrales, de part et d'autre des Pyrénées, devaient soutenir. Il en coûta à la Banque de France une ponction, temporaire, d'une soixantaine de milliards de francs sur ses réserves.

Les excès de l'Espagne

Aujourd'hui, rien ne va plus en Espagne, comme le relève, sévèrement, le rapport de l'OCDE (lire page 13). Dans la péninsule ibérique, les coûts de production sont les plus élevés d'Europe, et les deux dévaluations, d'arrivées 11 % au total, sont considérées comme insuffisantes sur les marchés des changes, où la pression monte, suivant les opérateurs qui, vendredi en fin de journée, évoquaient ouvertement une dévaluation de la peseta pendant le week-end. La Banque d'Espagne a dû porter de 14 % à 15 % le taux de l'argent au jour le jour.

Le président du gouvernement, Felipe Gonzalez, s'est engagé à maintenir les perspectives de la peseta, «mais nous dépendons du soutien des banques centrales européennes». L'annonce d'élections législatives le 6 juin prochain n'arrange rien, les incertitudes politiques s'ajoutant à

la dégradation inexorable de la situation économique pour déprimer la monnaie nationale. Comme l'Italie mais à un moindre degré, l'Espagne va devoir payer en bloc des excès et des dérives accumulés depuis des années. La facture est salée et le choc sera rude.

Le dollar est décidément bien «plombé». La nouvelle diminution des taux directeurs de la Bundesbank devait théoriquement le favoriser en réduisant l'écart de taux d'intérêt qui, jusqu'à présent, rend peu attractifs les placements en marks. Las! Le cours du billet vert remonta fugitivement d'un peu plus d'un penny, légèrement au-dessus de 1,60 DM, pour remonter lourdement aussitôt après. L'échéance du président Clinton pour faire passer son plan de relance au Sénat et surtout la baisse de 3,7 % des commandes de biens durables en mars aux Etats-Unis - le plus fort recul depuis décembre 1991 - alors que l'on prévoyait un recul de 1 % seulement ont jeté un froid sur les marchés. Du coup, le cours du dollar est retombé à 1,58 DM et à 5,34 F. A Tokyo, il a battu à nouveau son record historique de baisse à 109,90 yens contre 112 yens la semaine dernière, avant de terminer à 110,80 yens.

A Paris toutefois, le recul de la devise américaine, de 5,45 à 5,3475 francs, a ramené en arrière la monnaie japonaise, qui ne valait plus que 4,82 centimes contre 4,84 centimes la semaine dernière. Ce n'est pas aujourd'hui que Jacques Calvet, PDG de PSA, pourra saluer l'indispensable valorisation d'un yen notoirement sous-évalué, formidable avantage tarifaire non recensé au GATT.

F. R.

COURS MOYENS DE CLÔTURE DU 19 AU 23 AVRIL 1993

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc belge	Franc italien	Franc japonais	Franc allemand
London	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
New York	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Paris	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Zurich	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Frankfurt	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Bonn	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Asterdam	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Milan	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570
Tokyo	1,5745	1,5745	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570	2,2570

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 23 avril 1993, 4,8262 F contre 4,8376 F le vendredi 16 avril 1993.

MARCHÉ MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

Encore un cran à la baisse

Napléon, dit-on, ne manquait guère que les officiers qui avaient de la chance. Edouard Balladur en a certainement, puisque la Banque fédérale d'Allemagne a eu la grande délicate d'abaisser ses taux directeurs le jour même de sa première visite officielle au chancelier Kohl, à Bonn.

Pour une surprise, ce fut une surprise, car l'annonce, la veille, d'une augmentation de 3,2 % de la masse monétaire allemande M3 donnait à penser aux opérateurs que la Bundesbank, à l'issue de son conseil d'administration du jeudi 22 avril, s'en tiendrait au statu quo. Mais les administrateurs de la banque centrale ont jugé autrement, estimant, sans doute, que la progression annuelle de M3, attribuable, suivant certains, au gonflement des créances sur l'Etat dans le portefeuille des banques pour financer un déficit budgétaire grandissant, n'était que temporaire.

Ajoutons-y la fuite dégratée de l'économie de l'ouest de l'Allemagne, causée entre en récession, et on comprendra pourquoi le conseil de la Buba a consenti à ramener de 7,50 % à 7,25 % le taux d'escompte et de 9 % à 8,50 % le taux Lombard, cette dernière mesure étant très largement anticipée, puisque l'écart entre les deux taux, «chenaal», dans lequel évoluent les taux à court terme, était devenu exagérément large. Rappelons que le taux d'escompte avait déjà été ramené de 8 % à 7,50 % le 18 mars dernier, ce qui avait permis à la Bundesbank d'abaisser, par petites touches, son véritable taux directeur, à savoir

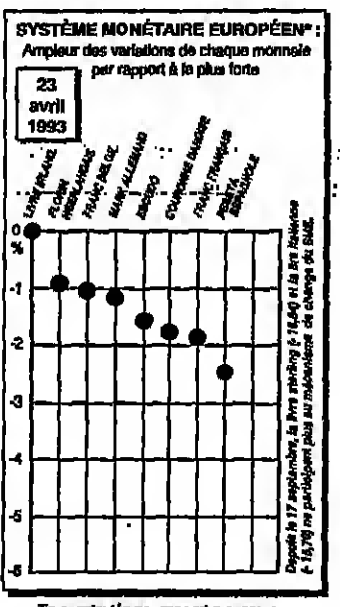
celui de ses pensions à très court terme (REPO), revenu de 8,25 % le 5 mars à 8,11 % la semaine dernière, et à 8,09 % cette semaine.

La Banque de France n'a profité, d'abord, du raffermissement du franc pour abaisser ses taux directeurs de début de semaine, ramenés de 9,10 % à 8,75 % pour ses appels d'offre et de 10 % à 9,75 % pour ses pensions à 5-10 jours. La décision de la Buba lui a permis de donner un nouveau cran à la désestimation, en passant à 8,50 % et 9,50 %, respectivement, pour les deux taux.

Aussitôt, les banques commerciales lui ont emboîté le pas, réduisant pour la deuxième fois leur taux de base qui, en huit jours, est revenu de 10 % à 9,50 %, légèrement au-dessus des 9,45 % en vigueur avant le 18 décembre dernier. Sur la place de Paris, le taux de l'argent au jour le jour a reflété de 9 3/8 % à 9 5/8 % environ 9 % et celui à trois mois vaut 8,50 % contre 8,75 %-9 %.

Paris avait anticipé

Toutes ces bonnes nouvelles ont contribué, par galvanisme un MAI, à déprimer en début de semaine, dans l'attente d'une diminution plus significative des taux directeurs de la Banque de France, le cours de l'échéance juin retombant à 117,56. Vendredi, ce cours bondit à 118,34, retrouvant son record de la semaine précédente, pour chuter lourdement à 117,52, sous l'impact d'abondantes ventes de non-résidents, surtout londoniens, qui, jouant le fait accompli, ont massivement pris leurs bénéfices.



MATIÈRES PREMIÈRES

Le caoutchouc déprime

«Le caoutchouc naturel n'a connu, en 1992, une nouvelle période de stabilité des cours et, ce, à des niveaux particulièrement bas pour ne mentionner que les signes de reprise que vers les derniers semaines de l'année», écrit Jean-Marc Seyman, directeur de la Société française de négoce SAFIC-ALCAN, dans son récent bulletin consacré à l'année passée. Le constat est toujours valable : la «feuille fumée» de référence s'est établie cette semaine à Kuala Lumpur - capitale de la Malaisie, lieu de l'essentiel des transactions - à environ 211 cents de Malaisie par kilo. Un prix à peine supérieur au cours le plus bas de février 1992.

Les frémissements enregistrés sur les cours entre décembre 1992 et février 1993 auront été de courte durée et encore correspondaient-ils à un arrêt des saignées habituel, la régénération des arbres s'échelonnant de février à mai.

La récession mondiale et le fort ralentissement de la construction automobile ont donné au caoutchouc l'allure d'une matière première déprimée, à l'égal d'autres denrées tropicales comme le cacao ou le café. A une différence près toutefois : la gomme naturelle fait l'objet d'un accord international de régulation efficace, qui fonctionne

depuis cinq ans. Mais cet accord arrive à son terme à la fin de l'année. Pays producteurs et consommateurs se concertent pour une décision commune sur la reconduction ou non de l'accord.

Au cours de ces réunions, la position des protagonistes s'affirme : les pays producteurs, favorables à une reconduction de l'accord, sans pour autant nier les effets régulatoires de l'INRO (Organisation internationale du caoutchouc naturel) l'accusent de maintenir les prix dans une fourchette trop basse. Les pays consommateurs, eux, veulent une simple reconduction de l'accord actuel. Ils affirment que tout mécanisme de stabilisation des cours doit s'inspirer des lois du marché, afin de ne pas se transformer en un système de soutien des cours.

Excédents de 100 000 tonnes

En fait, la réalité du marché n'est pas si défavorable aux pays producteurs : après plusieurs années consécutives de déficit de la production sur la consommation, le marché du caoutchouc s'est équilibré en 1991 pour se retrouver en excédent en 1992. D'après SAFIC-ALCAN, la production mondiale est passée de 3 360 000 tonnes en 1991 à 5 450 000 tonnes en 1992, tandis que la demande dans le même temps augmentait de 200 000 tonnes, de 5 150 000 tonnes à 5 350 000 tonnes, retrouvant ainsi les niveaux de 1989. Ce surplus de 100 000 tonnes, qui représente les volumes entreposés par l'INRO, s'il est modeste, pèse tout de même sur le marché. Les consommateurs réduisent donc leurs stocks à un strict minimum, assurés de trouver les tonnages nécessaires.

Mais une nouvelle donne est venue perturber ces pratiques : la réduction de l'influe malaisie. Autrefois premier producteur de caoutchouc, la Malaisie a rétrogradé au deuxième, puis au troisième rang sur l'échiquier mondial. Pour 1992, elle enregistre une baisse de récoltes de 30 000 tonnes, à priori dérisoire, mais qui cache une réalité lourde de conséquences. La forte demande de l'industrie locale (+15 % par an) entraîne une chute progressive des exportations, qui ont baissé de près d'un tiers au cours des quatre dernières années.

Et elles ont diminué de plus de 10 % au cours des neuf premiers mois de 1992 par rapport à la même période en 1991.

La situation offre quelques variantes en Indonésie, passée deuxième producteur, qui, après une forte croissance en 1991, a faibli en 1992. Par contre, la Thaïlande a très nettement consolidé sa position de premier producteur mondial puisque ses tonnages récoltés en 1992 (1 471 000 tonnes) sont supérieurs de 10 % à ceux de l'année précédente.

Quant à la consommation, elle manque de vitalité, et de perspectives, même si elle a quelque peu augmenté, surtout aux Etats-Unis (+10 %). Mais les opérateurs sont tout de même pessimistes, car les tendances fondamentales restent négatives. L'Europe de l'Est (qui n'est pas snivable) et le Japon diminuent inexorablement leurs commandes. Même la carte USA semble compromettre : «J'ai bien peur que la demande accrue de l'Onco Sam suit momentanément, avoue un professionnel. Il faut bien des commandes pour faire tourner la machine économique. Mais une fois approvisionné, le mouvement s'arrête. La relance économique par la locomotive américaine, tout le monde essaie d'y croire, mais ce n'est pas le reflet d'une réalité profonde.»

Décidément, la reprise se fait attendre.

MARIE DE VARNEY

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

	Cours 19-4-93	Cours 23-4-93
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100
Or fin (100 onces)	38 050	38 100

« Ces places d'or ou sont cotées qu'il y a des hausses supplémentaires ».

PRODUITS	COURS DU 23-4
Cacao (New York)	1 288 (- 54) Livres/tonne
Aluminium (London)	1 116 (- 17) Dollars/tonne
Nickel (London)	6 170 (+ 235) Dollars/tonne
Sucre (Paris)	3045 (+ 17,5) Dollars/tonne
Café (London)	885 (- 11) Dollars/tonne
Cacao (New York)	945 (- 4) Dollars/tonne
Blé (Chicago)	352 (- 6) Cents/bushel
Mais (Chicago)	224 (- 6) Cents/bushel
Soy (Chicago)	184,9 (+ 2,3) Dollars/cote
Pétrole (London)	18,88 (- 0,24) Dollars/baril

Le chiffre entre parenthèses indique la variation d'une semaine sur l'autre.

FRANÇOIS RENARD

La préparation du plan de relance du logement

Les pouvoirs publics étudient une extension de la déduction des déficits fonciers pour les propriétaires-bailleurs

Le gouvernement travaille activement à la mise au point de son plan de relance du logement, prévu pour le 5 mai. Au cœur de ses interrogations figure en bonne place la possibilité pour les propriétaires-bailleurs d'imputer leurs déficits fonciers sur l'ensemble de leurs revenus et non plus, comme maintenant, sur leurs seuls revenus fonciers et pendant cinq ans uniquement.

Depuis des mois, les professionnels réclament cette mesure - en vigueur dans le passé - qui a d'ailleurs été reprise dans le projet de l'UPF. Selon eux, en rendant l'investissement dans le logement plus attractif, elle permettrait d'enrayer l'érosion du parc de logements privés destinés à la location. Mais cette disposition se heurte à l'opposition de l'administration fiscale, qui estime qu'elle favoriserait l'évasion.

Pris entre leur souci de respecter leur engagement et de relancer le locatif privé et celui d'éviter des déperditions fiscales, les pouvoirs

publics travaillent sur plusieurs hypothèses. La première consisterait à plafonner (à 50 000 voire 100 000 francs) les sommes déduites. La seconde alternative exclurait de la déduction les intérêts d'emprunts payés par les bailleurs. La déduction serait donc limitée aux seuls travaux.

Dans l'esprit du gouvernement, cette mesure éviterait l'écueil d'une bonification indirecte d'intérêts. Elle aurait un autre avantage : susciter, par le biais des travaux, un volume d'affaires dans le bâtiment (sur le second œuvre) et inciter les bailleurs à améliorer leur bien. Ce supplément d'activité (sources de rentrées de TVA) serait donc bon, dans son esprit, pour l'emploi et l'intérêt en outre contre le travail au noir. En revanche, cette démarche ne favoriserait pas la construction neuve et ne permettrait en aucune façon de réduire le stock actuel de logements neufs (90 000) préalable à une reprise des mises en chantier.

F. V.

Armes surtout utilisées dans les guerres civiles

Le CICR veut faire interdire l'emploi des mines anti-personnel

GENÈVE
de notre correspondant

Lors du symposium sur les mines anti-personnel, qui s'est achevé le 23 avril à Montreux (Suisse), Corrado Sommaruga, président du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), a rappelé que 200 millions de mines terrestres étaient « éparses en désordre » dans treize pays. « Il faut arrêter le carnage », s'est écrié M. Sommaruga, qui a lancé un appel solennel en ce sens aux gouvernements, aux fabricants d'armes et aux belligérants des régions du monde où sévit la guerre.

Il ne fait pas de doute pour le CICR que l'utilisation de ces armes ne doit plus être tolérée. Ceux qui les sèment estiment cyniquement qu'il coûte beaucoup plus cher à l'ennemi de soigner, opérer, amputer et rééduquer un blessé que d'enterrer un mort. L'emploi de ces armes est pourtant interdit par le droit international humanitaire et aussi par la Convention des Nations unies de 1980. Mais ce texte ne vise que les conflits internationaux, alors que les mines sont surtout utilisées dans les guerres civiles.

D'autre part, la convention onusienne d'a été ratifiée que par treize-cinq États et la moitié des pays qui les fabriquent ne l'ont pas signée. Si elle est destinée à régir l'usage des

mines, cette convention ignore leur production, leur transport, leur vente et leur exportation. Ces armes sont également responsables de nombre de victimes, car elles peuvent rendre impossible l'accès aux pâturages, aux étables ou simplement aux lieux où de la nourriture se trouve entreposée. Pour le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les mines sont encore considérées comme la principale entrave au rapatriement des réfugiés, comme le montrent, entre autres, les tragédies actuelles au Cambodge et en Afghanistan. Rien qu'en ex-Yugoslavie, on estime à près de trois millions le nombre de ces engins meurtriers, à soixante mille les nouvelles mines déposées chaque semaine. Elles menacent la vie des générations futures des années après la fin des hostilités.

L'utilisation intensive de ces armes, comme c'est le cas en Angola, où vingt millions de mines ont été posées, ou au Mozambique, où plus de deux millions d'entre elles sont toujours enfouies, peut être comparée, d'après M. Sommaruga, à un « génocide » lent. Dans les régions truffées de mines, le coût de l'aide humanitaire est multiplié au moins par vingt-cinq, ne serait-ce que parce que l'unique moyen d'accéder jusqu'aux victimes est l'avion.

ISABELLE VICHNIAC

3,2 milliards de francs de déficit en 1992

L'année noire d'Air France

1992 a été une année noire pour l'ensemble du transport aérien et Air France n'a pas échappé à la règle. Annoncé en novembre dernier, le déficit net consolidé du groupe Air France est conforme aux prévisions : 3,286 milliards de francs contre 685 millions en 1991 et 717 millions en 1990.

Conscient de « la situation très préoccupante » que traverse la compagnie, Bernard Attali, son PDG, n'a tenu à rappeler que « l'effort de rigueur engagé ne se poursuit » faisant allusion au plan de retour à l'équilibre adopté à l'automne 1992 qui prévoit 3 milliards de francs d'économie. Au bilan de son action, des accords passés avec les personnels navigants ont permis une réduction des coûts de 850 millions de francs. Le plan de 5 000 suppressions d'emplois au sol pour la période 1991-1993 se poursuit. 17 000 heures de travail ont été revues, ce qui a provoqué des mouvements de protestation sociale notamment à Orly-sud (Le Monde du 8 avril). De même, Air France a

reçu à la baisse son plan d'investissement en chute de 30 % à 4,2 milliards de francs sur les années 1992-1993. D'ores et déjà, la compagnie a prévu soit d'annuler, soit de reporter à une date ultérieure (au-delà de 1996) la commande de vingt-trois avions néo.

Les résultats du groupe Air France se sont fortement dégradés en 1992, mais ils comportent une particularité exceptionnelle de 723 millions de francs qui correspondent au montant de l'adhésion par Air France au régime de retraite Agirc-Arco (régime complémentaire interprofessionnel des salariés) pour combler la dégradation de l'équilibre démographique de la caisse de retraite des personnels au sol. A titre de comparaison, l'exercice de 1991 s'était soldé pour les opérations exceptionnelles par un gain de 1,585 milliard de francs obtenu grâce à la vente du siège social.

L'évolution du chiffre d'affaires du groupe Air France qui comprend désormais 95 sociétés intégrées a connu un léger tassement passant de 57,6 à 57 milliards de francs de 1991 à 1992. Au niveau des comptes, 1992 s'est traduit pour Air France par la fusion définitive avec

UTA. Parmi les filiales, si les hôtels Mériadien, Servair (restauration aérienne et ferroviaire), Sotair (le voyageur d'Air France sous les marques Jet Tours, Eldorado, Jumbo charter) dégagent des bénéfices, Air Inter, la première d'entre elles, a annoncé pour l'exercice 1992 un déficit de 68,8 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs en progression de 8 % sur 1991. Satisfait par le coefficient de remplissage de ses avions, qui a atteint le taux de 64,5 %, Jean-Cyril Spinnetta, président d'Air Inter, a rappelé que l'accident du mont Sainte-Odile du 20 janvier 1992 « avait pesé sur les comptes ».

Une dégradation du ratio d'endettement

La compagnie Air France représente 70 % de l'activité du groupe Air France. Son résultat pour 1992 présente le même déficit que celui du groupe, soit 3,2 milliards de francs. Le transport passagers de la compagnie a représenté 37,6 milliards de francs en hausse de 1,9 % seulement contre 4 % pour l'ensemble du trafic aérien mondial. Le trafic fret a connu une chute sévère de près de 10 % avec un chiffre d'affaires de 6,8 milliards de francs. Air France a subi de plein fouet la baisse générale des recettes unitaires, liée à la crise de surcapacité du transport aérien mondial.

Sur un an, le ratio d'endettement du groupe a connu une dégradation importante. Alors qu'il était stable depuis deux ans (1,2 en 1990 et 1991), le rapport endettement sur fonds propres est passé à 1,7 en 1992. Toutefois, Bernard Attali a tenu à rappeler qu'« Air France reste un groupe solide ». Selon une étude de l'OACI (Organisation de l'aviation civile internationale), les dettes à un an et plus d'Air France représentent 33 % de son chiffre d'affaires, soit le même ratio que Swiss Airways, alors que pour Swissair, le rapport atteint 41 %, pour Japan Airlines 66,3 % et pour la compagnie britannique Virgin 132 %.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Scandale

censure et justice
SANTIAGO

de notre correspondant

Sexe, drogue, chantage et haute société : le cour d'appel chilien n'a pas apprécié le mélange et a interdit, jeudi 22 avril, la diffusion d'un livre fort attendu du journaliste chilien Mauricio Martorell. Elle a ainsi mis le gouvernement sous l'embarras face aux accusations de censure et exacerbé la curioité des Chiliens. Impuissant diplomatique, dont la première édition a été épuisée en quelques jours en Argentine, raconte dans le détail les agissements troubles de l'ex-ambassadeur argentin au Chili, Oscar Spinnetta Melia. Ce dernier, récemment déclaré coupable de vol par la justice italienne pour des actions commises alors qu'il était consul à Venise, est accusé dans le livre d'avoir organisé des réunions très spéciales pendant son séjour au Chili de 1988 à 1991 et d'avoir exercé un chantage auprès de certains participants à ces réunions.

D'après Mauricio Martorell, sept personnes de renom sont au rang des victimes de l'ancien ambassadeur, parmi lesquelles l'entrepreneur Andronico Lukic, patron d'un des plus grands groupes industriels et bancaires du pays, et le vice-président du Parti conservateur UDI, Julio Dibbern.

Ce sont d'ailleurs les victimes qui sont à l'origine de l'interdiction. L'avocat de M. Lukic a convaincu le cour de protéger « l'intimité » de son client menacé, selon lui, par « la plus immonde moquerie de littérature jamais écrite ». Alors que la maison d'édition Planeta cherche une parade juridique à cette décision, les Chiliens s'approprient d'une enquête pour corruption, dans le cadre de la « campagne de propriété » lancée par le nouveau président Kim Young-sam. Il lui est reproché d'avoir accepté l'équivalent de plus de 5 millions de francs de pots de vin de la part de subordonnés en échange de promotions. - (UPI)

BRUNO ADRIAN

A la frontière pakistanaise

Trois diplomates européens ont été enlevés en Afghanistan

Trois diplomates d'Europe occidentale, portés manquants vendredi 23 avril, ont bien été kidnappés au cours d'un voyage entre le Pakistan et l'Afghanistan, a-t-on appris à Islamabad de sources officielles. Les diplomates, un Allemand, un Britannique et un Néerlandais, ont disparu sur la route entre Quetta (Pakistan) et Kandahar (Afghanistan), alors qu'ils étaient portés d'un groupe de sept personnes ; les quatre autres sont revenues saines et sauvées. Selon le secrétaire pakistanaise à l'intérieur, une des principales tribus de cette zone frontalière, les Nurzais, serait responsable de cet enlèvement. Les Nurzais sont connus pour leur implication dans le trafic de drogue, et les trois hommes étaient des officiers de liaison chargés des affaires de stupéfiants. - (AFP)

La succession de Turgut Ozal

Suleyman Demirel est candidat à la présidence de la République turque

ISTANBUL

de notre correspondant

Le premier ministre turc, Suleyman Demirel, a confirmé, vendredi 23 avril, qu'il participerait à la course à la présidence de la République (Le Monde du 23 avril). Sa candidature a été officiellement soumise par le groupe parlementaire de son mouvement, le Parti de la juste voie (DYP), au bureau de la présidence du Parlement. « Le groupe du DYP n'a pas suffisamment de pouvoir pour élire le président par lui-même », a déclaré M. Demirel, « Nous demanderons le soutien d'autres partis ».

Aucune autre candidature n'a été déposée jusqu'à présent. Les partis ont jusqu'au 28 avril pour faire connaître leur choix. Le processus débute dix jours plus tard et doit être terminé quarante jours après la mort de Turgut Ozal, soit le 27 mai, faute de quoi le Parlement devra être dissous. Aux deux premiers tours, M. Demirel a besoin des voix de 300 des 450 députés ; au troisième tour, 226 voix, soit la majorité absolue, suffiront. Erdal Inönü, dirigeant du Parti populaire social-démocrate (SHP), partenaire du DYP au gouvernement, a exprimé le vœu que cette élection s'effectue pas « la coalition, qui a fourni la stabilité, la croissance et la paix interne au cours des dix-huit derniers mois ». D'autres membres du SHP ont confirmé qu'ils soutiendraient M. Demirel.

A court terme, ce dernier tentera, en choisissant un nouveau premier ministre, de préserver la coalition. Mais, au cours des prochains mois, on assistera peut-être à un rapprochement entre le DYP et l'autre parti de centre droit, l'ANAP. La personnalité du président Ozal et sa rivalité avec M. Demirel étaient des obstacles majeurs à l'unification de ces deux partis à l'idéologie très similaires. Il est dès lors possible que, dans l'espoir de revenir au pouvoir, l'ANAP choisisse de soutenir la candidature de M. Demirel.

NICOLE POPE

■ Douze militants d'extrême gauche tués par la police. - Douze membres présumés de l'organisation d'extrême gauche Dev Sol (Devrimci Sol, gauche révolutionnaire) ont été tués dans la région de Tunceli, en Anatolie centrale, a rapporté, vendredi 23 avril, l'agence semi-officielle Anatolie. Ces militants ont été tués le 18 avril lors d'une opération des forces de l'ordre déclenchée à la suite d'une attaque au lance-roquette d'un poste de gendarmerie à Akkapinar, près de Tunceli. Dans la nuit de jeudi à vendredi, deux autres militants présumés de Dev-Sol ont été tués à Istanbul lors d'une « campagne de comptes » entre factions rivales de cette organisation, selon Anatolie. - (AFP, Reuters)

■ CORÉE DU SUD : un amiral poursuivi pour corruption. - L'amiral Kim Chong-ho, ancien chef des opérations navales, est l'objet d'une enquête pour corruption, dans le cadre de la « campagne de propriété » lancée par le nouveau président Kim Young-sam. Il lui est reproché d'avoir accepté l'équivalent de plus de 5 millions de francs de pots de vin de la part de subordonnés en échange de promotions. - (UPI)

Les contre-coups de la priorité donnée à la croissance

L'OCDE appelle l'Espagne à la rigueur

Les dévaluations de la peseta étaient « peut-être inévitables au cours de la période de turbulence qu'ont traversée la plupart des monnaies du SME », mais elles « rendent plus difficile la lutte contre l'inflation non seulement en raison de leur incidence directe sur les prix, mais aussi dans la mesure où elles peuvent avoir accru les incertitudes quant à l'orientation de la politique monétaire », le moyen terme », écrit l'OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) dans le rapport qu'elle publie sur l'Espagne.

Les experts du château de la Monnaie espagnole ont fondamment modifié l'orientation de son action pendant l'année 1992, une action qui privilégiait la croissance par rapport aux équilibres financiers et à ceux des comptes extérieurs, mais ils soulignent que les mesures d'assainissement budgétaire prises « sont intervenues trop tard » et n'ont pas empêché la dégradation de la confiance des entreprises. De leur côté, les marchés « ont commencé à s'inquiéter de l'aggravation dangereusement rapide du déficit budgétaire ».

« La politique économique doit être menée d'une main ferme », écrit l'OCDE, qui donne de nombreux et pressants conseils au gouvernement espagnol mais aussi aux régions, aux entreprises et aux partenaires sociaux. « C'est principale-

ment

sur

les

pratiques

restrictives

des

professions

de services,

« responsa-

bles de la forte

inflation des der-

nières années,

devront être élimi-

nées pour renforcer la

concurrence. Il

devra en être de même

pour les services publics

et les marchés du

secteur public. La

régulation des loyers

devra être libéralisée.

Les

partenaires sociaux

sont également

appelés à l'ordre par

l'OCDE qui conseille

d'abroger les lois

corporatistes qui régissent

les conditions de travail,

de désindexer les salaires

des prix. Enfin les

partenaires sociaux « devraient

renoncer à l'inclusion de clauses

d'indexation dans les accords de

salaires ». « Une modération

généralisée des salaires s'impose », conclut l'OCDE.

SOMMAIRE

DATES

Il y a quatre-vingts ans : la fin de la bande à Bonnot... 2

ÉTRANGER

Les États-Unis sont prêts à aller plus loin en Bosnie... 3
Russie : le référendum du 25 avril... 4
Afrique du Sud : dirigeant historique de l'ANC, Oliver Tambo est mort... 6
Cambodge : à l'approche des élections, le Vietnam s'inquiète du rôle joué par le Chine... 6

POLITIQUE

Les fabuleux refusent de participer au comité directeur du PS... 7
La politique de la ville : la solidarité nordiste et ses limites... 7
Livres politiques, par André Laurin : « Chénobyl » à suivre... 7

SOCIÉTÉ

La crime de Remouilly : s'érance meurtrière d'un récidiviste... 8
Le deuxième émission à Témoin n° 1 sur TF 1 : Quand le tévé se veut l'auxiliaire de la justice... 8
Treize inculpés pour le drame de Furiani sont renvoyés en correctionnelle... 9
La première femme officier commandant à la mer... 9

CULTURE

Musiques : une vision ramené à l'essentiel du Château de Barbe-Bleue, l'opéra de Béla Bartók... 11
Théâtre : l'Amérique du la danse du théâtre indépendant loin des milieux de Broadway... 11

ÉCONOMIE

M. Balladur a engagé le dialogue avec les partenaires sociaux... 13
Le congrès de la FNSEA... 13
Revue des valeurs... 14
Crédits, charges et grande marchés... 15

HEURES LOCALES

■ Nancy place l'accueil en première ligne • Evreux tribuque sur la délinquance urbaine • Les trésors de Lourdes • Le treizième redécouvert • Dossier : l'hôpital au cœur de l'aménagement du territoire • Carroussel 1 la Châtelaine à la rescousse de la ville... 17 à 24

Services

Abonnements... 2
Carnet... 10
Météorologie... 10
Mots croisés... 10
Télévision... 10
Spectacles... 12

La télématique du Monde : 3815 LEMONDE - 3815 LM

Ce numéro comporte un cahier « Heures Locales » folios 17 à 24 et un cahier « Radio-télévision »

Le numéro du « Monde » daté 24 avril 1993 a été tiré à 457 220 exemplaires.

EN BREF

■ Philippe Séguin souhaite renforcer le contrôle parlementaire. - Philippe Séguin, président de l'Assemblée nationale, a déclaré, vendredi 23 avril, qu'il souhaite renforcer le contrôle des députés sur l'activité gouvernementale en y consacrant trois séances par semaine : le mardi, il propose un débat en début de séance, à 16 heures, sur un grand sujet politique d'actualité ; le mercredi, resterait le jour des questions, spontanées et rapides, au gouvernement ; le jeudi serait le jour des questions techniques, reprenant, en les développant, les anciennes questions orales du vendredi matin. Il a indiqué, en outre, qu'il est « favorable au principe d'une session parlementaire unique, qui passe par une révision de la Constitution ».

■ Robert Hunter, ambassadeur des États-Unis à l'OTAN. - Le président Bill Clinton a annoncé, vendredi 23 avril, la prochaine nomination de Robert Hunter au poste d'ambassadeur des États-Unis à l'OTAN. M. Hunter, qui succèdera à Reginald Bartholomew, devenu ambassadeur spécial de M. Clinton pour l'ex-Yugoslavie, assure depuis 1991 d'importantes responsabilités au Centre d'études internationales sur la stratégie, notamment comme vice-président pour la politique internationale et directeur des études européennes. Il a occupé diverses fonctions administratives, en particulier au Conseil national de sécurité et à la Maison Blanche. - (AFP)

■ IRAN : le sort d'un citoyen allemand. - L'ambassadeur iranien à Bonn a assuré le ministre des affaires étrangères qu'il n'existe pas

de confirmation en deuxième instance de la peine de mort prononcée en 1992 contre l'Allemand Helmut Schimkus, accusé d'espionnage au profit de l'Irak (Le Monde du 24 avril), a indiqué le porte-parole du ministre. Il n'y a « aucune raison de supposer que Helmut Schimkus sera exécuté », a indiqué de son côté le porte-parole du gouvernement. L'avocat de M. Schimkus avait affirmé que la Cour suprême iranienne avait confirmé la peine de mort contre son client. - (AFP)

■ JAPON : visite de l'empereur à Okinawa. - L'empereur Akihito s'est rendu, vendredi 23 avril, pour une visite historique d'un souverain nippon. La population de l'archipel, annexé par le Japon en 1968 et occupé pendant vingt-sept ans par les États-Unis après la seconde guerre mondiale, éprouve à l'égard de la famille impériale des sentiments mitigés.

■ Démantèlement d'un trafic de fausses pièces de 10 francs. - Les policiers de l'Office central de répression de la fausse monnaie, agissant sur commission rogatoire d'un juge d'instruction de Versailles, ont procédé, dans la nuit du 22 au 23 avril, à Juziers (Yvelines), à l'interpellation de sept personnes qui « travaillaient » dans un atelier spécialisé dans la fabrication de fausses pièces de 10 francs, à raison de plus de quarante mille exemplaires par semaine. C'est à Nantes que la distribution de fausses pièces de 10 francs avait été mise en œuvre depuis plusieurs semaines. C'est aussi de Nantes que les fautes ont conduit dans les Yvelines. - (Corresp.)

مكتبة الأصل

Le Monde

18	Statistiques	Agenda	Contacts	Nominations	Publications	Propos	23	Débat	Courrier	Livres
19	Les élections municipales									
20	Le troisième mandat de Mitterrand									
22	Le maire et l'hôpital									
24	Carcassonne : la Citadelle à la rescousse de la ville									

HEURES LOCALES

NANCY PLACE L'ACCUEIL EN PREMIÈRE LIGNE

Après avoir transformé l'aménagement du grand hall de l'hôtel de ville la préfecture de Meurthe-et-Moselle tente d'y introduire la polyvalence du personnel

Le grand hall, c'était l'enfer ! Des deux côtés des guichets de l'hôtel de ville de Nancy, on pousse un même cri du cœur. Les choses ont changé depuis la rentrée d'octobre. Les formalités sont plus rapides et l'ambiance plus agréable, pour les visiteurs comme pour les employés. Pendant longtemps, l'accueil a été considéré comme le service le moins prestigieux de la municipalité nancéienne. « C'est ici qu'on envoyait les mutés disciplinaires, indique le directeur des ressources humaines, Pierre Stussi. On reléguait à l'accueil les personnages caractéristiques ou les agents à la performance très médiocre. » Un comble, lorsqu'on sait qu'un fonctionnaire revêtu de la mairie une image détestable, et qu'un employé attentif peut faire beaucoup pour le service public local et ses élus. Le maire de Nancy, André Rossoiot (radical), devenu ministre de la fonction publique du gouvernement Balladur, sait bien que l'accueil est une fonction stratégique pour une commune. « C'est le véritable point de rencontre entre la population et la municipalité », déclare-t-il. Après sa réélection à la tête de la ville, en 1989, il a décidé de changer cette aberrante tradition.



Le front et l'arrière

Le projet n'était pas aisé. En effet, dans une grande ville, l'accueil est une fonction épineuse. « La relation entre la population et l'employé n'a rien à voir avec celle qui existe dans une mairie de quartier. Ici, on ne se connaît pas. Les gens ne viennent que pour des urgences. Toujours pressés, ils sont facilement agressifs », explique le secrétaire général, Henri Trellu. Dans une grande administration, les tâches sont, en outre, compartimentées et répétitives. « La personne qui remplit à longueur de journée des fiches d'état-civil fait un travail totalement déprimant », juge Henri Trellu. A la mairie de Nancy, la mauvaise réputation de l'accueil a été aggravée par l'architecture du grand hall destiné à la réception du public. Il s'agit d'une salle monumentale, de quatre-vingt-dix mètres de long et vingt de large, comptant dix mètres sous plafond. Conçu dans les années 30, le grand hall est parallèle à la place Stanislas, sur laquelle donne la façade nord de l'hôtel de ville. Bien qu'il ait « fière allure, avec ses colonnes élancées », selon Bernard Jouaux, architecte en chef de la ville, il a longtemps été syno-

nyme d'enfer. Le sol et les verrières réfléchissaient les bruits, provoquant un constant brouhaha. Un vieil employé raconte avec effroi comment les gamins en visite s'amusaient à pousser des cris aigus pour entendre leur écho. La transformation de l'accueil exigeait d'abord un aménagement du grand hall. Des architectes nancéiens ont changé le revêtement des murs et du sol. Aux fenêtres, ils ont suspendu des stores de toile blanche, qui absorbent les sons. Pour conserver le volume d'une salle des pas perdus, ils ont maintenu les guichets le long de la façade. Mais ils ont cassé leur alignement, qui donnait du service une image austère, et s'autorisait aucune distraction.

L'accueil a été scindé en trois pôles, bien visibles grâce à des « décrochements ». Un comptoir d'orientation a été placé au centre. Légèrement en retrait, des bureaux en arc de cercle proposent des services rapides. Un accueil confidentiel est prévu dans des boxes où le public s'assoit pour les formalités telles que les reconnaissances en paternité ou les déclarations de décès. Pour éviter que le stress de l'accueil ne soit réservé aux mêmes, la direction des ressources humaines essaie de mettre sur pied une rotation du personnel. « Nous voulons que chaque personne travaille une semaine à l'accueil direct, une semaine au service confidentiel, une semaine à l'administration des dossiers », explique Pierre

Stussi. Ce projet va mettre fin à de mauvaises habitudes, prises avec l'assentiment de certains chefs de service du grand hall. Derrière les guichets, les employés s'étaient répartis sur deux lignes. Ceux qu'on surnomme « les planqués de l'arrière » ou, avec plus de pudeur, « les administratifs purs », se contentaient de mettre à jour les registres. Ils refusaient de prêter main forte à leurs collègues du « front », pendant les coups de feu. Allergiques au public, ils refusaient aujourd'hui de « tourner ». « Il y a là un problème de management », diagnostique le Centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), qui prend une part active à la formation du personnel.

Vers les primes au mérite

Pour que le nouveau schéma de l'accueil fonctionne, la direction des ressources humaines a introduit la polyvalence. Fini le cloisonnement des tâches entre préposés aux associations, aux mariages, aux affaires militaires, aux élections, aux cartes d'identité ! Désormais, les cinquante personnes qui travaillent dans le grand hall devront être interchangeables, ou presque. Pour ce faire, la municipalité a informatisé les services. Tous les agents ont reçu une formation au logiciel, au droit de l'état civil et à l'accueil. Ils ont accès aux mêmes fichiers. Quand la machine sera rodée, ils pourront délivrer indifféremment passeports ou fiches d'état civil. La polyvalence permet de servir plus vite les visiteurs et de diversifier le travail des agents. Mais elle n'est pas dénuée d'arrière-pensées économiques : en cette période de restrictions budgétaires, lorsque tous auront la même compétence, il sera possible de supprimer des effectifs. Tous les agents du grand hall bénéficient, depuis le début de l'année, d'une prime d'accueil mensuelle de 213 francs net, prévue par les accords Durafour. Mais certains chefs de service aimeraient récompenser les employés qui manifestent plus d'entraide que d'autres. La municipalité prépare un nouveau système d'évaluation du personnel de catégorie C, qui pourrait donner lieu à la distribution de primes au mérite. Cette réforme, à laquelle souscrit le « ministre-maire », fait l'objet de patientes négociations avec les représentants du personnel.

Rafaële Rivals

Arbitrage

Le jacobinisme a la peau dure. Une nouvelle fois, il faut qu'un premier ministre s'engage personnellement pour que la déconcentration administrative avance. Ce complément logique de la décentralisation consiste à transférer, dans 77 localités de l'Hexagone, 85 organismes publics dont la présence à Paris n'est indispensable ni à leur propre fonctionnement, ni à celui de l'Etat. Le déménagement concerne 15 000 fonctionnaires, soit avec leurs familles, environ 40 000 personnes. L'opération doit s'étaler sur huit à dix ans. Qu'elle bouleverse la vie de bien des foyers et suscite leur opposition, cela se comprend. Mais qu'elle provoque encore des divergences de fond chez les responsables politiques de la nouvelle majorité, y compris au sein du gouvernement, voilà qui est plus surprenant. Se sont ouvertement déclarés partisans des transferts, Valéry Giscard d'Estaing, René Monory, président du Sénat, et au moins trois ministres : Gérard Longuet, Charles Pasqua et Pierre Méhaignerie. Dans le clan des méfiantes ou des « contre », on trouve Jacques Chirac et encore trois membres du gouvernement : Jacques Toubon, André Girard et André Rossinot. Le premier ministre a finalement arbitré. Les « délocalisations » déjà décidées se feront. Reste à les mettre en œuvre. Dix-huit mois après la décision initiale, 20 % seulement des fonctionnaires sollicités - il n'y a pas de départ forcé - sont partis ou en partance. Les syndicats appellent au Conseil d'Etat et parfois celui-ci les conforte. Pour que la raison l'emporte, le gouvernement doit à présent organiser sérieusement les déménagements. Puisque des « sacrifices » exceptionnels sont demandés à certains serviteurs de l'Etat, il faut les assortir de mesures propres à les rendre acceptables. Un nouveau défi pour M. Balladur.

Marc Ambroise-Rendu

SOLIDARITÉ

EVREUX TRÉBUCHE SUR LA DÉLINQUANCE URBAINE

Le maire de la principale ville de l'Eure cherche des solutions pour lutter contre la violence

Mais quelle mouche a donc piqué le maire d'Evreux (Eure) pour qu'il décide subitement, début mars, de suspendre les bons de cantine aux familles d'enfants signalés par la police pour des affaires de délinquance (le Monde du 9 avril) dans le quartier de la Madeleine ? Avec la proposition du maire de Chanteloup-Vignes, Pierre Cardo (UDF-PR), de supprimer les allocations familiales aux parents d'enfants traînant dans les rues à des heures tardives de la nuit, cette mesure illustre le désarroi des maires face à la violence des jeunes.

Premier magistrat d'Evreux depuis 1977, Roland Plaisance était jusqu'à présent connu pour son ouverture d'esprit et non pour des excès d'autoritarisme. Au Parti communiste, ce personnage indépendant s'est rangé parmi les réformateurs. Localement, il a toujours formé un conseil municipal d'union de la gauche.

La police en difficulté

Malgré l'usure du pouvoir, il jouit d'une large popularité parmi la population française et immi-

grée. Pour se justifier, le maire explique : « J'ai voulu créer un électrochoc, réveiller les parents et renouer le dialogue avec les associations. » Il y a deux ans encore, la Madeleine, qui est pourvue de toutes les facilités (poste, commerces...), était une ZUP plutôt sympathique, avec des espaces verts, des terrains de jeu des immeubles à taille humaine. Et puis, petit à petit, les vols se sont multipliés. Lorsque la pose de rideaux de fer les ont dissuadés de briser les vitrines, des jeunes s'en sont pris aux commerçants, aux vendeurs, aux femmes seules. En janvier, il y a eu des

bagarres avec des bandes des autres villes. A Louviers, à Clichy, près d'Elbeuf... Chaque fois, c'était le même scénario : profitant des déplacements organisés par l'Amicale laïque de la Madeleine (A.L.M., une association par-municipale), à la patinoire ou aux concerts, une poignée d'adolescents transformaient la soirée en pugilat.

Peu à peu l'atmosphère dans ce quartier d'Evreux devient irrespirable. D'autant plus que chômage et paupérisation sévissant, les adolescents traînent leurs angoisses dans la rue. La police, dit le maire, ne fait plus face. Les trois juges pour enfants du département voient les dossiers s'empiler sur leurs bureaux. A la Madeleine, tout le monde connaît ces « faiseurs de troubles ». Le maire n'a pas eu de mal à recueillir leurs noms. Trente-sept gamins tout au plus.

de notre envoyée spéciale à Evreux
Christiane Chombeau
Lire la suite page 19

Le Monde EDITIONS

Un demi-siècle d'histoire dans les archives du Monde

Une encyclopédie pratique de 1064 pages (avec chronologies, cartes et index), 395 F

L'HISTOIRE AU JOUR LE JOUR 1944-1991

EN VENTE EN LIBRAIRIE

REPÈRES

STATISTIQUES



La France qui roule

Au mois de mai, les Français se bousculent sur les routes du week-end. En Corse, Midi-Pyrénées, Limousin et Poitou-Charentes, c'est toute l'année que l'on est nombreux à utiliser sa voiture.

Dans ces régions, où au moins 55 % des habitants ont une automobile, le transport individuel est de mise. Des records somme toute logiques là où dominent les zones rurales. Du reste, hormis en Corse, la densité des routes départementales y est élevée.

Pour la raison inverse, la relative faiblesse du parc automobile de l'Île-de-France citadine ne surprend pas. Le Nord-Pas-de-Calais, avec moins de trente-neuf véhicules pour cent habitants, est le moins équipé. Sans doute la densité urbaine se conjugue-t-elle, dans cette région, avec la faiblesse des revenus moyens.

(Source : INSEE.)

FINANCES LOCALES

CHARLES PASQUA CRITIQUE LA DGF

Les aides de l'Etat seront l'un des outils de l'aménagement du territoire

Le comité des finances locales attendait une communication de Daniel Hoefel, ministre délégué à l'aménagement du territoire et aux collectivités locales, jeudi 22 avril. C'est essentiellement son ministre de tutelle, Charles Pasqua, qui a parlé.

Pour le ministre d'Etat, chargé de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, les finances locales doivent contribuer à corriger les distorsions de richesse entre collectivités. Elles doivent être l'un des outils de l'aménagement du territoire. Or, pour l'instant, elles ne remplissent pas suffisamment ce rôle, a déclaré M. Pasqua. Les mécanismes de péréquation - introduits par le gouvernement socialiste - tels que la dotation de solidarité urbaine (DSU) ou la dotation de développement rural (DDR) sont « louables ». Mais leur multiplication rend le système des finances locales « difficile à comprendre ». Pis, l'addition de ces mesures s'avérerait parfois « incohérente ».

La dotation globale de fonctionnement (DGF), principal concours de l'Etat aux collectivités, en serait l'exemple le plus frappant. Elle ne peut plus atteindre les nombreux objectifs qui lui ont été fixés : compensation de certaines charges ou handicaps, encouragement de la coopération intercommunale, péréquation des richesses. « La DGF s'étouffe, il faut une remise à plat », a déclaré M. Pasqua.

Le ministre a néanmoins déconseillé « la précipitation ». Une réforme de la DGF ne doit pas déséquilibrer le budget

A nos lecteurs. La prochaine édition d'« Heures Locales » paraîtra dans le Monde daté du dimanche 9-10 mai.

de l'Etat. De plus, les gestionnaires locaux ont besoin de stabilité pour effectuer leurs prévisions budgétaires. Les nouveaux mécanismes de péréquation auront à soutenir, enfin, une politique d'aménagement du territoire longuement mûrie.

M. Pasqua et Hoefel ont manifesté une certaine inquiétude à propos de la révision des valeurs cadastrales, qui entraînera d'importantes transferts de charge entre contribuables. Ils ont rappelé que cette révision aurait des incidences sur la répartition des concours financiers de l'Etat et qu'il faudrait en tenir compte pour mettre en œuvre un dispositif assurant plus de péréquation.

R. R. Lire également en page 23 : « Réviser la dotation globale de fonctionnement », par Joël Bourdin, sénateur de l'Eure.

CONGRÈS

L'URBANISME MOUVANT INQUIÈTE LES NOTAIRES

Les « officiers publics du droit » souhaitent lutter contre l'insécurité juridique qui perturbe le secteur de la construction

PERMIS de construire annulés en cascade par le tribunal administratif de Paris au cours des derniers mois, dont celui du centre de conférences international du quai Branly et celui de l'extension de Roland-Garros. Opération Seine-rive-gauche, 130 hectares, excusés du peu, stoppée et ZAC (zone d'aménagement concerté) frappée d'invalidité. Articles du plan d'occupation des sols (POS), à Paris et à Moulins notamment, à revoir sur ordre du Conseil d'Etat.

Les décisions d'urbanisme sont depuis quelques années soumises à rude épreuve. Il arrive même que des logements construits soient déclarés illégaux, et des imbricolés se nouent dont personne n'imaginerait.

Entre élus qui signent les autorisations de construire, chamboulent les plans d'occupation des sols d'un côté, et de l'autre les habitants, les promoteurs, les constructeurs, un personnage : le notaire, qui s'inquiète de plus en plus de cette « insécurité juridique » où baignent désormais collectivités publiques et particuliers.

Tel est le thème qu'ont choisi les notaires français pour leur 89^e congrès, qui rassemblera quelque deux mille cinq cents d'entre eux, du lundi 3 au mercredi 5 mai à Cannes (Alpes-Maritimes), avec, comme

ordre du jour, « urbanisme et sécurité juridique ».

Longtemps, les notaires français ont constaté que la tradition latine et l'histoire de leur profession aidant, la démonstration était faite de leur efficacité juridique et sociale. Aujourd'hui encore, les pays latins connaissent infiniment moins de litiges que leurs voisins anglo-saxons, européens ou nord-américains. La charge de contentieux est évaluée à 2,6 % du produit national brut aux Etats-Unis, contre 0,4 % dans les pays dits civilistes comme la France.

Pouvoir quasi discrétionnaire

A tel point que, lorsque ces dernières années, l'empire soviétique s'est effondré, les jeunes Républiques d'Europe centrale ou orientale se sont tournées vers les notaires de l'école latine pour qu'ils les aident à reconstruire leur système de droit, et retrouvant le fil de l'héritage napoléonien, à édifier de semblables structures professionnelles notariales (Le Monde du 30 mai 1992).

Mais la décentralisation est passée par là, qui bouleverse la pratique du droit de l'urbanisme, et pose aux 7.540 notaires français des problèmes nouveaux. Déjà, l'internationalisation des échanges et

l'utilisation de technologies de pointe, dans la construction et le génie civil, créent des situations inédites. Et la définition juridique des propriétés souterraines ou du sursol des dalles, par exemple, n'est pas chose aisée.

La décentralisation, surtout, a dérangé l'ordre établi et suscité un urbanisme mouvant. Si elle a rapproché autorités et administrés, le pouvoir qu'elle a donné aux élus locaux et aux maires, singulièrement, a pris quelquefois un tour quasi discrétionnaire, en matière de schémas d'aménagement, de POS, d'autorisations de ZAC ou de lotissements, de droit de préemption (Le Monde du 17 avril 1992).

Les préfets répugnent à contrôler, comme ils le devraient, la légalité de ces pratiques. Les administrés se voient ainsi exposés à de nombreuses déconvenues, coincés dans la « révisionnisme aigu » des règles de planification locale, la prolifération des textes, l'incohérence des références, et la non-application des décisions de justice. Un rapport du Conseil d'Etat, demandé en 1990 par Michel Rocard, a pu parler de véritable « pathologie de l'urbanisme ». Les vendeurs de sécurité que sont les notaires n'apprécient guère.

Ils vont donc formuler des propositions. Moins encore que par le passé, ils ne veulent être

de simples rédacteurs d'actes. Comme le souligne Gérard Kaeuffling, président du congrès de Cannes, les notaires ambitionnent aujourd'hui de jouer à la fois un rôle de contre-pouvoirs et de conseillers à l'égard des collectivités locales ; de conseillers aussi auprès des utilisateurs. Ils veulent s'intégrer dans la réforme du droit de l'urbanisme en cours.

Plusieurs articles du projet de loi qu'avait préparé le précédent ministre de l'équipement, Jean-Louis Bianco, ont d'ailleurs plus ou moins été repris et ont mis la main. Ils vont en reprendre le polissage et réclamer ce que Bertrand Lacourte (« patron » de l'une des plus grosses études, qui emploie à Paris plus de cent cinquante personnes dont trente clercs et officiers entre autres avec la Caisse des dépôts et consignations) appelle la définition de règles d'urbanisme « opérationnelles ».

Ainsi, explique-t-il, il faut introduire plus de clarté dans le cas, par exemple, d'un changement de POS après l'obtention d'un permis de construire, ou, autre exemple, dans les moyens de s'assurer que le délai de deux mois pour opposer un recours à un permis est bien expiré - ce que personne ne sait faire actuellement.

Bertrand Lacourte observe que, si le mot urbanisme ne figure dans aucun intitulé des ministères du gouvernement Balladur, cinq ministères ont des compétences en ce domaine, de la ville au logement, en passant par l'aménagement du territoire. Sans compter le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, attendu à Cannes lundi 3 mai à l'ouverture du congrès.

Charles Vial

BLOC-NOTES

AGENDA

■ Politiques européennes. - Plusieurs experts européens sont invités à rendre compte de leurs travaux sur le développement local lors d'une journée consacrée aux politiques régionales européennes. Ce colloque devrait donner lieu à une présentation des fonds structurels pour la période 1994-1999. Il est organisé par le centre de rencontres et d'initiatives pour le développement local (CRIDEL) et la Société centrale d'économie du territoire (SCE), et aura lieu jeudi 29 avril, à Paris.

■ Renseignements au (16-1) 44-24-04-60.

■ Programmes Leader. - Le conseil général de Lot-et-Garonne organise, avec la Commission européenne, un colloque sur « Le rôle des collectivités territoriales dans l'aide aux initiatives locales en zones rurales », lundi 3, mardi 4, et mercredi 5 mai, à Montflanquin. Ces actions sont connues sous l'appellation européenne de « programmes Leader ». Le colloque sera présidé par Jean-François Poncelet (UDF, sénateur et président du conseil général de Lot-et-Garonne).

■ Renseignements au (16-1) 53-69-40-22.

■ Développement local et réformes structurelles. - L'organisation de coopération et de développement éco-

nomiques (OCDE) organise une conférence sur « le développement local et le changement structurel », lundi 3 et mardi 4 mai, à Paris. Des universitaires, des hauts fonctionnaires et des élus examineront les effets des changements structurels sur les économies locales et régionales. Ils mesureront la contribution des collectivités au développement des entreprises et des emplois. Ils s'interrogeront sur les moyens à mettre en œuvre pour renforcer les compétences de celles-ci. Ils se demanderont enfin quel rôle les pouvoirs publics doivent jouer pour soutenir l'économie.

■ Renseignements au (16-1) 45-24-82-00.

■ Environnement. - Les deuxièmes Rencontres internationales entreprises, collectivités et environnement, baptisées EcoSis 93, auront lieu au CNIT de Paris-Defence, du lundi 3 au jeudi 6 mai. Un salon rassemblera plus d'une centaine d'entreprises, de sociétés de service ou d'associations, qui présenteront leurs savoir-faire en matière de maîtrise des pollutions ou d'élimination des déchets industriels et ménagers. Une vingtaine de tables rondes feront intervenir des spécialistes de l'environnement.

■ Renseignements au (16-1) 47-66-07-17.

■ Villages fortifiés. - Les quatrièmes Rencontres des villes et villages historiques des Pyrénées auront lieu à Prades (Pyrénées-Orientales), mercredi 5 et jeudi 6 mai. Elus locaux, responsables touristiques et conservateurs de musées échangeront leurs expériences en matière de protection du patrimoine fortifié et de développement local. Cette manifestation aura lieu dans le cadre des échanges de la Communauté de travail des Pyrénées, organisme de coopération transfrontalière, qui réunit huit régions pyrénéennes. La Communauté se réunira en conseil plénier les 6 et 7 mai. La présidence tournante, occupée depuis deux ans par Jacques Blanc (UDF-FR), président du Languedoc-Roussillon, reviendra à Marc Censi (UDF-FR), président de Midi-Pyrénées.

■ Renseignements au (16-1) 67-22-80-00.

■ Gestion urbaine. - Morphologies urbaines et développement durable dans les villes européennes et méditerranéennes : sous cet intitulé quelque peu obscur se dissimulent les questions fondamentales de la gestion urbaine actuelle. Les villes ne posent pas les mêmes problèmes de pollution et de patrimoine, selon qu'elles se développent de façon compacte ou étendue. L'Organisation des nations unies (ONU) consacre au sujet un atelier de recherche, du jeudi 6 au samedi 8 mai, à

Poitiers. L'ONU a en effet une structure de recherche internationale, le Comité des établissements humains qui fonctionne au sein de la Commission économique pour l'Europe, et qui a orienté son travail sur l'écologie urbaine, l'habitat, etc.

■ Renseignements au (16-1) 49-88-82-07.

■ Transports et territoire. - Charles Descours (RPR), sénateur de l'Isère, organise un colloque sur les transports et l'aménagement du territoire, mardi 11 mai au Sénat. Les grands équipements structurants, tels que TGV et autoroutes, donnent-ils compte de l'aménagement du territoire, ou ne font-ils que recréer les déséquilibres régionaux ? En cherchant à améliorer la circulation dans leur zone d'influence, les grandes agglomérations ne risquent-elles pas d'aspirer un peu plus la population des campagnes ? Des représentants du ministère de l'équipement, de la SNCF, des associations d'usagers ainsi que des élus participeront aux débats.

■ Renseignements au (16-1) 42-21-39-00.

CONTACTS

■ APCG. - Le bureau de l'Assemblée des présidents de conseils généraux (APCG) a créé une présidence et un secrétariat délégués, qu'il a confiés, respectivement, à Paul Girod (UDF, Aisne) et Jean-Pierre Dupont (RPR, Corrèze). Depuis le début du mois d'avril, le président de l'APCG, Jean Puech (UDF, Aveyron), ainsi que le secrétaire général, Michel Barrière (RPR, Savoie), font partie du gouvernement. M. Puech occupe la fonction de ministre de l'agriculture et de la pêche, et M. Barrière celle de ministre

de l'environnement. Le bureau a soutenu que, malgré leurs responsabilités nationales, ces élus départementaux conservent leurs fonctions au sein de l'APCG.

NOMINATIONS

■ Un nouveau secrétaire général pour Avignon. - Simon Soutou vient d'être nommé secrétaire général de la ville d'Avignon (87 000 habitants, Vaucluse). Il remplace Michel Brune, parti à la direction départementale de l'équipement du Vaucluse.

[Simon Soutou est né le 18 août 1952 à Sète (Hérault). Après avoir obtenu une maîtrise de droit public à l'université de Montpellier, il entre, en 1976, au conseil général du Gard. En 1978, il devient secrétaire général adjoint de cette administration. A partir de 1982, il occupe la fonction de directeur adjoint des services du département, puis, à partir de 1985, celle de directeur des services.]

PUBLICATIONS

■ Management territorial. - Le Centre national de la fonction publique territoriale et l'Association des ingénieurs des villes de France viennent de publier un ouvrage, *Management territorial*, qui fait le point sur les pratiques mises en œuvre dans les collectivités locales pour améliorer les prestations : projets de service, cartes de qualité, gestion prévisionnelle des ressources humaines, contrôle de gestion, comptabilité analytique, intéressement du personnel... ■ Editions du CNFPT, 3, villa Thoréton, 75738 Paris Cedex 15. 150 pages, 100 francs.

PROPOS

- DÉLOCALISATIONS. « Il faut se donner du temps, faire participer l'ensemble des agents pour qu'ils deviennent les moteurs de cette grande politique. » Jacques Voisard, président du Groupe d'études et de réflexions interrégionales (GERI), conseiller de Charles Pasqua pour l'aménagement du territoire, les Echos du 20 avril.
- TÉLÉTRAVAIL. « Le jour où j'ai fondé l'affaire, je me suis souvenu que j'étais petit-fils de paysans du coin. » Denis Hauvin, PDG de Télégoos, société de secrétariat à distance ayant créé cinquante emplois dans les Ardennes, le Nouvel Observateur du 15 au 21 avril.
- PRESSE. « Aujourd'hui, nous sommes dans la tempête, mais nous nous en sortirons. » Dominique Claudius-Petit, président de France agricole, la plus grosse groupe de presse agricole française, L'Echo de la presse du mois de mars.

Pouvoirs Locaux
La revue des experts du pouvoir local

GRANDS RESEAUX DE SERVICE PUBLIC
LE TEMPS DES CONCESSIONS ?
EDF, SNCF, La Poste : Les monopoles français face à la décentralisation et au Grand Marché

DECENTRALISATION
LES PROJETS DES PARTIS
Gérard Lemaire, Alain Juppé, Bernard Bosson, Jean-Pierre Raffarin, Philippe Herzig, Christian Piret.

RENSEIGNEMENTS :
Institut de la Décentralisation
2, rue des Longs-Près 92100 BOULOGNE - TEL : 47 61 92 48 - FAX : 47 61 92 47

فكرنا من الأصل

HEURES LOCALES
RÉGIONS

MIDI-PYRÉNÉES

LES TRÉSORS DE LOURDES

En dépit de sa richesse, le premier centre mondial de pèlerinage de la religion catholique est obligé de faire appel à l'aide publique et au mécénat privé

AVEC 5,5 millions de visiteurs par an, Lourdes peut revendiquer l'ancre de premier centre mondial de pèlerinage de la religion catholique. Sorte de principauté d'endosse sacrée dans le diocèse de Tarbes-Lourdes, les sanctuaires de Notre-Dame-de-Lourdes doivent au message prophétique hérité des fameuses apparitions de la Vierge à Bernadette Soubirous en février 1858, le statut particulier et l'autonomie financière que lui a toujours conféré l'Eglise.

«Allez dire aux prêtres de faire bâtir ici une chapelle.» Depuis cent trente-cinq ans, cette parole a été suivie à la lettre par la communauté religieuse. L'obole des pèlerins a permis la construction des trois basiliques dont on s'attendait à ce qu'elles accueillissent jusqu'à 25 000 fidèles. La dîme (10 francs), perçue sur chaque pèlerin depuis 1987, a permis le financement du dernier centre de culte. Notre-Dame-de-Lourdes, un édifice moderne implanté au cœur de la Prairie des sanctuaires, dont le coût (65 millions de francs) a été amorti en cinq ans. Au cours du seul mois d'octobre 1992 les dons et offrandes ont quasiment permis d'effacer la dette restante de 952 239 francs.

L'Eglise a longtemps laissé peser autour du fonctionnement financier des sanctuaires de Lourdes une chape de silence. Certains hérétiques croyaient percevoir derrière cette habitude une mystérieuse vocation de «pompe à finances» pour le Vatican. Mais depuis cinq ans, sous l'impulsion de son nouvel évêque, Mgr Jean-Marie Sarrailh, l'«église» de la grotte organise la gestion d'«affaires» des sanctuaires, livres, cartes avec parcimonie, tous ses secrets, mettant fin aux légendes les plus extravagantes. Le budget des sanctuaires est désormais connu. Il s'articule autour de 100 millions de francs en 1992, soit la moitié

de celui de la ville de Lourdes. L'économie touristique liée au phénomène religieux représente trois milliards de francs de chiffre d'affaires, soit trois semaines de déficit du commerce extérieur français, comme se plaît à le rappeler José Montegudo, secrétaire du syndicat de l'hôtellerie, qui veille sur les 320 hôtels de Lourdes et sur leurs 36 000 chambres.

Demandes de subventions

L'Eglise n'a presque plus rien à cacher. Elle a même ouvert en 1991 les portes de son «trésor de guerre»: une prodigieuse et inestimable collection de ciboires, de calices, de chasubles en or, jusque-là dissimulés aux regards indiscrets. Ce que n'a jamais dévoilé, en revanche, l'Église

de la grotte, ce sont les legs des particuliers: fortunes les plus diverses et dons immobiliers. Ils sont défilés dans Lourdes Magazine, le journal de la grotte, du mois de mars comme «Un acte de religion qui rejoint un abandon confiant à Dieu. L'Eglise s'occupe de toutes les formalités...» Elle use de ces fonds afin de moderniser ses installations.

Mais les sanctuaires de Lourdes ne se suffisent plus à eux-mêmes. Tout en lançant une nouvelle souscription auprès des pèlerins afin de restaurer les trois centres d'accueil des malades, pour la première fois les sanctuaires ont décidé de demander l'assistance publique. Des demandes de subventions ont été déposées auprès de la Communauté européenne, de l'Etat, de la région Midi-Pyrénées, du département des Hautes-Pyrénées et de la ville de Lourdes.

«Lourdes, malade de ses malades», un hebdomadaire parisien a lancé, fin mars, un cri d'alarme. Deux des hôpitaux, Marie-Saint-Frai et Notre-Dame, ont été construits en 1875, le troisième, L'Accueil Bernadette, a été bâti en 1975. Ces trois hôpitaux n'offrent plus des conditions spécifiques d'hébergement pour les 72 000 handicapés qui viennent chaque année à Lourdes.

Vieilles querelles

Le docteur Pilon, médecin, directeur du bureau médical des sanctuaires, estime que «la modernisation des trois centres d'accueil favoriserait la venue de malades relevant d'une médicalisation plus sophistiquée». Cette réorganisation est chiffrée à 150 millions de francs, beaucoup trop pour l'autorité ecclé-

siale... La demande de fonds publics réveille des vieilles querelles entre laïques et religieux. Certains y voient la remise en cause des bases fondamentales de la séparation des pouvoirs entre l'Eglise et l'Etat.

«Que serait Lourdes sans ses malades», s'interroge le Père Claude Westelynek, président de l'Association nationale des directeurs de pèlerinage (ANDDP) qui n'hésite pas à appuyer cet appel à l'assistance publique d'un second en direction du «sponsoring». Il souligne le rôle que «joue la cité mariale dans l'économie touristique pyrénéenne et nationale». Parallèlement, les malades risquent, selon lui, de souffrir des mesures de restructuration que la SNCF a décidées en révisant le fonctionnement des trains spéciaux.

Ces mauvaises conditions ne doivent pas décourager les malades. A l'heure où s'ouvre à Pâques la saison des pèlerinages, Lourdes se sent obligée de miser sur le mécénat privé ou public pour poursuivre la dimension spirituelle de sa vocation d'accueil. Autant croire au miracle!

de notre correspondant à Lourdes
Jean-Jacques Rollat

BOURGOGNE

La préfecture de Saône-et-Loire innove

Comme trente autres administrations de Saône-et-Loire, celle de Mâcon applique le plan de modernisation, élaboré en 1989 à la demande du ministre de l'Intérieur. Désormais, elle met son service télématique à la disposition des usagers (code : PREF 71), des élus et des secrétaires de mairie (code : PREF maire). Ce centre vidéotexte est conçu pour guider les démarches du public auprès des services administratifs, moyennant un coût peu élevé. Il fournit des informations sur les enquêtes ouvertes au public, et permet, en outre, de commander à distance des documents (attestations de non-gage, inscriptions aux concours, par exemple). Les 350 maires, sur les 574 utilisatrices d'un Minitel en Saône-et-Loire, bénéficient d'un ensemble de services supplémentaires. Quant au personnel de la préfecture et des sous-préfectures, il peut accéder gratuitement à des rubriques spécifiques: annuaire, journal interne, etc.

Un ferry nommé «Pride-of-Burgundy»

Pand O, la première compagnie maritime transmanche (50 % du trafic avec 13,5 millions de passagers en 1992), a décidé que le cinquième et dernier-né des bateaux de la flotte portera le nom de Pride-of-Burgundy (Fierté de la Bourgogne). Il est vrai que, chaque année, les touristes britanniques représentant la deuxième clientèle étrangère de la région. Les responsables de Pand O misent sur cette association pour se préparer à la concurrence du tunnel sous la Manche. Le bateau, qui assurera depuis le 5 avril la liaison régulière entre Douvres et Calais, reçoit le soutien du comité régional du tourisme de Bourgogne, qui l'utilisera comme support d'opérations de relations publiques. Le comité a organisé l'installation à bord d'une boutique de produits régionaux et a facilité la formation de cuisiniers à la gastronomie bourguignonne. Le Pride-of-Burgundy a reçu le parrainage officiel du conseil régional de Bourgogne et de la Confrérie des chevaliers du taste-vin.

de notre correspondant à Périgueux
Dominique Richard

AQUITAINE

AIDES SÉLECTIVES AUX ENTREPRISES

La nouvelle majorité du conseil général de la Dordogne refuse les subventions sans contrepartie

EN mars 1992, le département de la Dordogne avait basculé à droite, après une campagne électorale où les questions économiques avaient tenu le haut de l'affiche. A l'aide d'exemples tirés de la coalition RPR-UDF, le conseil général, alors aux commandes du département, de gaspiller les deniers publics en soutenant des sociétés qui n'avaient aucune chance de se redresser (le Monde daté 7-8 juin 1992).

Un an après avoir remporté les élections cantonales, la cour-

velle majorité a mis ses actes en conformité avec son discours. A l'initiative de Pierre Chausse (UDF), vice-président chargé des finances, le régime des aides aux entreprises et aux communes vient d'être sérieusement révisé. Désormais, le subvention sans contrepartie est prohibée. Seules des avances remboursables pourront être consenties mais elles seront assorties de conditions draconiennes.

L'argent ainsi versé devra obligatoirement servir à recon-

stituer les fonds propres de l'entreprise en difficulté. Il se doublera d'un apport au moins égal de l'actionnaire majoritaire ou de ses associés, qui devront apporter leur caution personnelle ou obtenir un prêt bancaire du même montant. Un refus du banquier sera automatiquement perçu par les élus comme une invitation à s'abstenir d'engager le moindre argent public. Quant au taux de garantie du département, il passera de 30 % à 25 % des fonds empruntés sans pouvoir dépasser le plafond de 500 000 francs.

Dans le même temps, la couverture des risques pris par les communes en matière de création d'entreprises sera sensiblement réduite. Les municipalités qui avancent, dans le cadre de la procédure dite d'usines-relais, l'argent nécessaire à la construction de bâtiments demandés par les industriels, se heurtent souvent par la suite à des impayés de loyers. Jusqu'à présent, le département de la Dordogne assumait 50 % du montant de ces créances; maintenant il n'en prendra plus que sa charge que 25 %.

Lors de son intervention devant les conseillers généraux, Pierre Chausse a relevé que le moitié des aides accordées ces cinq dernières années aux entreprises avait été perdue. «Nous ne pouvons plus donner de l'argent à des sociétés qui vont déposer leur bilan quelques mois plus tard.»

Un «comité des prêts»

Le schéma actuellement retenu vise à confier le devenir de l'économie locale à des spécialistes et à conforter les PME les plus performantes du Périgord en renforçant leur compétitivité.

Dans cette optique, des négociations sont en cours entre le département et plusieurs banques. Il s'agit de constituer un «comité des prêts», susceptible de procurer de l'argent à bas prix aux entreprises porteuses d'avenir.

Ainsi, le conseil général envisage d'avancer un capital à un pool bancaire qui pourrait, lui aussi, apporter son écot. Les intérêts secrets viendraient en déduction de ceux demandés aux entrepreneurs sur la base des taux en vigueur.

En dépit de cette perspective, les élus de gauche de l'assemblée départementale ont

de notre envoyée spéciale à Evreux
Christiane Chombeau

SOLIDARITÉ

EVREUX TRÉBUCHE SUR LA DÉLINQUANCE

Suite de la page 17

L'incendie, fin février, d'une salle de la maison de quartier construite il y a quatre ans au centre de la ZUP, a convaincu le maire d'agir avant qu'il ne soit trop tard. «Je devais séparer le bon grain de l'ivraie, avant qu'apparaissent des rejets ou des actes de racisme», explique-t-il. Dix familles (marocaines, sénégalaises, zairoises et françaises) ont reçu une lettre les informant que les bons de cantine déposés par la mairie leur étaient supprimés jusqu'à ce qu'elles parviennent à raisonner leurs enfants. Certains Ebreux ont immédiatement applaudi. D'autres, redoutant la méthode, ont finalement décidé de faire cooïfiance à ce maire décidément peu orthodoxe, car ils reconnaissent qu'il fallait faire quelque chose pour juguler la violence. Les familles et les associations des différentes communautés étrangères ont demandé à être reçues.

La liste des griefs

Quelques griefs ont été distribués dans plusieurs foyers. Des jeunes sont venus faire amende honorable et demander à la maison de quartier s'il n'y avait pas des petits travaux à accomplir. Une mère française, seule avec ses deux garçons, sollicite un tuteur... Le dialogue est renoué, le calme est revenu. Mais à la suite des articles parus dans les journaux, l'affaire prend une nouvelle tournure.

L'amertume et les critiques reprennent le dessus. «Une fois encore, regrette Joseph Mendy, responsable de l'Union des ressortissants sénégalais de l'Eure (URSE), les immigrés sont présentés comme des délinquants. N'est-ce pas plutôt un problème de chômage, de pauvreté et d'éducation?» Le Syndicat de la magistrature dénonce la façon dont le maire «stigmatise sans preuve, et de manière arbitraire» des familles en difficulté. Les représentants des associations locales restent dans leur ensemble perplexes devant une mesure qui finalement pénalise les plus pauvres et désigne du doigt des familles où un enfant fait les quatre cents coups alors que ses frères et sœurs ont une conduite irréprochable.

«Pas question de nier les responsabilités des parents», explique Mohamed Rekkis, le responsable d'un club de foot marocain, mais ils ne peuvent pas agir comme ils agiraient au pays. Ici, ils savent que, s'ils battent leurs enfants, l'assistance sociale va menacer de les placer à la DDASS. Les jeunes peuvent même aller se plaindre de leur père auprès d'un juge.» Ce grief revient comme un leitmotiv. La France qui cherche à protéger les enfants est accusée d'empêcher les parents d'exercer leur autorité.

Si tout le monde reconnaît que le maire a toujours été accessible, ce n'est guère le cas de ses adjoints. La liste des griefs s'allonge: l'URSE dit n'avoir jamais pu obtenir une salle de la maison de quartier pour les ballets africains qu'elle organise; le Tropicale (un regroupement

d'une trentaine d'associations diverses créé par des Sénégalais) a dû compter sur ses seuls adhérents pour mener des activités d'alphabétisation et de soutien scolaire.

Un des points essentiels de la polémique porte sur l'ALM. L'association, créée par le maire, a assis sa popularité sur des équipes sportives de bon niveau. Afin d'élargir les activités socioculturelles, une maison de quartier lui a été confiée. Mais, depuis sa création, celle-ci cristallise tous les conflits, politiques ou personnels. Les responsables des associations affirment qu'il est inutile de frapper à sa porte pour obtenir une salle et qu'elle sert de prétexte pour refuser des aides aux initiatives extérieures. Rien d'étonnant à ce qu'elle ait été la cible des jeunes.

Bateau ivre

Pourtant Maryvonne Han-notaux, conseillère municipale, directrice de la maison de quartier depuis deux ans, ne ménage pas ses efforts pour redresser ce bateau ivre. Maladroitement peut-être. Sa théorie est simple: on aux aides financières pour partir aux sports d'hiver, où aux projets où les jeunes ont un rôle actif.

Roland Plaisance a demandé à son premier adjoint de mettre sur pied, en liaison avec les autres partenaires (police, justice...), une politique cohérente de prévention et de prise en charge de la délinquance.

Car le maire ne pense pas que l'oo puisse ériger les suspensions d'aide sociale en principe. La mesure répondrait à une situation précise, à un moment donné, dans un quartier particulier.

LA CONCENTRATION LA PLUS INTENSE
DES ENERGIES ET DES METIERS
POUR LE RAYONNEMENT
DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

LYON 12, 13, 14 MAI 1993.
5^e FORUM DE LA COMMUNICATION PUBLIQUE

6 GRANDS DEBATS
6 TABLES RONDES
26 ATELIERS

Communication économique... Communication sociale... Démocratie... Education Civique... Typographie... Communication financière... Marketing politique... Plan Média... Journaux municipaux... Environnement... Territoire, identité et appartenance... Etc.

CAP' COM

RENSEIGNEMENTS ET INSCRIPTION
AU 78 62 33 62

CINQUIÈME

Le jardin de Polytechnique

Pendant dix-sept ans, les Parisiens ont attendu l'ouverture officielle du jardin qui a été aménagé dans la cour de l'ancienne Ecole polytechnique, dans le cinquième arrondissement, après le départ des «X» en 1976. Six mille mètres carrés à l'abri de la circulation et environnés de bâtiments historiques à la superbe architecture.

L'Etat, auquel appartient le terrain, s'était engagé à le confier à la Ville qui devait l'aménager en jardin public. Mais le ministre de la recherche, installé sur le site, s'y opposa longtemps pour des raisons de «sécurité». Esquissé l'an dernier, un accord a été signé récemment. L'espace situé devant le ministère restera derrière sa grille, mais la reste, concédée à la ville et entretenu par ses jardiniers, sera rendu aux promeneurs. Enfin!

TREIZIÈME

Le Conservatoire du littoral au bord de l'eau

Après des années d'errance en divers lieux de la capitale, dix-huit ans au total, le Conservatoire du littoral a enfin trouvé, pour son siège administratif, un emplacement en rapport avec sa mission : les bords de Seine. Dans quelques semaines, il s'installera sur le quel d'Austerlitz, dans les entrepôts du Port autonome de Paris.

Les dirigeants du Conservatoire, devenu avec ses 40 000 hectares le plus gros propriétaire du littoral français, auront enfin, eux aussi, les pieds dans l'eau. Ils disposeront d'un espace suffisant, 450 mètres carrés, pour organiser des expositions illustrant les résultats de leur persévérante politique de protection des rivages. Mais ce ne sera que pour un temps. Dans le cadre de l'opération Seine-Rive-Gauche, les entrepôts du Port autonome devront un jour disparaître pour que les Parisiens retrouvent à cet endroit les rivages de leur fleuve.

QUATORZIÈME

Une chance pour les malvoyants

Il est aujourd'hui possible d'entraîner le cerveau des personnes âgées malvoyantes à interpréter les images indistinctes qu'elles perçoivent encore.

L'association pour les personnes aveugles et malvoyantes (APAM, domaine des Ombrages, 78160 Marly-le-Roi, tél. : (16-1) 39-58-00-68) fait connaître dans la 14^e arrondissement un immeuble qui comportera un centre de rééducation de ce genre. Une cinquantaine de personnes pourront y être traitées chaque semaine.

En Ile-de-France, 3 000 malvoyants pourraient tirer profit de cette rééducation. Le centre, dont l'édification est subventionnée par les caisses de retraite, la municipalité et le conseil régional, devrait accueillir ses premiers patients en octobre.

TOURISME

L'office nouveau

Après six mois de travaux, l'office de tourisme de Paris ouvre son nouveau hall d'accueil, sur les Champs-Élysées, la 2^e mal. La facture, acquittée par le budget municipal, s'élève à 15 millions de francs. Sur une surface deux fois plus vaste qu'auparavant ont été installés un bureau d'information, un compteur de réservation, un kiosque de vente de documentation, un bureau de change et un centre d'informations téléphoniques.

Deux nouveautés sont annoncées : une boutique d'objets-souvenirs de qualité où l'on trouvera également les catalogues des expositions majeures et une documentation sur les vingt capitales européennes.

HISTOIRE

LE TREIZIÈME REDÉCOUVERT

Ignoré des guides touristiques et de médiocre réputation, cet arrondissement périphérique suscite soudain une intense curiosité

BANAL est une épitaphe qui convient à ce coin sud-est de la capitale. Pourtant l'histoire et même la préhistoire du treizième arrondissement, sont autrement plus agitées que celles de la plupart des localités de l'Hexagone. Là passait la voie romaine bordée de nécropoles qui conduisait de Lutèce à Sens, à Lyon et à Rome. Là, dès le haut Moyen Âge, surgit autour d'un évêque légendaire le bourg autonome de Saint-Macel, ses trois églises et ses couvents.

Longtemps, de nobles familles y fréquentèrent leurs maisons de campagne. Puis, autour de la Bièvre, l'axe liquide du secteur entourant l'une des cinq collines de Paris, la butte aux Cailles, foisonnèrent les artisans. Au Grand Siècle, la monarchie y établit la Salpêtrière, le plus monumental hospice du royaume, et la manufacture des Gobelins, l'une des plus anciennes et des plus célèbres entreprises d'Etat.

Au XIX^e siècle, ce territoire fut le champ d'une industrialisation effervescente attirant autour d'elle tout un peuple de ruraux déracinés. Les ateliers ferroviaires d'Austerlitz, la raffinerie Say, les automobiles Panhard, les Grands Moulins de Paris,

puis Gnome-et-Rhône et Delahaye font partie de l'aventure industrielle nationale. Plus que tout autre, cet épisode a forgé la personnalité du XIII^e.

Laborieuse et souvent misérable, la population du quartier a suscité ou épousé toutes les révolutions, celles de 1789, 1848, 1871. Et chaque fois avec leur cortège de souffrances et d'héroïsme : massacres de Septembre à la Salpêtrière, assassinat du général Brès à la Maison-Blanche, ultimes combats des communistes de la rive gauche sur la Butte-aux-Cailles. Une tradition prolongée jusqu'aux échauffourées de la cité Jeanne-d'Arc, en 1934, et aux règlements de comptes entre MNA et FLN pendant la guerre d'Algérie.

Préjugé tenace

De son habitat et de ses fureurs prolétaires, l'arrondissement a gardé une exécrable réputation. Les écrivains à la recherche de tableaux misérabilistes ont eux-mêmes contribué à la forger. Avec Victor Hugo, Hector Malot, les Goncourt, Hoymans, Paul Claudel, Henry

de Montherlant, le talent n'a pas manqué. Autre conséquence : les âmes charitables ont trouvé là plus qu'ailleurs matière à se dépenser. Au siècle dernier Jeanne-Marie Rendu, en religion Sœur Rosalie, y a gagné la célébrité. Le XIII^e compte encore un nombre record de havres pour déshérités.

Ces foyers ne correspondent plus à la géographie sociale du quartier. La rénovation y a mis bon ordre. Sur les fiches des industries défuntes, les tours et les cités HLM ont poussé dra. Modestes employés et petits bourgeois ont remplacé les ouvriers d'antan. Artisans et négociants asiatiques succèdent aux ouvriers spécialisés venus du Maghreb. Avec 171 000 habitants, le XIII^e est l'un des quatre arrondissements les plus peuplés de la capitale. Classé dernier pour le nombre de ses petits commerces il offre, sur place, 38 000 emplois. Votant autrefois pour la gauche, il penche aujourd'hui pour le RPR grâce à un tiers de ses électeurs, chômeurs indécidables.

Le XIII^e est bien loin du «faubourg souffrant» décrit jadis. Plus peuplé que Lille, Grenoble ou Clermont-Ferrand, il dispose des équipements dus à son rang. Collèges, lycées techniques et d'enseignement général, grandes écoles, universités, stades, gymnases, piscines, bibliothèques, conservatoires, théâtres, hôpitaux et cliniques, églises, temples et synagogues, gares et transports publics, rien ne lui manque. Avec en prime de grands établissements nationaux comme les Gobelins, l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), le Mobilier national, l'Office national d'information sur les enseignements et les professions (ONISEP), etc. Seuls font défaut les hôtels et les sièges sociaux, sans doute découragés par un tenace préjugé.

En revanche, la nébuleuse associative y est foisonnante. On y déniche une Association d'histoire et d'archéologie du XIII^e, classique société savante, et même une Association des écrivains du XIII^e, qui pourrait compter parmi ses adhérents trois prix Goncourt : Yann Queffelec, Michel Host et Tahar Ben Jelloun. Le signe d'une nouvelle respectabilité.

La mutation n'est d'ailleurs pas achevée. Le plus grand chantier de France est ouvert sur les bords de la Seine avec, comme

locomotive, la nouvelle Bibliothèque nationale. Dans le futur quartier, construit au-dessus des voies ferrées, les bureaux domineront largement, apportant au XIII^e un surcroît d'activités justifiant sa prétention d'être «une ville dans Paris».

Les éditeurs, eux, ont senti le vent. Outre celui qui accompagne l'exposition à la mairie (voir encadré ci-dessous), trois ouvrages se proposent aux amateurs. Une *Vie et histoire du XIII^e*, sortie en 1987, a été rééditée (1). Elle fait partie d'une col-

lezione abondamment illustrée qui a traité systématiquement des vingt arrondissements et que son éditeur qualifie de «grands succès». Le tome consacré au XIII^e s'est vendu, annonce-t-il, à 8 500 exemplaires. Il offre une histoire anecdotique du quartier, sept promenades et un dictionnaire des rues. Originalité : il est émaillé d'extraits signés des grands auteurs du passé.

Dans la même veine vient de paraître *C'était hier... le XIII^e arrondissement*, rédigé par un antédilecte de talent, enquêteur infatigable et amusé par son quartier (2). Il illustre ses propos avec quelques-unes des 1 600 cartes postales qu'il a rassemblées sur le sujet. Une mine pour les historiens. Les 2 000 livres déjà vendus lui ont apporté des dizaines de témoignages qui nourriront l'édition suivante.

Enfin le troisième ouvrage, signé par un spécialiste du «polar», renoue avec la tradition des «écrivains déambulateurs» comme Rétif de la Bretonne, Louis-Sébastien Mercier, Robert Legeat ou Lén Mallet. L'auteur, Alain Demouzon, lui aussi amateur du XIII^e, convie son lecteur à une balade nostalgique à travers les villages et cités qui composent l'arrondissement (3). «Je suis un écrivain régionaliste», dit-il avec un pointe d'ironie. Son éditeur se lance lui aussi dans la littérature d'arrondissement. Les puces de Saint-Ouen, le X^e, le XV^e, Mouffetard en seront les pro-

Coup de projecteur en images

Les hardis explorateurs qui osent grimper jusqu'à la place d'Italie n'en redescendant pas décus, s'ils ont quelque curiosité pour les terroirs urbains. Les découvertes ne manquent pas. En vrac : la tour sémaphore du nippou Kanzo Tange, une mairie Belle Époque, le seul maire d'arrondissement devenu ministre - Jacques Toubon (RPR) - la plus vaste salle municipale de Paris et une exposition exclusivement consacrée au plus décrié des arrondissements de la capitale : le XIII^e, justement. Elle a lieu jusqu'au 27 mai, à la mairie.

C'est la deuxième fois, après le XV^e, noblesse oblige, qu'un tel projecteur est braqué sur un quartier parisien. Son titre ne manque pas de culot : «Le XIII^e : une ville dans Paris». En quelques enjambées voici l'histoire de la «ville» : un sarcophage, des

parchemins, des tapisseries, des tableaux pour évoquer le passé ; les maquettes des grands projets (Seine Rive Gauche, la Bibliothèque de France) pour dessiner l'avenir.

Mais la véritable nouveauté, c'est l'ouvrage publié à cette occasion (1). Cette monographie de 280 pages est abondamment illustrée et trente-trois auteurs y ont participé. Des chercheurs au CNRS, des urbanistes, des spécialistes «pointus» n'ont pas cru déchoir en travaillant sur telle ou telle facette d'un arrondissement considéré jusqu'ici comme sans grand intérêt. Voilà une première qui pourrait susciter des émules.

M. A.-R.

(1) *Le XIII^e arrondissement, une ville dans Paris*, sous la direction de Gilles-Antoine Langlois, 1993, 260 p., 290 F.

chans prétextes. Dix ans après la création des mairies d'arrondissement, l'esprit de clocher semble renaitre dans la capitale. Mais c'est le XIII^e qui ouvre la voie.

MARC AMBROISE-RENDU

(1) *Vie et histoire du XIII^e arrondissement*, par Jean-Jacques Lévyque, éditions Hervas, 1987, 158 p., 190 F.
(2) *C'était hier... le XIII^e arrondissement*, par Gérard Conte, éditions LM-Le Point, 1992, 191 p., 185 F.
(3) *Le Gendarme des barrières*, par Alain Demouzon, éditions Patrice de Moncan, 1993, 144 p., 95 F.

LOISIRS

LILLIPUT A LA PARISIENNE

Le quatorzième Salon du modèle réduit a attiré 190 000 visiteurs en neuf jours

UNE manifestation parisienne au moins semble se moquer de la crise et de la morosité générale : c'est le salon annuel du modèle réduit. Sa quatorzième édition a encore reçu, en avril, 190 000 visiteurs en neuf jours. Avec un nombre de pratiquants estimés à trois millions de personnes, la France est pourtant loin d'occuper le premier rang mondial. Les Etats-Unis, les pays nordiques, l'Allemagne la devancent largement. Même situation pour les fabricants. La plupart des trois cents petites entreprises qui approvisionnent un marché évalué à 3 milliards de francs par an sont obligées d'importer leur marchandise. L'Hexagone ne compte qu'une cinquantaine d'artistes producteurs.

Mais la formule imaginée par Alain Barrau, créateur du Salon, lui-même aéromodéliste chevronné, est particulièrement originale. Il a réussi à réunir à Paris durant quelques jours, l'essentiel des négociants et des clubs qui s'intéressent aux cinq disciplines principales de la miniaturisation : avions, autos, bateaux, trains et figurines. Et il y a ajouté une multitude de démonstrations, qui offrent aux visiteurs un spectacle permanent.

Un cocktail ingénieux

Ces derniers ont pu voir des flottilles de guerre se croisant à grand bruit sur un océan de la taille d'une piscine, des avions de voltige télécommandés faire évoluer leurs appareils au-dessus d'un aéroport grand comme un terrain de basket et des conducteurs piloter des microbolides atteignant les cent kilomètres à l'heure sur un circuit qui tiendrait dans un grand salon.

Ce cocktail ingénieux d'une exposition statique de mille petites merveilles et d'évolutions spectaculaires constitue une sorte d'univers lilliputien d'autant plus attirant qu'il est à la fois éphémère et original. Il ravive les passions de maquettes, bien sûr, mais, aussi en nombre presque équivalent, des curieux qui accourent parfois de fort loin. Un peu plus d'un visiteur sur cinq est parisien. Près de la moi-

tié vit en Ile-de-France, un bon quart en province. Les autres, quelques milliers, viennent de pays voisins comme la Belgique et la Suisse.

Enfants et adolescents y sont minoritaires, et ne servent souvent que de prétextes à la présence de leurs pères. Les plus nombreux des amateurs sont des hommes de seize à quarante-cinq ans, dont plus des deux tiers sont étudiants, cadres moyens, cadres supérieurs, membres de professions libérales ou industrielles.

Imagination et talent

Le modélisme est un loisir, souvent une passion, qui demande de l'imagination, le goût du travail bien fait, de solides connaissances techniques ou historiques et pas mal de talents artistiques. Les matières premières sont peu coûteuses - parfois de simples allumettes - et de faible encombrement. Avec elles, on fabrique le plus sérieusement du monde, comme en témoigne la participation de sept musées à ce Salon, des objets dérisoires. Mais ils font rêver leurs créateurs et témoignent de leurs talents. Bref, la maquette est une activité typiquement postindustrielle, voire même écologique et qui s'insère parfaitement dans l'écosystème urbain.

Comme il se concentrait surtout sur des véhicules et des figurines essentiellement militaires, ce passe-temps est resté jusqu'ici l'apanage des hommes. Mais cela pourrait changer. Les modèles réduits de mobilier, de costumes et d'architecture font leur apparition.

En avril, étaient exposés, pour la première fois, des mini-jardins réalisés dans certaines écoles élémentaires parisiennes.

Les écoliers aux mains vertes ont appris la technique non pas chez quelque vendeur de bonsai japonais, mais dans les serres municipales. Depuis quelques années les jardiniers de Paris y livrent leurs secrets à des classes entières. Les immenses possibilités de la miniaturisation restent à explorer. Et Paris, dans ce domaine, semble tenir la tête.

M. A.-R.

DÉCALAGE HORAIRE

Le Japon, paradis du vélo

Banni à Pyongyang car «contraire au progrès du socialisme», omniprésent à Pékin, en voie d'être supplanté chez les «Petits dragons» d'Asie par les motos pétaradantes, le vélo reste, au Japon, un élément indissociable du paysage urbain. Dans ce pays on compte une bicyclette pour deux habitants, soit soixante millions.

Plein pour le piéton, les cyclistes circulant le plupart du temps sur les trottoirs, la chausée leur étant interdite. C'est surtout aux alentours des gares de banlieue ou des quartiers résidentiels que l'on mesure l'importance de ce moyen de locomotion. Beaucoup d'habitants se servent en effet d'un vélo pour se rendre à la gare d'où ils gagneront leur lieu de travail. La soir, ils le reprennent pour rentrer chez eux.

Une pratique qui se traduit par l'embouteillage des garages à vélos et d'innombrables enchevêtrements de pédales et de guidons sur les parkings sauvages, qui entravent souvent la circulation des piétons. Ainsi, devant la gare d'Esakuchō, dans l'arrondissement de Sugiyama à Tokyo, compte-t-on quotidiennement près de deux mille bicyclettes ; devant celle de Kichijō,

près de dix mille. L'affection des Japonais pour la bicyclette crée des problèmes croissants du point de vue de l'insuffisance des parkings - 9 000 à travers l'archipel pour accueillir trois millions de vélos - est le plus évident. L'association nationale des fabricants de petites reines subventionne chaque année la construction de nouveaux parkings mais l'effort est insuffisant.

Avec le développement de la demande en bicyclettes (près de 8 millions produites en 1991 contre 6,5 millions quatre ans plus tôt), le nombre des engins abandonnés augmente également. Selon la police, en 1990, 804 000 bicyclettes ont été abandonnées, dont près de 250 000 à Tokyo.

La moitié des vélos mis en fourrière ne sont jamais réclamés. Aussi, plusieurs municipalités ont-elles décidé de suivre l'exemple de l'arrondissement de Toshima, à Tokyo, qui remet en état les bicyclettes non réclamées dans les deux mois et les expédie vers des pays du tiers-monde. En 1991, Toshima a envoyé 2 000 vélos usagés en Afrique.

Une dizaine de villes, dont celle de Yokohama, font désormais de même. Sans attendre

qu'elles leur soient données, certains se servent sans gêne. C'est ainsi qu'aux alentours du port de Tokyo, de nombreux vélos sont régulièrement volés par des marins russes en escale.

Malgré les problèmes que pose sa prolifération, notamment aux heures de pointe, dont se font régulièrement l'écho les lettres de lecteurs aux journaux, la bicyclette reste un moyen de transport individuel très adapté à la ville japonaise. Celle-ci offre la particularité de mêler, sans pratiquement d'espace intermédiaires, les grandes artères de la mégapole aux ruelles des quartiers qu'elles enserment où prévaut la vie de voisinage. Dans ce labyrinthe sans trottoirs, où la voiture est une intrusion, qui ne peut que circuler lentement, le vélo est roi. Les femmes par exemple font leurs courses sur une bicyclette munie à l'avant d'un panier pour les provisions et à l'arrière d'un siège pour leur enfant. Le dimanche, les cyclistes en famille profitent largement de certains espaces piétonniers répandus, notamment dans la capitale.

de notre correspondant à Tokyo
Philippe Pons

LES CLASSES DE
PRENNENT DE L'

LA RI
DU CI

D

STÉRIX
EVEUT IRREDUC

هكذا من الأصل

ILE-DE-FRANCE

HAUTS-DE-SEINE

LES CLASSES DE DÉCOUVERTE PRENNENT DE L'ALTITUDE

A l'initiative de la municipalité de Vanves, des écoliers se sont initiés au pilotage d'avions de tourisme

On les connaît vertes, comme la campagne, bleues comme la mer, et, plus récemment, couleur patrimoine, ou culturelles. Les classes de découverte viennent de franchir un nouveau cap avec l'initiation d'enfants âgés de dix à douze ans au pilotage d'avions de tourisme. L'initiative est venue de la commune de Vanves, où une école de pilotage a été créée.

tel palmarès a de quoi rassurer et l'aviateur s'est montré persuasif. A l'issue de la soirée, parents et élèves étaient prêts pour l'aventure. Il ne restait plus aux futurs pilotes qu'à se présenter à l'examen médical d'aptitude au vol. Tous ont obtenu l'indispensable certificat. Fio Marx, le CM2 quittait Vanves pour deux semaines de stage à Carcassonne, dans l'Aude.

jeunes recrues pendant les vacances. Elle s'est donc adaptée à l'emploi du temps des classes de découverte. Les matinées étaient réservées au travail scolaire. Mais le reste du séjour n'a pas été de tout repos : les enfants ont consacré une bonne partie de leurs après-midi et de leurs week-ends à suivre un programme aéronautique largement dominé par la théorie : découverte de l'avion, initiation à la mécanique et à la météorologie, étude des

cartes et de l'altimétrie. Répartie en trois équipes, baptisées comme il se doit Mermoz, Clément-Adier et Gagarine, les enfants de la classe de Vanves ont trouvé le temps de s'entraîner sur l'aérodrome de Salvaz. Ils ont eu droit à des séances pratiques sur un simulateur et ce vol.

Confiance et maturité

Au cours de ces deux semaines, chaque enfant a pu piloter à trois reprises *Balman*, le Rallye 110 ST du club. Le dernier jour, malgré une météo plutôt défavorable, les pilotes juniors ont pu passer leur diplôme d'initiation avant de retrouver leurs familles.

« Des séjours de ce genre permettent aux élèves d'acquiescer une meilleure confiance en eux et une maturité scolaire »,

estime François Nagle. L'instituteur sait de quoi il parle puisqu'il a déjà encadré sept classes de nature. « L'initiation à l'aéronautique a développé chez eux l'esprit de groupe, la volonté d'atteindre l'objectif fixé. » Des propos qui finissent à la devise du fondateur de Jeunesse Aviation, pour qui « là où il y a la volonté, il y a le chemin ».

« Maintenant que nous avons essayé les pilotes, nous comptons bien renouveler l'expérience l'an prochain avec une classe, voire deux. S'il y a suffisamment de volontaires », annonce Michèle Lurot, responsable du service des écoles à la mairie. Comptons tous du succès de ce premier séjour, l'équipe municipale devrait pouvoir compter sur les élèves de François Nagle pour convaincre leurs camarades les plus hésitants.

Jean-Claude Pierrette

CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

La région n'est plus épargnée par la crise

Actuellement, la situation économique semble se dégrader plus vite en Ile-de-France que dans les autres régions françaises. Telle est la conclusion de la note semestrielle du conseil économique et social de la région. En 1992, le chômage a augmenté de 9 % en Ile-de-France, contre 5,4 % dans le reste du territoire, et les déficiences d'entreprises y ont été de 24 % contre 9 % au niveau national.

Les caractéristiques locales des activités et de l'emploi, qui constituent des avantages en période d'expansion, pénalisent aujourd'hui cette région. Ainsi, l'aéronautique, l'armement et, depuis peu, l'automobile, font désormais partie des secteurs industriels les plus touchés.

Les services, et en particulier ceux destinés aux entreprises, perdent aussi beaucoup d'emplois. L'immobilier de bureau, qui a longtemps constitué l'un des moteurs de la croissance régionale, est dans une situation critique. Enfin, les cadres, très nombreux en Ile-de-France, ne sont plus épargnés par la crise. Le taux de chômage de cette catégorie professionnelle a grimpé de 14 % en une année.

SEINE-SAINT-DENIS Une convention d'animation pour les « 3000 »

Jean-Claude Abrioux (RPR), maire d'Aulnay-sous-Bois, et Gérard Suarez, président de la chambre des métiers de Seine-Saint-Denis, ont décidé d'unir leurs efforts et leurs moyens pour maintenir le petit commerce et l'artisanat de proximité dans la cité des 3000. Ce quartier, construit à la fin des années 60, est physiquement et socialement très dégradé. Les deux hommes viennent d'officialiser leur engagement en signant une convention. Leur objectif est de développer les activités nécessaires « à la promotion de nouveaux emplois locaux ». Il s'agit pour eux de parvenir « à l'insertion dans la vie sociale et économique des jeunes en difficulté et à l'amélioration du cadre de vie et de l'image de ce secteur ». Conformément à sa vocation, le chambre des métiers propose son savoir-faire et ses conseils. La municipalité souhaite renforcer ainsi sa politique de développement social du quartier.

ESSONNE

LA RICHESSE DU CRESSON

Le comité départemental du tourisme fait découvrir la culture de la « salade d'hiver »

DANS le cresson, tout est bon. On connaît sa richesse en sels minéraux. Il contient plus de fer que les épinards, de l'iode, du soufre et du calcium. Il est plus riche en vitamine C que les oranges. Ses propriétés font qu'il est recommandé aux hypertendus, aux artériosclérotiques, aux femmes enceintes et même à ceux qui craignent la calvitie.

On sait moins que la culture du cresson est en soi une véritable curiosité. Les cressonniers ont en effet un aspect qui ressemble à celui des riziculteurs. Un paysage inattendu au milieu des plaines de la Beauce qui couvrent une partie de l'Essonne. Le comité du tourisme de ce département d'Ile-de-France, où se cultive près du tiers de la production nationale, en fait d'ailleurs un des thèmes des Journées du tourisme et de la gastronomie, qu'il organise du vendredi 23 au dimanche 25 avril à Draveil.

Les 35 hectares de cressonniers de l'Essonne se situent, autour de la commune de Méréville, dans les vallées pittoresques de rivières aux noms évocateurs comme la Louette, la Chalouette ou le Jûne. Le

cresson a en effet besoin de beaucoup d'eau pour pousser. Mais cette eau doit être pure. Les soixante producteurs du département, qui récoltent 3150 tonnes de cresson par an, soit 40 % de la production nationale, utilisent l'eau des sources résurgentes du plateau de Beauce.

Cette eau, légèrement ferrugineuse, sort toute l'année à une température constante de 11 à 12 degrés. Il n'y a pas de risque de contamination par les animaux dans une région de grande culture céréalière comme l'Essonne. Et, à la différence du cresson sauvage, le cresson cultivé, régulièrement contrôlé par les autorités sanitaires, ne risque pas de transmettre la douve du foie.

Importé d'Allemagne

Le cresson, que l'on consommait depuis la Haute Antiquité, était une « salade d'hiver ». Sous sa forme cultivée, il a

été importé d'Allemagne par un intendant des armées napoléoniennes. Semé en juillet, on le récolte aujourd'hui du mois d'août au mois de mai, pendant lequel il commence à fleurir. Les cressonniers se présentent sous la forme de bassins de 3 mètres de large et d'une soixantaine de mètres de longueur. Leur très légère pente permet l'écoulement de l'eau : 1 arc de cresson nécessite en effet environ 1 litre d'eau pure à la seconde.

La mécanisation est peu développée, et les bottes sont récoltées presque exclusivement par des coupeurs, raquettes aux pieds, capables d'en ramasser près de six cents dans la journée. Colles-ci, d'un poids de 450 grammes en Ile-de-France, sont ficelées par un liço qui porte le nom du producteur et l'autorisation des autorités sanitaires. La culture du cresson est si peu polluante que des fermes piscicoles se sont souvent établies en aval de ces exploitations.

Comme les haricots d'Arpajon ou les tomates de Marcoussis, le cresson fait partie des productions de qualité de l'Essonne. Le comité départemental du tourisme et la chambre d'agriculture ont créé l'Association des producteurs du terroir pour faire connaître les richesses naturelles de la région. Urbanisé sur un tiers de son territoire, le département de l'Essonne, qui a vu son parc hôtelier passer de 3 500 à 7 000 chambres ces trois dernières années, a en effet décidé de jouer le carte du tourisme. Avec un réel succès auprès des nouvelles clientèles venues des pays de l'Est, très nombreuses à le découvrir depuis quelques mois.

Martine Boulay-Mérie

C. de C.

PARCS DE LOISIRS

ASTÉRIX SE VEUT IRRÉDUCTIBLE

Avec 1,1 million de visiteurs en 1992 et malgré la concurrence, les responsables du village d'attractions semblent confiants

Le village d'Astérix, retranscrit au cœur de la forêt d'Ermeboisville dans l'Oise, à 35 kilomètres au nord de Lutèce, s'ouvre ses portes le 10 avril pour une cinquième saison qu'il promet « riche en romans et en sangliers ». Fier d'avoir résisté, en 1992, au choc de l'ouverture du Nord durant dix jours en juillet par « ses amis routiers », et à l'arrivée à Marne-la-Vallée d'un « concurrent de poids très voyant », le vaillant petit Gaulois compte récupérer les quelques centaines de milliers de visiteurs qui s'étaient alors « égarés ».

L'ouverture d'Euro Disneyland est ici évoquée, mais jamais citée. Aujourd'hui, l'onde de choc est passée et les responsables du Parc Astérix affichent un moral au beau fixe. Ni la baisse de fréquentation enregistrée en 1992 (1,1 million d'entrées contre 1,4 million en 1991) ni la chute de son chiffre d'affaires (170 millions de francs contre 210 l'année précédente) ne semblent pouvoir altérer l'optimisme de son PDG, Olivier de Bosredon. Et fait, pour la première fois en 1992, le parc est devenu autonome financièrement.

« Un produit homogène »

Olivier de Bosredon a confiance en la popularité de ses héros. Aussi espère-t-il une hausse de la fréquentation cet été, même avec un budget de fonctionnement de 120 millions de francs, sans embargo. Il se garde bien cependant d'avancer des objectifs précis. « Le Parc Astérix est un produit

homogène, affirme-t-il, dans le village gaulois. Il est cohérent avec la bande dessinée. Sa recette, composée d'attractions, d'animations et de spectacles, plaît au public. » En six cents jours d'ouverture, depuis son inauguration en avril 1989, il a déjà accueilli cinq millions de visiteurs venus en grande majorité d'Ile-de-France, du Nord-Pas-de-Calais, de Belgique et des Pays-Bas. Pour eux, le parc est situé à moins de trois heures de voiture.

Quatre personnes sur dix effectuent une deuxième visite. « Ils apprécient l'ambiance conviviale et familiale. Ici, on se maillie, on se secoue, on rit, on se détend. Et puis, les files d'attente sont réduites », insistent les promoteurs du parc. Selon leurs calculs, en une heure, chaque famille assiste en moyenne au moins à une attraction ou à une animation et demi. Les petits Gaulois ne sont pas patients. Inconditionnelle du bateau et des rapides, Makram, onze ans, arbore un sourire ravi. Avec ses copains du centre aéré de la Fauconnière de Gonesse, dans le Val-d'Oise, elle est déjà à sa seconde descente du Styx, et personne ne l'a bousculée. Adeptes de sensations fortes, elle regrette de ne pas mesurer la mètre quarante nécessaire pour être autorisée à monter dans « Goff du risque », un grand huit renversant.

Petits ou grands, « on s'éclate », affirment les animateurs des centres aérés de Blanc-Mesnil, en Seine-Saint-Denis. A tel point qu'ils ne savent plus combien de fois ils sont venus. Cascades et combats guerriers des mousquetaires devant le château de Sagouac, frayeur au cinéma en trois dimensions,

faune africaine, humour et illusions au Théâtre de Panoramix, les jeunes ne se lassent pas. Depuis son ouverture, le parc s'est enrichi d'une soixantaine d'attractions ou animations supplémentaires. L'an dernier ont vu le jour « Nationale 7 », un manège de tacots de 15 millions de francs, et « Menhir FM », la radio qui bande. Actuellement, chaque mois est consacré à un thème différent : la magie en mai, clowns et farces en juin, Fête de l'été, jazz et musique populaire en septembre. La Fête de l'artisanat devrait clore la saison en octobre.

172 francs par personne

Les déjeuners sur l'herbe font partie de la tradition française. Olivier de Bosredon le sait et projette de développer les aires de pique-nique sur le site. Il envisage aussi de créer un camping et un village de toile pour accueillir les familles à des prix raisonnables.

Au village d'Astérix et d'Obélix, on se défend « de vouloir faire de l'argent rapide ». Les partenaires associés - ils sont une douzaine dont Accor, la Générale des eaux, la Lyonnaise des eaux, la Barclay - sont patients, affirme Olivier de Bosredon. Les tarifs sont étudiés pour les groupes, les enfants des centres aérés et des écoles, ainsi que pour les inconditionnels (la saison revient à 290 francs pour un adulte, 190 francs pour un enfant, avec le passe permanent).

Une journée à Astérix revient en moyenne à 172 francs par personne. De badge souvenir à 10 francs à

l'épée romaine à 20 francs dénichée au marché Saint-Benoît, sans oublier les tee-shirts et les peluches, il y en a pour tous les goûts. Et chaque dépense en moyenne 30 francs dans les boutiques. Les achats souvenirs constituent une part importante des recettes.

Sans aide particulière de l'Etat, les promoteurs du parc ont investi 850 millions de francs, dont 35 millions de francs pour la construction de leur propre échangeur sur l'autoroute du Nord. Aussi, Astérix se montre-t-il fermement décidé à résister aux « envahisseurs », pas seulement romains.

Le Monde de l'éducation
LA PHILO AU BAC
390 SUJETS
POUR RÉVISER

NUMÉRO DE MAI
En vente à partir du 30 avril 1993

CULTURE

Succès
des conventions
de développement

Conduites depuis 1982, les conventions de développement culturel ne semblent pas s'être assouplies. Il s'est signé chaque année davantage de ces chartes, qui lient des financements de l'Etat aux efforts des collectivités locales dans ce domaine. En une décennie, 1 228 conventions se sont traduites par un engagement global d'un milliard de francs.

Le ministère de la culture s'est, au début, montré incertain. Les collectivités locales ont ensuite été les plus généreuses. En 1990, elles ont mis dans la balance 124,8 millions de francs, contre 68 millions versés par l'Etat. Ce sont les villes, en particulier les petites, qui ont le plus souvent recours aux conventions, et celles-ci sont élaborées en collaboration avec les professionnels des directions régionales de l'action culturelle (DRAC). L'objet de ces conventions n'est pas, pour les collectivités locales, d'inventer une politique culturelle radicalement différente. Elles constituent plutôt l'occasion de réfléchir à la cohérence de leurs pratiques.

Utilisées surtout comme un outil de décentralisation des équipements culturels les premières années, les conventions se sont progressivement spécialisées dans le soutien de secteurs comme la formation artistique, la conquête de publics nouveaux, etc.

CENTRE

La région encourage
l'apprentissage

Le conseil régional du Centre a pris une initiative originale pour faire connaître les débouchés professionnels qu'offre l'apprentissage. Un « village des métiers », avec des animations réalisées par des jeunes en cours de formation et des maîtres d'apprentissage, s'est installé durant plusieurs jours au début du mois d'avril à Orléans, place du Martroi, puis à Blois, à la Halle aux Grains. Le budget de la région Centre prévoit, en 1993, de financer vingt-huit centres de formation d'apprentis, répartis dans les divers départements, qui accueillent près de 11 500 jeunes et offrent plus de cent quarante diplômes, allant du niveau du CAP à des formations Bac + 4. De 1983 à 1993, la région a consacré plus de 1 milliard de francs à l'apprentissage et dépense environ 9 000 francs de crédits de fonctionnement à la formation d'un apprenti.

PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZURMarseille
va éliminer ses déchets

Les Marseillais vont être débarrassés de la décharge d'ordures à ciel ouvert tristement célèbre d'Entrecasteaux. Progressivement, ce site devrait être réhabilité, car Marseille va se doter de deux usines de traitement des déchets. La construction de ces deux unités devrait commencer l'an prochain, dans les quartiers des Aygalades et de Saint-Manet. Lorsqu'elles fonctionneront à plein régime, en 1996 ou 1997, elles pourront recevoir mille tonnes de déchets ménagers par jour. Des dispositifs pour lutter contre les mauvaises odeurs sont prévus. Les entreprises intéressées par ce marché ont dû montrer qu'elles se conformaient aux normes imposées par la législation européenne sur la protection de l'environnement.

La municipalité prévoit de mettre en place une collecte sélective pour les matériaux recyclables et une centrale de compostage. Le reste des déchets sera incinéré, et la chaleur ainsi produite proposée aux entreprises proches.

L'HÔPITAL AU CŒUR
DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Il y aurait aujourd'hui un excédent de milliers de lits.

Mais de nombreux responsables souhaitent le maintien des petits établissements publics

SUR l'agenda du maire, un rendez-vous pas cocore forme, mais inéluctable : l'hôpital. Le maire devra prendre sa part dans la maîtrise des dépenses de santé. Il devra aussi être le garant de l'aménagement du territoire dans cet exercice difficile.

L'hôpital c'est, historiquement, son affaire, et il préside toujours son conseil d'administration. En fait, les cordons de la bourse étant tenus par l'Etat et les caisses d'assurance-maladie, l'autorité du maire ne tient plus aujourd'hui qu'à son pouvoir d'influence. Celui-ci n'est pourtant pas négligeable. Le maire est de ceux qui poussent à l'investissement quand, dans les années 60 et 70, l'équipement hospitalier de la France explosa.

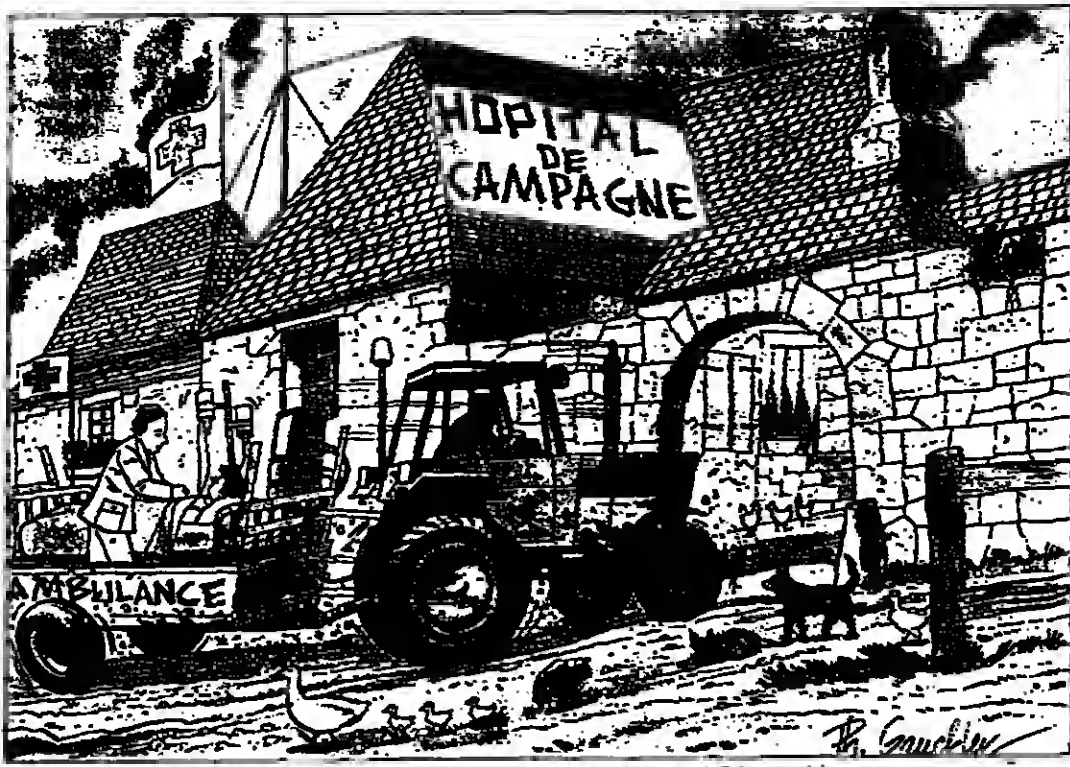
« On a construit un peu n'importe quoi », juge Jean de Kervadec, qui fut directeur des hôpitaux au ministère de la santé au début des années 80. Mais accusé les maires est trop facile. Il ne faut pas leur attribuer le fait que l'Etat n'a pas fait son métier. Délégué général de la Fédération hospitalière de France, qui regroupe les 2400 hôpitaux publics du pays, Philippe Cadène a le même point de vue. « C'est l'Etat qui payait. S'il jugeait que les investissements n'étaient pas opportuns, il avait qu'à ne pas les autoriser ».

Maïs le réveil est douloureux. Il y aurait, selon certains, 60 000 lits d'hôpital en trop. La plate-forme RPR-UDF avance à un excédent de plusieurs milliers de lits de court séjour. Bernard Debré (RPR), maire d'Amboise, n'hésite pas à parler d'une fourchette de 60 000 à 80 000 lits (sur un total d'environ 600 000). Même ceux qui, avec la Fédération hospitalière, estiment que le calcul en nombre de lits est sans grande signification, admettent qu'il y a aujourd'hui surcapacité.

« Pour lutter contre la désertification des zones rurales, l'école et l'hôpital public, c'est aussi important que le prix des céréales »

Celle-ci n'est pas due seulement à des investissements incoordonnés. L'évolution de la médecine et de la société y a aussi sa part. En particulier, les lits se vident parce qu'on y reste moins longtemps du fait de l'évolution des méthodes de soins : la durée moyenne des séjours a diminué d'un jour et demi entre 1986 et 1991. Mais il reste vrai que le secteur a surinvesti, en dépit des garde-fous posés par les lois qui imposaient des cartes sanitaires.

Conçues avant la guerre, mises en œuvre à partir des années 70, les cartes sanitaires avaient pour objet d'assurer une croissance contrôlée des investissements publics et privés et une répartition équilibrée à travers le territoire. Elles n'ont pas répondu à ce qu'on en attendait : un peu grossières dans leurs critères et leurs modalités, elles n'ont pas su éviter les dérapages dus aux multiples pressions exercées par les élus, les directeurs d'hôpitaux, les responsables d'établissements privés. Les cartes sanitaires n'ont su ni contrôler la croissance ni empêcher les déséquilibres régionaux. Une étude sur les urgences, réalisée en 1987 pour la Cour des comptes par Léo Gréard, maire d'Avallon, révèle des disparités régionales criantes : « La situation est bonne là où il y a une forte demande ressentie, elle est faible là où l'aménagement du territoire aurait dû faire des efforts. » La loi hospitalière de



1991 prévoit de corriger les lacunes du système précédent. La carte sanitaire est appuyée par un schéma d'organisation sanitaire qui, notamment, introduit des critères qualitatifs et vise à répartir plus finement les activités. La loi donne un pouvoir plus grand au préfet de région, faisant disparaître de Paris et remonter du département un certain nombre d'examen et de décisions. Elle prévoit cependant la concentration, en instituant une Commission régionale des Comités régionaux de l'organisation sanitaire et sociale (CROSS et CROSS) à pouvoir consultatif, où les élus sont modérément représentés (5 sur 38 membres pour les CROSS, 5 sur 41 pour la CROSS). Il était prévu avant le 21 mars que l'une et les autres se réunissent pour la première fois le 29 avril. Le nouveau gouvernement n'a pas tenu en cause cette procédure de concertation, ni le calendrier.

Le problème est de mettre en place un système capable de maîtriser les coûts et de gérer la rationalisation. Le dialogue est net entre ceux qui ne pensent que gestion du système de santé et ceux qui pensent aussi aménagement du territoire. « Il faut, assure Bernard Debré, mettre à plat le maillage. Et faire que les hôpitaux soient en moins grand nombre, moins dépendants de l'Etat politique local ».

Henri Nallet (PS), maire de Tonnerre (6 000 habitants) et donc président du conseil d'administration de son hôpital, explique : « Je me bats pour qu'on ne prenne pas le problème de la maîtrise des dépenses de santé par le biais de l'hôpital public. C'est le plus simple, le plus administratif, mais sûrement le plus inacceptable ! » Il poursuit : « Que les responsables politiques et administratifs progressent d'abord sur le contrôle a posteriori des actes médicaux ou celui des cliniques privées. Et si on n'accepte pas certains principes, comme la nécessité d'un service public de qualité à proximité des gens, ce sera la guerre et je serai chef de guerre. »

« Je suis très remonté, dit-il, parce que dans nos zones rurales l'hôpital public est l'instrument principal de l'égalité des Français devant la maladie. Il faut que les politiques et l'administration comprennent que l'égalité coûte plus cher en milieu rural. L'école et l'hôpital public, pour lutter contre la désertification, c'est ou moins aussi important que le prix des céréales. »

Avec moins de véhémence, le maire de Prades (Pyrénées-Orientales) tient le même discours. Paul Blanc a une double expérience : de médecin et d'animateur du développement local. « Il y a, souligne-t-il, trois aspects dont il faut tenir compte : l'urgence, la possibilité pour la

famille du malade de rester près de lui, enfin l'aménagement du territoire ».

Ce combat est aussi celui de beaucoup de directeurs d'hôpitaux, comme Jean-Paul Ségade, responsable de l'établissement de Furs (Loire). Il donne que les schémas qui se mettent en place prennent réellement en compte l'impératif d'aménagement du territoire : « On pense à la répartition des moyens sanitaires, s'insurge-t-il, mais on ne pense pas du tout que l'hôpital est un équipement structurant. Refuser un équipement hospitalier dans le bassin d'Amboise, c'est faire mourir des entreprises. Si on fait de la planification sanitaire sans politique d'aménagement du territoire, on va vers la catastrophe. »

Pourtant, les tendances à la concentration sont fortes et vont peser à l'heure des choix. L'esprit de concentration domine dans l'administration centrale de la santé, où l'on avance les risques proprement médicaux liés à l'éparpillement. Exemple cité : les maternités. « Comment, fait-on remarquer, garantir la sécurité des accouchements quand une sage-femme intervient en moyenne une fois toutes les trois semaines ? » C'est dans cet esprit qu'ont été fermées d'autorité des maternités, comme celle de Marvejols en Lozère, l'été dernier. Des données techniques vont aussi dans le sens de la concentration : le coût d'équipements sophistiqués qui ne peuvent trouver leur place que dans un nombre limité d'établissements, la spécialisation des chirurgiens...

Comment concilier égalité

des soins et tendance à la concentration ? Par l'organisation et l'implantation. L'organisation, cela consiste, pour les maires, à prendre les devants dans le mouvement, déjà amorcé, de coopération, voire de fusion entre hôpitaux. Comme l'ont fait ceux de Tonlois et La Seyne, ou ceux d'Amboise et de Château-Renaud.

« Il faut prendre le problème comme on l'a fait pour les conversions industrielles »

Engagée par le prédécesseur socialiste de Bernard Debré à la mairie d'Amboise, la fusion a été avalisée et mise en œuvre depuis un an. « Le poids spécifique de l'un et de l'autre, explique-t-il, est tel qu'on réussit de fermer les deux. Nous avons l'habitude de nous réunir certains services. Et nous nous sommes donné cinq ans pour arriver au bout de la fusion. »

La présidence du conseil d'administration de l'hôpital est assurée alternativement, un an sur deux, par l'un des deux élus. Pour Bernard Debré, il s'agit maintenant d'organiser la concentration : « Les mentalités sont prêtes, en raison notamment du prix des équipements. Soit on laisse cette concentration se faire au gré des influences, soit on le fait avec une volonté d'équilibre et de planification. »

A l'imagination, toutefois, de trouver sa place pour que chacun, y compris dans les campagnes, y trouve son compte. Seule une logique de réseau peut aider une nouvelle planification. Fermer un service, voire un établissement, un maire peut l'accepter si les raisons avancées et les compensations accordées sont convaincantes. « Les maires, assure Philippe Cadène, n'ont jamais défendu des structures qui ne se justifiaient plus. » Le maire de Marvejols admet que le maintien de la maternité était « difficilement défendable ». Il a obtenu, pourtant, que les emplois soient sauvegardés : seules les deux sages-femmes sont parties. « Il faut prendre le problème comme on l'a fait pour les conversions industrielles », assure Jean-Paul Ségade.

Il faut surtout trouver les moyens de la meilleure continuité possible du service public. Dans les maternités, on met en place, comme à Sainte-Ménehould, dans la Marne, ce qu'on appelle des maternités primaires, où est assuré le suivi des grossesses, mais pas l'accouchement. La mise en réseau, c'est la constitution d'un maillage entre centres de soins, qui répond à l'évolution des techniques et à la demande des malades.

Selon la gravité du mal, chacun accepte d'aller plus ou moins loin consulter un spécialiste reconnu et se faire opérer. Les schémas régionaux devront encadrer cette hiérarchisation, dont certains maires refusent qu'elle soit appliquée trop rigide. Paul Blanc n'accepte pas de voir l'hôpital local de Prades privé des services d'un cardiologue qu'il qualifie d'excellent.

Mais l'imagination, c'est aussi des méthodes nouvelles. « Après tout, il n'y a pas que le malade qui peut se déplacer. Le toubib aussi peut le faire », remarque Jean de Kervadec. Le maire d'Avallon, Léo Gréard (PS), qui fut durant vingt-cinq ans chef de service dans l'hôpital de sa ville, avance d'autres perspectives : « La communication numérisée permet de lire à deux un électrocardiogramme à 40 kilomètres de distance. » Il faudrait donc intégrer des données comme celle-ci pour assurer la hiérarchisation la plus pertinente, qui garantisse le meilleur rapport entre localisation et qualité des soins.

Enfin, un autre débat se profile. Pour certains, la rationalisation passe par la transformation des 60 000 lits « malades » jugés inutiles en lits « vieillards ». Parmi les partisans de cette transformation : le ministre de la santé, Philippe Douste-Blazy, lorsqu'il était porte-parole de l'opposition pour les questions de santé. Ces mêmes partisans admettent, cependant, que leur solution pose un problème de compétences, donc de financement. Les personnes âgées, c'est de l'action sociale, et cela concerne donc les départements. Pas de changement d'affectation de lits, donc, sans transfert parallèle de charges de l'assurance-maladie sur les départements. Rudes perspectives pour les présidents de conseils généraux.

Philippe Pujas

Le fauteuil des maires menacé

L'hôpital, aujourd'hui, c'est le lieu où, dans les meilleures conditions de sécurité, chacun a l'assurance d'être soigné le mieux possible. Le retour à l'état de nature est complet par rapport à l'Histoire. A l'origine, et pratiquement jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'hôpital est le havre des indigents de la ville. Pas question d'y soigner des gens capables de payer : ce serait faire concurrence à la médecine libérale, et les lobbies veillent, menant, jusque dans les années 30, un combat qu'une loi de Vichy, qui pose le principe de l'ouverture de l'hôpital à toutes les catégories de malades, leur fera perdre définitivement.

Le maire est donc, très naturellement, un homme-clé, qu'on trouve, avec plus ou moins de pouvoir, à la tête de l'organe dirigeant, dont les derniers avatars furent une commission permanente puis, en

1970, un conseil d'administration.

La plupart des maires prennent très à cœur leurs prérogatives de président du conseil d'administration. Même s'ils n'exercent pas de vrai pouvoir, c'est pour eux, au moins, la garantie d'avoir un regard sur un établissement qui rend un service essentiel et, de surcroît, constitue l'un des tout premiers employeurs de la ville.

On a beaucoup dit que le maire utilisait largement sa fonction pour « placer », dans le personnel hospitalier, un certain nombre d'obligés. C'est au moins en partie vrai. « La nécessité d'avoir une gestion saine nous contraint à nous concentrer sur nos métiers principaux, ceux qui ont directement liés aux soins, explique Roger Capéid, directeur de l'hôpital de Perpignan. Les activités annexes, comme l'entretien des bâtiments, sont externalisées. Cela laisse peu de

place pour d'éventuels emplois de complaisance. » Les statistiques du ministère de la santé semblent donner raison à Roger Capéid : au cours des dix dernières années, une forte croissance des effectifs du personnel médical des hôpitaux publics est allée de pair avec un tassement, à partir de 1985, de ceux des personnels non médicaux.

Président sans vrai pouvoir, simple héritier de l'Histoire, le maire est-il encore à sa place à la tête de l'hôpital ? Certains voudraient l'en chasser pour le remplacer par un président élu par le conseil d'administration. C'est le cas du RPR. La Fédération hospitalière de France, très attachée à la présidence par le maire, considère aujourd'hui celui-ci comme le meilleur représentant des usagers et s'interroge : qui usager et quel usager ?

Ph. Pu.

SE LA DOTATIO

Conseiller in

CAPI

ESSCA

هكذا في الأصل

DÉBAT

RÉVISER LA DOTATION GLOBALE DE FONCTIONNEMENT

par Joël Bourdin

VOICI deux ans, je m'étais interrogé, dans les colonnes, sur l'équité de la répartition de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et j'étais parvenu, en désespoir de cause, à estimer que le recours à un système par capita amènerait plus de justice (Le Monde daté 27-28 janvier 1991). Depuis lors, l'état du malade, loin de s'améliorer, a empiré. Le moment est venu de créer les conditions du renouvellement de cette contribution financière de l'Etat.

La DGF est le principal concours versé par l'Etat aux communes, à leurs groupements et aux départements, une somme de près de 100 milliards de francs.

Une expérience de près de quinze années livre des enseignements majeurs. Et d'abord la caractéristique de la contrainte de la rareté de la ressource. Sans doute le montant global de la DGF est-il indexé, initialement, sur les recettes prévisionnelles nettes de taxes sur la valeur ajoutée, par la suite, sur des grandeurs économiques, la dernière indexation étant normalement moins avantageuse, pour les collectivités, que la première.

Le jeu de l'index nouveau dans le contexte d'une conjoncture déprimée n'incite guère à l'optimisme. Dès 1993, nombreuses sont les communes à subir la portion congrue de la «garantie de progression minimale» qui ne couvrira vraisemblablement pas la hausse des prix. Le pouvoir d'achat de la DGF est ainsi sur la voie de se réduire pour les communes.

Les règles applicables à la DGF en nimbent d'opacité sa distribution. Le profane ne s'y retrouve pas. Car il s'agit d'un système surchargé d'exigences contradictoires. Et personne ne sait plus à quel point la DGF est destinée à fournir une ressource de substitution aux collectivités privées de l'ancienne taxe locale. Mais on a, en fait, oscillé entre la souci de préserver les droits des bénéficiaires fondés sur l'importance relative de leur population, la volonté de compenser des charges très spécifiques et la tentation de répartir les moyens disponibles en fonction inverse de la richesse. A quoi s'ajoute la préoccupation d'inciter au moyen des ressources de DGF à la

coopération, par la création de communautés de villes et de communes. Et c'est ainsi que le bêtise. Car toute réponse à de nouvelles sollicitations aboutit à réduire la marge de manœuvre disponible pour la péréquation. Aussi bien le Comité des finances locales a-t-il récemment décidé de ne pas réduire à l'excès la part de la DGF réservée aux seules communes. Ce faisant, il a contribué à cantonner les abus résultant de la création d'un groupement à seule fin de percevoir davantage.

Mieux distribuer

La nouvelle majorité trouve dans la corbeille de noces de la cohabitation un cadeau empoisonné. Jean-Pierre Fourcade, le président du Comité des finances locales, a estimé que la DGF «écarterait». Ne pourrait-on saisir cette occasion pour recueillir, au mieux de l'intérêt national, les retombées de l'explosion?

En l'espèce, il ne s'agit pas de répartir davantage, mais de mieux distribuer. Ce qui implique, au préalable, de décharger la DGF de la mission de contribuer à toute la panoplie des incitations au regroupement des communes. Tel n'est pas son rôle. Elle a suffisamment à entreprendre par ailleurs. Il est plus fécond de renforcer et de diversifier les procédures spécifiques déjà existantes.

On peut alors identifier trois priorités. La première consiste à rendre plus efficace la péréquation. Il est indispensable de repenser la garantie de ressources offerte à quelques vingt mille communes, qui obère les montants disponibles pour corriger les situations acquises. Il est non moins nécessaire de compléter le découpage démographique, pour la détermination du potentiel fiscal moyen, en faveur des communes inégalement peuplées, stratification symétrique de leur effort fiscal, qui réduirait l'avantage relatif reconnu, dans le système actuel, aux communes urbaines. Il est souhaitable de s'interroger sur l'utilité de la coexistence entre une attribution permanente (la dotation de péréquation des communes) et un concours particulier (la dotation de solidarité urbaine).

La deuxième priorité impose de gommer les anomalies de la répartition de la DGF. Ce qui incite à réfléchir sur l'opportunité de l'adaptation de certains concours particuliers. Notamment

des dotations «touristiques», parfois allouées à des collectivités prospères. Ou encore de la célèbre dotation de solidarité urbaine (DSU) : certaines communes, simultanément, participent à son financement... et en reçoivent l'attribution; cette situation résulte de la dualité des potentiels fiscaux de référence retenus dans l'un et dans l'autre cas.

Plus fondamentalement, les limites de population retenues pour les communes méritent d'être redéfinies à partir d'une actualisation de l'échelle des coûts de fonctionnement. Non pour revoir la dispersion de la dotation de base — une refonte des coefficients induit une augmentation du besoin de garantie qui en annule les effets — mais pour mieux «caler» la dotation de péréquation sur les réalités financières. J'avais proposé un élargissement des strates afin d'augmenter les moyennes de référence des potentiels fiscaux des communes de faible taille et d'abaisser celles des communes de taille plus élevée. Mais la mise en œuvre d'une telle réforme est subordonnée aux résultats d'une étude de simulation.

La dernière priorité relève des exigences d'une saine démocratie. Il faut ménager les voies d'une clarification et d'une simplification. Les électeurs et leurs élus ont le droit de comprendre afin de contrôler la part qui leur est due. On ne saurait s'accommoder d'un mécanisme aveugle de répartition.

Une commission formée d'universitaires et de praticiens devrait pouvoir formuler des propositions constructives. Le moment semble propice à une réforme d'envergure, que l'on ne peut plus indéfiniment différer. Les budgets des collectivités semblent subir de redoutables tensions : modération des concours de l'Etat et charité du crédit. Toute fuite en avant par la fiscalité rencontre d'évidentes limites. Une rationalisation de la DGF en est d'autant plus impérieuse... et d'autant plus urgente que certains n'hésitent pas à prôner une «centralisation», sur plusieurs années, des concours versés par l'Etat aux collectivités locales, voire une déconcentration de la gestion des moyens de la DGF. Autant de projets qui risquent fort de consacrer une «recentralisation» masquée.

► Joël Bourdin (UDF) est maire de Bernay et sénateur de l'Eure.

COURRIER

Parkings en ville

Etant donné les effets sur notre environnement des automobiles en surabondance, la construction, en ville, de parkings souterrains semble être une orientation aberrante. A Paris, le règlement actuel du POS est très incitatif car il prescrit la création du stationnement souterrain à un bon nombre d'opérations. Il devrait être limitatif. Par ailleurs, pour un partage équitable de l'espace en ville, il serait souhaitable, lors de la création de tout parc de stationnement public souterrain, d'appliquer la règle suivante : une place de stationnement créée en sous-sol en libère une en surface pour les piétons.

Si ces deux mesures étaient prises, elles nous permettraient de réduire sensiblement l'encombrement de la ville, et l'espace serait ainsi peu à peu rendu aux usagers et aux transports les moins consommateurs de place et d'énergie.

SERGE SEROFF
Paris

La Moselle linguistique

Dans l'article sur Thionville, intéressant et bien documenté (Le Monde daté 14-15 mars), il est dit que «beaucoup d'habitants utilisent l'allemand et parfois le parler luxembourgeois».

Il ne faut pas exagérer : il y a belle lurette, quarante ans au moins, que le français est de loin la langue la plus répandue à Thionville, beaucoup plus que l'allemand ou le luxembourgeois, et le lecteur de l'enquête de Christophe de Chenay pourrait être induit en erreur à ce sujet.

Le département de la Moselle est coupé en deux, du point de vue linguistique, la frontière passant approximativement par Thionville, Boulay-Moselle et Sarrebourg, avec quelques lignes brisées.

D'ailleurs le français se répand de plus en plus dans la région, traditionnellement de langue allemande.

LOUIS FORESTIER
Saint-Jean-de-Védas (Hérault)

LIVRES

UN TERRITOIRE UNE PASSION

Par Maurice Ligt
Editions France Empire.
292 p., 110 F.

Voilà un livre optimiste qui, par les temps actuels, mérite d'être signalé. Maurice Ligt (UDF) est maire de Cholet depuis 1965. Et il a une passion : développer sa ville. Avec des coups de cœur et des coups de colère quand les choses traînent, ou quand l'Etat veut se mêler de tout et... freine ses projets.

C'est aussi l'occasion pour le député du Maine-et-Loire, facile-

ment réélu le 28 mars, de raconter son long parcours de militant du développement régional et de l'aménagement du territoire, et de pourfendeur des excès du centralisme français.

Comme beaucoup d'autres élus locaux, Maurice Ligt aurait pu fort honnêtement occuper le poste de ministre de l'aménagement du territoire dans le gouvernement Balladur. Comme ancien président du Conseil national des économies régionales et de la productivité (CNERP), les analyses et les conseils qu'il livre tout au long de son ouvrage devraient, en tout cas, être appréciés à leur juste valeur aujourd'hui par MM. Pasqua et Hoeffel.

F. Gr.

OFFRES D'EMPLOIS

REPRODUCTION INTERDITE

Conseiller innovation

POUR POURSUIVRE LE DÉVELOPPEMENT TECHNOLOGIQUE DE SA RÉGION, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE D'ANGERS COMPLETE SON ÉQUIPE DE CONSEILLERS

Vous dynamisez des actions déjà engagées, vous êtes susceptible de nouvelles, vous êtes un acteur essentiel de l'animation d'ANGERS TECHNOPOLE. Vous vous investissez dans deux priorités :

- Développement des coopérations entre entreprises, recherche et enseignement supérieur pour accroître la compétitivité et l'innovation dans les entreprises.
- Conseil aux entreprises : innovation, développement technologique.

Universitaire ou Ingénieur, vous avez 30 ans environ et une première expérience de l'entreprise. Homme de créativité, de communication et d'animation, vous êtes proche du monde de l'enseignement et de la recherche. Merci d'envoyer votre dossier de candidature, lettre et références, CV + photo sous référence MS 0493 - CAPFOR, 11 avenue de Coëstades, 49000 ANGERS.

CAPFOR

ALSACE - AQUITAINE - BRETAGNE - FRANCE COME - ÎLE DE FRANCE - MIDI-PYRÉNÉES - NORD-PIRENNÉES - NORMANDIE - PACA - PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR - BAS-DE-LOIRE - RHÔNE-ALPES

LA VILLE DE MARSEILLE

recrute par voie statutaire son

DIRECTEUR DU DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE (H/F)

chargé de l'animation d'une équipe de spécialistes dans le domaine de la promotion économique, de la prospection et de l'aide à la création et à l'extension d'entreprises.

Il agit en partie pour le compte de la Communauté de Communes « Marseille Provence-Métropole ».

De formation supérieure en sciences économiques et/ou droit, il a de l'expérience dans un poste similaire et une bonne connaissance du secteur privé.

Les candidatures assorties d'un curriculum vitae devront être adressées à :

Monsieur le Maire de Marseille ■ Direction Générale du Personnel
90, bd des Dames - 13002 Marseille

Dans le cadre de son développement, notamment en région parisienne, l'ESSCA recherche des PROFESSEURS PERMANENTS et des INTERVENANTS pour ses programmes de formation première et de formation permanente.

DOMAINES CONCERNÉS : Marketing, Finance-Comptabilité, Économie, Droit, Management et Ressources humaines, Techniques quantitatives, Langues.

PROFIL : Expérience confirmée de l'enseignement supérieur et/ou activité de recherche en gestion.

Merci d'adresser CV + photo à la
DIRECTION GÉNÉRALE
DE L'ÉCOLE SUPÉRIEURE
DES SCIENCES COMMERCIALES
D'ANGERS
1, rue Lakanal - 49016 Angers Cedex 01

ESSCA

FORMER POUR AGIR
ANGERS ■ MARNE-LA-VALLÉE
CHOLET ■ BUDAPEST



LA VILLE DE CHERBOURG

MANCHE

Cherbourg RECRUTE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL DES MUSÉES

conservateur du patrimoine ou conservateur en chef du patrimoine

Au sein de la Direction de la Culture et en liaison étroite avec l'élu adjoint à la Culture, vous aurez à proposer et mettre en œuvre une politique active de promotion des trois musées de la ville :

- un musée d'art contemporain possédant une importante collection de portraits de J.-F. Millet ;
- un musée d'ethnographie, d'histoire naturelle et d'archéologie ;
- un musée de la Libération ;

MISSIONS :

- Responsabilité scientifique et artistique de l'ensemble des collections.
- Conception et mise en œuvre d'une politique d'acquisition, d'animation et de promotion des musées.
- Direction et animation des personnels.

PROFIL :

- Dynamique et doté d'une forte personnalité, vous saurez saisir les opportunités et créer les conditions nécessaires au rayonnement du patrimoine muséographique de la ville.
- Le sens des relations humaines et de la communication vous permettront par ailleurs de faire partager vos projets.
- L'impératif particulier que vous portez à l'art contemporain sera un atout supplémentaire vous permettant de réussir dans ces fonctions.
- Recrue selon les conditions statutaires, vous serez de préférence titulaire du Diplôme National d'Adaptation aux Fonctions de Conservateur de Musée, délivré par l'École du Patrimoine.

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès de la DIRECTION DE LA CULTURE. Tél. 33-87-88-80

Merci d'adresser votre candidature accompagnée d'un CV à :

Monsieur le Maire
Direction du Personnel et des Ressources Humaines
BP 823 ■ 50108 CHERBOURG Cedex

CABINET CONSEIL DU SECTEUR BANCAIRE FILIALE D'UNE GRANDE ASSOCIATION

RECHERCHE SON DIRECTEUR GÉNÉRAL

Poste permanent, complexe et évolutif consistant à assumer les fonctions de :

- Gestion et de sélection des Ressources Humaines composant un fichier de 200 experts en renouvellement constant,
- Coordination et gestion de nombreux chantiers localisés principalement à l'Etranger,
- Négociation des interventions avec les donneurs d'ordres,
- Relations avec les administrateurs représentant les grandes banques, les ministères, les principaux acteurs de la profession bancaire, les organismes internationaux,
- Définition de la stratégie et des objectifs ; établissement et suivi du budget.

An terme d'une carrière diversifiée en tout ou partie bancaire, dans des postes de Direction générale où vous avez réussi, vous souhaitez continuer de consacrer votre dynamisme et vos qualités d'animateur, de négociateur et de gestionnaire au service d'une mission d'intérêt général dans le cadre d'un statut de conseiller indépendant.

- Vous avez entre 55 et 60 ans et vous possédez une pratique courante de l'Anglais parlé et écrit,
- Vous aimez la communication et vous êtes passionné par les Relations Humaines et les problèmes internationaux,
- Vous bénéficiez déjà d'une source de revenus et vous acceptez de vous satisfaire d'une rémunération complémentaire.
- Associé-gérant unique, vous êtes prêt à assumer la responsabilité totale de la gestion.

Adressez votre candidature au journal qui transmettra sous référence 8650 Le Monde Publicité, 15-17, rue du Colonel Pierre-Avia 75902 PARIS Cedex 15.

CITÉS

CARCASSONNE

La Citadelle à la rescousse de la ville

TOUT le problème vient de ce que la Cité n'est pas dans la ville. Vieille histoire, qui remonte à Saint Louis, lequel est intervenu ici, pour des raisons conjoncturelles, dans un processus de civilisation commencé bien avant lui : la moindre pierre en témoigne et renvoie au style épique des spectacles de son et lumière. En ce temps-là, ce n'était qu'en 1247, les habitants des bourgs adossés aux murs d'enceinte de la Cité furent chassés, afin de dégager les abords de la forteresse, et réinstallés de l'autre côté de l'Aude, dans une bastide aux rues tracées en damier autour d'une place centrale. Depuis, les remparts de la ville basse sont tombés, mais la séparation avec l'orgueilleuse citadelle demeure, dans les têtes comme dans le paysage. Imaginez Avignon si le Palais des papes se trouvait de l'autre côté du pont ! C'est cela qu'il s'agit de changer.

La Cité, on ne voit qu'elle car, à l'instar des vedettes du spectacle, tout semble se conjuguer pour la mettre en valeur, même les instruments de la modernité. C'est ainsi que l'uo de ses meilleurs profils se découvre au détour de l'autoroute qui, entre Méditerranée et océan, accompagne le canal du Midi. Au soir du 14 juillet, lorsque la Cité s'embrase, la circulation se bloque à cet endroit et ce n'est pas par accident : l'illumination dans la nuit de cette image intacte du Moyen-Âge est belle à couper le souffle et les moteurs !

Donc, il y a l'enceinte fortifiée, la plus grande d'Europe, un monument visité chaque année par plus de trois millions de touristes, et, en contrebas, la ville nouvelle, ancienne elle aussi mais un peu moins que l'autre. Ses habitants préfèrent cette dénomination à celle de ville basse. Il y a la Cité de Carcassonne, qui a recou son oom mondiallement connu, et Carcassonne, surnom sous lequel le poète et écrivain Joë Bousquet a peint sa ville et ses concitoyens, à la manière d'un La Bruyère plus sarcastique que moraliste et porté à rompre par de fulgurantes échappées la concision du style. On ne saurait, mieux que lui, décrire les Carcassonnais, qui « ont en eux l'ombre des remparts disparus » et leur ville en damier où toutes les rues mènent à l'endroit que l'on cherche ».

Comment résister au plaisir de le citer encore : « Catholique et rebelle, hérétique après avoir été musulman, toujours observée par le pouvoir central qui lui a donné le nom de camp de concentration, Carcassonne est l'endroit du monde le plus fait pour oublier la fuite du temps. (...) Cette ville est à un pas de l'Espagne, mais les remous des vents froids y éteignent l'éclat des fleurs et, sur un sol qui brûle, suspendent les nuées du Nord. (...) C'est un pays où la lumière est promesse, les filles ont l'air de savoir où elle a laissé le jour, et l'Espagne est, dans leurs yeux, un peu d'orage, un accent dans le timbre de leur voix. Leur silence



est d'ombre. » Patrick Collot, éditeur à ses heures, qui dirige une librairie-galerie, sait ce qu'il fait en recommandant le *Méditerranée* par bonté à ceux qui veulent découvrir Carcassonne et, le cas échéant, Joë Bousquet.

La cohabitation des deux cités fermées, l'une au sens propre, l'autre au figuré, a été d'autant moins fructueuse au cours des siècles que la redécouverte et la restauration du site fortifié ne datent que du dix-neuvième siècle. Jusque-là, Carcassonne, la ville, avait mené sa vie propre sans se préoccuper davantage des ruines d'en haut. Elle s'était consacrée au textile, puis à la viticulture et au commerce du vin. Parallèlement, elle s'était dotée de quelques entreprises industrielles, sous l'influence marquée de Toulouse, et avait exercé ses prérogatives adminis-

tratives de chef-lieu de l'Aude, sous la tutelle éloignée de Montpellier, capitale régionale et autre pôle d'attraction universitaire. Cette forme de prospérité tranquille et naturelle n'est plus tout à fait ce qu'elle était. D'abord parce que l'environnement agricole, viticole notamment, n'a plus le même poids dans l'économie locale, ensuite parce que la situation géographique de la ville et, aujourd'hui, la crise n'ont pas favorisé le développement du tissu industriel existant, dominé par l'extraction des minerais aurifères de Salsigne (exploitation qui tente de redémarrer après le dépôt du bilan), la production d'équipements en caoutchouc et plastiques pour les véhicules, le machinisme agricole, l'emballage et l'emboîtement, et des entreprises de sous-traitance en technologie fine.

La prospérité disparue, reste la tranquillité. Carcassonne continue de vivre à son rythme. Au moindre moment de liberté, on profite des attraits naturels d'un pays qui n'en manque pas : la sortie de la ville, en filant vers la Montagne Noire, la haute vallée de l'Aude et le plateau de Sault, les Corbières, les Pyrénées ou la Méditerranée, soit, pour le dire autrement, vers le chasse, le pêche, les activités sportives, les sites cathares, les petits crus, les champignons, les plaisirs du bord de mer. Malgré le vent qui décoiffe souvent, d'où le nombre de coiffeurs, assure une jeune guide, le Carcassonnais est un pays où l'on retourne vivre quand on l'a

quitté pour aller chercher du travail ailleurs, et où certains choisissent de s'enraciner, comme le comédien Philippe Noiret et tous ces étrangers du Nord de l'Europe qui viennent mêler leurs accents aux consonances rocailleuses du terroir. Mais l'été passé, la ville s'assoupit dès 19 heures, lorsque les commerçants plient boutique, et il n'y a guère que les parachutistes de la garnison pour animer un semblant de vie nocturne.

Les apparences de cette vie sage ne rendent évidemment pas compte d'une réalité plus complexe et secrète. L'indéniable qualité de vie ne signifie pas, par exemple, le bonheur pour tous. Henry Garino (PC), conseiller municipal, rappelle que Carcassonne est le chef-lieu d'un département, l'Aude, où le revenu de six personnes sur dix n'atteint pas 5 400 francs par mois et qu'en ville le revenu moyen est de 5 679 francs. La population s'est appauvrie, assure-t-il, en relevant qu'un millier de personnes fréquentent les Restos du cœur. Comme pour illustrer sa démonstration, une vieille dame, locataire des HLM, fait, au comble d'une colère pitoyable, irruption dans un commandement d'huissier. Un coop de téléphone arrangerait les choses ; mais, enfin, n'est-ce pas triste, interroge celui qui locarne avec conscience l'opposition municipale ? Henry Garino souligne aussi le vieillissement de la population et le glissement démographique qui, dans le département, joue en faveur du littoral. A l'evidence, il semble que quelque chose ne tourne pas rond dans cette ville carrée !

Sans entrer dans les détails des polémiques municipales, il faut ajouter que le vent, si présent, n'a pas encore assourdi les échos de deux événements qui ont ému la population et dont le *Monde* a rendu compte. Il s'agit de l'affaire Orta, du nom de ce promoteur qui a détourné les crédits, cautionnés par la municipalité, qui étaient destinés à la réalisation d'un centre international de séjour, et de la contestation d'un ensemble de logements sociaux au pied de l'église Saint-Vincent. Au-delà des procès, des jugements, des manifestations, il en reste le poids d'une lourde dette pour la ville et d'un ébranlement de la majorité municipale.

La bonne santé du maire, Raymond Chésa, ne semble pas s'en ressentir. Comme beaucoup d'élus de ce pays, il a le profil que l'on prête au notable radical (ronde, convivial et rusé, enraciné dans sa culture, connaissant bien son sujet), sauf qu'un lieu d'avoir milité dans l'ancien appareil politique dominant, celui du Parti socialiste aujourd'hui mal en point, cet ancien professeur s'est affirmé dans le courant gaulliste. Pour lui, l'affaire Orta est simple : la ville a été victime d'un escroc, plus ou moins lié à la mouvance socialiste, et de la négligence des prêteurs institutionnels. Il étend du gouvernement qu'il fasse jouer la solidarité nationale pour aider Carcassonne à réparer son sinistre. Cependant, le budget municipal a commencé à honorer les échéances au prix d'une augmentation des impôts qui, selon le maire, ne se poursuivra pas en 1993 et sera ensuite compensée par une réduction.

Feut-il préciser qu'Henry Garino n'est pas de cet avis ? Tout comme Alain Tarlier, avocat, conseiller municipal proche du PS. D'une manière générale, ce dernier juge « la situation désespérée », car, dit-il, « c'est celle d'une ville en panne de tout, d'une ville immobile depuis longtemps, transformée en maison de retraite et gérée comme telle,

c'est-à-dire sans projet à long terme, par des gens qui ne pensent qu'à leur réélection ». Ce constat amer s'applique, selon son auteur, à un type de notabilité politique qui, depuis trop longtemps, tient, toutes étiquettes confondues, les positions locales de pouvoir. Les tentatives faites pour changer ce personnel et cette pratique, notamment aux dernières élections municipales, ont échoué, tant jonent ici les pesanteurs des réseaux installés, le clientélisme, voire l'autocratie et l'apathie de ceux qui vivent en dehors du système en place.

Vouée à la défense par l'Histoire, la ville doit aujourd'hui s'ouvrir au tourisme et à l'Europe

Il s'ensuit que ceux qui, sur les plans économique, social ou culturel, illustrent personnellement le dynamisme du pays, se sentent pas représentés à l'échelon politique, observe Patrick Collot. Au mieux, leurs efforts sont récupérés, puis nivelés. « Tout, dans l'Histoire de Carcassonne, a été fait pour repousser les autres, c'est un lieu militaire non disposé à l'accueil, une ville qui continue de s'enfermer », constate-t-il avec regret.

Chacun déplore l'incapacité chronique de la ville, à moins que ce ne soit un refus inconscient, de jouer pleinement l'étout touristique que représente la Cité. Le maire reconnaît cette carence ancienne mais prétend y remédier, en collaboration avec les autres partenaires concernés, le département, les ministères de la culture et de l'équipement. Une étude commune a été lancée pour faire de Carcassonne « le cœur de la marguerite cathare ». L'objectif est de retenir sur place, pendant

trois jours au moins, le touriste qui ne passe que quelques heures. Cela suppose que la ville devienne plus séduisante, que la jonction avec la Cité soit facilitée, que l'animation culturelle ait plus d'ambition.

Raymond Chésa énumère tout ce qui est fait dans ce sens, tout ce qui peut rapprocher la citadelle de Trencavel de la bastide de Saint Louis, tout ce qui déjà facilite la venue et le séjour dans le Carcassonnais. Notamment la liaison aérienne avec Paris, en faveur de laquelle se sont mobilisés des chefs d'entreprise généralement peu portés à intervenir dans les affaires publiques. C'est un signe.

« Avec l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne, qui a été contestée non sans raisons par les viticulteurs, nous ne sommes plus dans le cul-de-sac de l'Europe », observe Jacques Talmier, président de la chambre de commerce et d'industrie, en mentionnant l'importance de la clientèle touristique espagnole, fournie en particulier par le proche Catalogne. Le tourisme s'impose, à l'évidence, comme l'une des rares perspectives de développement économique. Découverte tardive, timide, insuffisamment exploitée, mal managée, les avis sont partagés. Une chose, au moins, paraît sûre : fondée sur la défensive et la proximité de la frontière, accoutumée à vivre en autosuffisance de son terroir, Carcassonne sent désormais l'opportunité de s'ouvrir aux visiteurs dont l'Histoire lui avait appris à se protéger, et, aussi, pour en revenir à Joë Bousquet, l'urgence de ne plus être celle « qui endort les hommes avec leurs projets ».

de notre envoyé spécial
André Laurens

Prochain article :
VERSAILLES

Une nouvelle restauration

Les quartiers populaires de La Trivalle et de Barbacane, adossés aux remparts, constituent un entre-deux ouvert, hors de la ville et de la Cité, propice aux rêves de jeunesse. Née de ces faubourgs, Raymond Chésa est parti à la conquête de la mairie, sur l'autre rive de l'Aude, tandis que Jean-Michel Signoles est allé à la reconquête de la Cité. Un vrai conte de fées dans ce décor dont Walt Disney était venu s'inspirer.

Avant d'en revenir au premier objet de sa fascination d'enfant, Jean-Michel Signoles s'est fait un nom, une réputation, une fortune, comme créateur d'une entreprise de confection mondiale connue sous la marque Chipie.

Si loin qu'il soit allé dans ses voyages, il est toujours revenu vers la Cité, et c'est à l'ombre des remparts que sont installés le siège de la société et le bureau de style.

« Un endroit magique »

Aussi bien, le patron de Chipie n'a-t-il jamais perdu de vue le vieux palais voisin de la basilique qu'il avait connu enfant, brillant de tous ses feux et de tout son luxe. Une quarantaine d'années plus tard, l'hôtel, désormais fermé, voué à de pauvres transformations, était en vente. Il a fallu deux heures pour l'acheter, trois mois de négociation partielle pour en vérifier le fonctionnement et la viabilité, avant de le transformer, contre la montre, en un ensemble hôtelier haut de gamme. Le seul palace entre ceux de la Côte d'Azur et ceux de la côte basque, assure le responsable de l'accueil. « Ma chance », dit Jean-Michel Signoles, « a été de ne pas y connaître grand-chose. Sinon l'aurais été paralysé par les difficultés ».

S'il n'était pas hôtelier ou architecte de profession, le nouveau propriétaire avait déjà prouvé son talent dans le choix de ses collaborateurs et la conduite du travail d'équipe. Il savait précisément ce qu'il voulait en matière de décoration. Sous son égide, les corps de bâtiment et les jardins, qui occupent un cinquième du territoire de la Cité, ont été transformés en un « hôtel » quatre étoiles. La Cité, avec son restaurant La Barbacane qui a déjà obtenu une étoile au Michelin (dans la région, le Château Saint-Martin Trencavel et le Domaine d'Auzac ont pareillement obtenu), un hôtel deux étoiles, relié au précédent, Dame Carcas, et son bistro, Les coulisses du théâtre et en une série d'échappées de luxe qui donnent un nouveau cachet à l'approche de la basilique. L'hôtel La Cité est devenu une demeure historique agencée avec amour. « Un endroit magique », comme le voulait son restaurateur : Dame Carcas a été traitée avec la même sûreté de goût, dans la tradition des anciennes résidences de campagne.

Les bâtiments rénovés, les jardins, la piscine, les terrasses — qui constituent désormais l'un des endroits de charme de la région, le lieu de rendez-vous branché des Carcassonnais — ainsi que l'animation ont heureusement transformé la Cité. Si l'exemple est contagieux, c'est tout le reste du site qui peut se dégarer des pires excès du commerce pseudo-moyenâgeux. Jean-Michel Signoles espère, avec le soutien de la direction du patrimoine, faire avancer d'autres projets, notamment celui d'un tunnel d'accès à un parking central qui supprimerait quasiment la circulation des automobiles intra-muros. Il faut tout miser sur la Cité, assure-t-il, en bon stratège de sa citadelle.

A. L.

Chiffres

■ Préfecture du département de l'Aude, Carcassonne compte 42 450 habitants.

■ Résultats des élections municipales du 12 mars 1989 :

L. 28 315 ; V. 21 930 ; A. 22,54 % ; E. 21 420.

Union droite (Chésa, RPR, M.), 10 808 (50,45 %), 33 élus.

(5 UDF, 20 RPR, 8 div. d.).

Union gauche (Berthelin, PS), 8 388 (39,06 %), 9 élus (1 ex. g., 3 PC, 4 PS, 1 ind. pr.).

Écologistes (Ducot), 1 239 (5,78 %), 1 élu (1 Verts).

FN (Alaud), 1 005 (4,65 %).

■ Résultats du référendum sur l'Union européenne du 20 septembre 1992 :

L. 28 335 ; V. 19 556 ; A. 30,98 % ; E. 18 896.

Non : 8 337 (52,05 %).

Oui : 9 559 (47,94 %).

■ Dans la série « Cités », le *Monde* a déjà publié : Arras (daté 15-16 novembre 1992) ; Saint-Malo (daté 22-23 novembre) ; Mâcon (daté 29-30 novembre) ; Perpignan (daté 6-7 décembre) ; La Rochelle (daté 13-14 décembre) ; Rodez (daté 20-21 décembre) ; Lisieux (daté 27-28 décembre) ; Valenciennes (daté 3-4 janvier 1993) ; Aurillac (10-11 janvier) ; Troyes (17-18 janvier) ; Tulle (24-25 janvier) ; Blois (31 janvier-1^{er} février) ; Albertville (7-8 février) ; Angers (14-15 février) ; Périgueux (21-22 février) ; Vesoul (28 février-1^{er} mars) ; Bastia (7-8 mars) ; Thionville (14-15 mars) ; Arles (21-22 mars) ; Colmar (28-29 mars) ; Le Havre (4-5 avril) ; Saint-Quentin (11-12 avril) et Auxerre (18-19 avril).

RADIO

Les paras à la télé